

# EUR-OP

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## VINGT-HUITIÈME RAPPORT ANNUEL DE GESTION

1996







OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

# VINGT-HUITIÈME RAPPORT ANNUEL DE GESTION

1996



---

# Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Introduction</b> . . . . .	5
1996 — Les grandes tendances . . . . .	7
Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1991 à 1996 . . . . .	8
<b>1. Exposé sur les publications et autres produits réalisés avec l'intervention de l'Office</b> . . . . .	9
1.1. Journal officiel . . . . .	11
1.2. Publications . . . . .	15
1.3. Bases de données et produits électroniques dérivés . . . . .	17
<b>2. Rapport sur la politique de vente et résultats obtenus</b> . . . . .	21
2.1. Organisation générale . . . . .	23
2.2. Promotion des ventes . . . . .	25
2.3. Actions d'information . . . . .	27
2.4. Support à la clientèle . . . . .	29
2.5. Résultats des ventes . . . . .	30
<b>3. Coédition et copyright</b> . . . . .	39
3.1. Introduction . . . . .	41
3.2. Coédition . . . . .	41
3.3. Copyright . . . . .	42
3.4. Paiements fixes et <i>royalties</i> . . . . .	42
<b>4. Rapport sur l'activité du bureau comptable</b> . . . . .	43
4.1. Comptabilité budgétaire . . . . .	45
4.2. Comptabilité commerciale . . . . .	59
<b>5. Rapport sur l'activité des services techniques</b> . . . . .	63
5.1. Services généraux . . . . .	65
5.2. Ateliers . . . . .	65
5.3. Stock et diffusion . . . . .	67
5.4. Informatique . . . . .	74
<b>6. Rapport sur la consultation des marchés et la gestion des contrats conclus par l'Office pour son compte et pour le compte des institutions</b> . . . . .	79
6.1. Introduction . . . . .	81
6.2. Activités par secteur . . . . .	81
6.3. Contrats de prestations et de fournitures imputables à l'Office . . . . .	89

---

<b>7. Rapport sur les effectifs de l'Office et les problèmes de gestion du personnel . . . . .</b>	<b>91</b>
7.1. Fonctionnaires . . . . .	93
7.2. Temporaires . . . . .	95
7.3. Auxiliaires . . . . .	95
7.4. Correcteurs indépendants ( <i>free-lance</i> ) . . . . .	96
7.5. Formation . . . . .	96
7.6. Concertation avec la représentation du personnel . . . . .	97
7.7. Concertation avec les organisations syndicales et professionnelles . . . . .	97
<b>8. Rapport sur l'application des dispositions en vigueur relatives aux traductions à moyen et à long terme . . . . .</b>	<b>99</b>
<b>Annexe — CELEX (système interinstitutionnel de documentation automatisée du droit communautaire) — Rapport annuel de gestion 1996 (avant-projet) . . . . .</b>	<b>103</b>

---

# Introduction

Le présent Rapport de gestion, établi par le comité de direction en vertu des dispositions de l'article 4 de la décision portant installation de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, rend compte, aux institutions, de l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé.

Le comité de direction a eu, au cours de l'exercice 1996, la composition suivante:

- M. E. Vinci, secrétaire général du Parlement;
- M. J. Trumpf, secrétaire général du Conseil;
- M. D. F. Williamson, secrétaire général de la Commission et président en exercice du comité de direction;
- M. F. De Koster, directeur général du personnel et de l'administration de la Commission;
- M. R. Grass, greffier de la Cour de justice;
- M. S. P. Nothomb (depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1996: M. A. Graziosi), secrétaire général du Comité économique et social;
- M. E. Ruppert, secrétaire général de la Cour des comptes;
- M. D. Pause, secrétaire général du Comité des régions.

Le comité de direction s'est réuni le 11 juin (titulaires) et les 6 février, 19 mars et 15 octobre (suppléants). En outre, dix-huit dossiers ont été soumis en 1996 au comité de direction par la voie de la procédure écrite.

Le comité de direction a été confronté, pour la première fois depuis plusieurs années, à un budget sans mise en réserve, ce qui a eu pour effet un rythme d'exécution particulièrement équilibré et harmonieux. En fait, s'il n'y avait pas eu l'évolution favorable du taux de l'écu, l'exécution aurait frôlé les 100 %.

Une des grandes préoccupations du comité de direction était les développements confiés à l'étude d'un groupe interinstitutionnel «contenu et structure du JO», dont la mission consistait à rechercher des modes de publication plus conformes aux exigences de la transparence et de l'économie financière. Les décisions prises à la suite des travaux de ce groupe, combinées aux mesures de rationalisation proposées par l'Office sur le plan technique, ont pu être mises à exécution et ont permis de contenir les coûts d'une façon efficace.

Une préoccupation connexe était la demande de plus en plus pressante de remplacer certaines parties du JO sur papier par une mise à disposition électronique. Les réflexions dans ce domaine se sont cependant heurtées à des barrières à caractère formel fondées sur le rejet de la publication électronique comme substitut à la publication sur papier, actuellement la seule ayant valeur juridique.

Une réalisation très concrète dans ce domaine a cependant pu être menée à bien avec le développement de la production et la mise sur le marché du JO S sur CD-ROM; les ventes d'abonnements pour 1997 enregistrées avant

---

la fin de l'année révèlent que cette publication sera accueillie avec succès par le marché. Parallèlement, des études préalables à l'établissement d'un cahier des charges pour la production d'un CD-ROM des versions L et C du JO ont été menées de telle façon que la mise sur le marché d'une telle publication en 1997 peut être envisagée pour le milieu de l'année 1997.

Un autre souci qui a dominé les travaux du comité de direction était le développement rapide d'Internet et les répercussions de ce phénomène sur la mission et la structure de l'Office. Il a été clairement établi que la publication sur Internet était devenue une forme de publication comme une autre et que l'Office se trouvait dans l'obligation de se munir de la capacité éditoriale nécessaire pour réaliser ce type de publication pour le compte de l'ensemble des institutions.

Il a été également reconnu qu'il y avait nécessité d'organiser une certaine forme de collaboration interinstitutionnelle en matière de recours à Internet et qu'il revenait à l'Office de servir de plate-forme à ces efforts.

Une coopération interinstitutionnelle efficace a pu être développée au niveau de l'édition, en commun par le Parlement européen, le Conseil et la Commission pour la publication du budget. Cette collaboration a pu être efficacement étendue à l'ensemble du processus législatif, et, en partant du développement d'un format d'échange de textes électroniques entre institutions, Eurolook, des efforts substantiels ont pu être faits pour développer le système SEI-LEG, appelé à progressivement systématiser l'*input* décentralisé dans la réalisation des documents accompagnant le processus législatif et à promouvoir une véritable culture commune à toutes les institutions dans ce domaine.

Le comité de direction a pu prendre un certain nombre de décisions destinées à permettre l'installation de l'archive électronique et optique EUDOR, apte à accueillir et à rediffuser par n'importe quel support les documents en provenance de l'ensemble des institutions. Ce système, fondé sur une technologie éditoriale avancée, permettra, quand il sera pleinement opérationnel, d'accueillir n'importe quelle forme de document et évite aux institutions l'obligation de constituer des fonds documentaires propres pour ce genre de prestations.

Plusieurs publications interinstitutionnelles ont également pu être mises sur le marché et diffusées sur une variété de supports, dont Internet. Cela a notamment été le cas de l'annuaire interinstitutionnel, de la brochure commune sur les institutions de l'Union, de même que des traités consolidés, dans trois langues.

Le comité de direction a été régulièrement tenu informé des travaux du groupe interinstitutionnel CELEX, à qui incombe le *monitoring* des développements du système et de contrôle de la gestion de l'Office en la matière.

Le comité a discuté de la consolidation du droit communautaire, où les efforts entrepris par l'Office ont permis de consolider 180 familles représentant 228 actes et de rendre celles-ci accessibles dans le système EUDOR.

Le comité de direction a pu prendre connaissance avec satisfaction de l'évolution favorable de la collaboration qui s'est engagée entre l'Office et les institutions, d'une part, et le monde de l'édition dans les États membres, d'autre part. Cette collaboration est appelée à se développer encore et apportera un complément de diffusion important pour l'information et la documentation produites par les institutions.



---

# 1996 — Les grandes tendances

L'exercice écoulé a marqué, une nouvelle fois, une année de croissance importante dans la presque totalité des activités de l'Office des publications.

En effet, tant en volume de publications éditées (+ 22 %) qu'en nombre de pages produites (+ 8 %) et d'exemplaires expédiés (+ 29 %), les prestations classiques effectuées par l'Office pour les institutions continuent à progresser.

Toutefois, il est probable que 1996 sera à considérer comme année charnière dans le domaine de l'édition communautaire, car, désormais, la publication électronique, jusqu'ici prometteuse mais peu courante, est devenue une priorité pour la plupart des services auteurs.

L'Office s'est donc équipé de nouveaux contractants «multimédias», qui lui permettront de répondre aux besoins des institutions en matière de CD-ROM et de publications sur Internet.

L'Office recherche actuellement des schémas opérationnels permettant d'utiliser à plein les avantages offerts par Internet tant du point de vue technique que du point de vue commercial. L'évolution très marquée de ce phénomène exige en effet la recherche de la compatibilité entre, d'un côté, la disponibilité gratuite de l'information sur Internet (gratuité à laquelle sont actuellement attachés plusieurs producteurs d'information) et, de l'autre, la diffusion de cette même information contre paiement, soit par des canaux traditionnels, soit par d'autres producteurs d'information également sur Internet.

L'Office a jeté les bases d'une version électronique du Journal officiel (déjà disponible pour son Supplément), et ce développement aura évidemment un impact important sur la diffusion future de cette publication sous forme papier.

Les ventes enregistrées par l'Office ont progressé de 11 % en 1996, mais ce résultat cache une tendance vers le bas du nombre d'abonnements papier.

À ce stade, il est difficile de savoir si ce fléchissement est une réaction transitoire motivée par des considérations conjoncturelles liées à l'augmentation de prix opérée (notamment pour le Supplément au Journal officiel) ou s'il annonce un transfert systématique de lecteurs vers d'autres supports (CD-ROM, Internet).

Le papier continue toutefois à jouer un rôle très important comme outil d'information, car la masse de documents diffusés gratuitement ne cesse de croître dans le cadre des grandes campagnes d'information destinées à atteindre les citoyens de l'Union.

Ainsi, avec un total de 64 millions d'exemplaires envoyés en 1996, des possibilités nouvelles de rationalisation et de redéploiement de ressources en matière d'expédition doivent être mises à l'étude.

## Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1991 à 1996

Domaine	1991	1992	1993	1994	1995	1996	Variation 1996/1995 (en %)	Croissance 1991-1996 (en %)
<i>Publication</i>								
Nombre de pages produites	996 735	1 023 312	1 148 861	1 439 413	1 778 632	1 916 808	7,77	92,31
Nombre de publications produites	4 936	4 992	5 127	5 633	6 566	8 028	22,27	62,64
Prestations facturées (en écus) <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>	81 754 728	99 493 330	106 584 968	117 517 566	127 710 666	151 395 557	18,55	85,18
<i>Vente/Diffusion</i>								
Nombre d'abonnements payants	53 904	60 517	61 758	67 370	67 458	60 987	- 9,59	13,14
Ventes facturées (en écus) <sup>(1)</sup>	10 833 446	14 651 675	15 700 943	19 829 781	20 559 426	22 891 125	11,34	111,30
Nombre de commandes traitées	32 198	37 776	35 770	39 179	37 477	36 948	- 1,41	14,75
Nombre d'exemplaires envoyés	40 682 768	57 400 949	44 736 221	56 870 522	49 314 033	63 717 149	29,21	56,62
<i>Fonctionnement</i>								
Dépenses budgétaires (en écus) <sup>(1)</sup> <sup>(3)</sup>	33 994 225	39 643 878	42 279 005	43 905 400	52 446 281	53 044 454	1,14	56,04
Effectifs	428	428	463 <sup>(4)</sup>	465	525	525	0,00	22,66

<sup>(1)</sup> Les montants en écus sont en valeur nominale, sans correction pour inflation et/ou taux de change.

<sup>(2)</sup> Les prestations facturées concernent les dépenses de publications gérées pour le compte des institutions.

<sup>(3)</sup> Les dépenses budgétaires représentent l'exécution du budget propre de l'Office des publications.

<sup>(4)</sup> Année de transfert à l'Office des publications des équipes CELEX et Eurobases (27 personnes).

---

# **1. Exposé sur les publications et autres produits réalisés avec l'intervention de l'Office**

**1.1. Journal officiel**

**1.2. Publications**

**1.3. Bases de données  
et produits électroniques dérivés**



---

## 1.1. Journal officiel

### 1.1.1. Considérations générales

#### a) *Coordination interinstitutionnelle*

À la demande du comité de direction, l'Office a assuré le secrétariat du groupe de travail «contenu et structure du Journal officiel» ainsi que la présidence du groupe de travail «Eurolook interinstitutionnel».

Le premier groupe de travail a étudié la problématique des coûts de publication du Journal officiel; il remettra son rapport au début de l'année 1997; cependant, la Commission a d'ores et déjà décidé de suivre une des suggestions émises: l'arrêt de la double publication des avis de marchés dans les Journaux officiels C et S.

Le groupe «Eurolook interinstitutionnel» a défini un format d'échange électronique standard (SGML) dans le domaine des textes législatifs. Un tournant décisif a été pris, en 1996, avec l'implémentation de ce format soit dans de nouveaux outils de création de textes (à la Commission, projet SEI-LEG), soit par l'adaptation des outils existants (au Parlement et au Conseil).

#### b) *Développements spécifiques et nouveaux produits*

En 1996, l'Office a préparé la mise en place d'une gestion et d'un traitement informatisés des manuscrits à publier au Journal officiel.

Des formations spécifiques, adaptées à l'évolution des techniques et rendues plus nécessaires encore par les recrutements nombreux intervenus en 1996, ont été préparées.

La mise au point du Journal officiel de l'Office de l'harmonisation, version papier, a été réalisée du côté de l'Office des publications, ce qui a permis d'en envisager la parution dès le début de l'année 1997. Les bases d'un développement du CD-ROM correspondant ont été jetées.

L'Office a développé une version du JO S sur CD-ROM. Ce support, plus léger et bien plus facile à consulter, devrait contribuer aux efforts continus pour limiter les coûts de production et de diffusion de cette publication.

### 1.1.2. Production

#### 1.1.2.1. *Journal officiel*

##### a) *JO L et C*

Après un début d'année plutôt calme, la charge de travail s'est accrue de façon importante au second semestre, ce qui se traduit par une augmentation en volume annuel de 8,5 % pour le JO L et de 62,3 % pour le JO C (onze versions linguistiques confondues).

##### b) *JO S*

Par rapport à 1995, le nombre de pages a diminué d'environ 6 %, malgré un volume d'avis en croissance de 10 %. Ce résultat a été obtenu par une nouvelle formule de publication, qui a reçu l'accord du service juridique de la Commission.

Dans le cadre du projet SIMAP, l'Office continue à travailler avec la DG XV de la Commission pour généraliser la réception d'avis sur formulaires électroniques et rationaliser ainsi encore davantage le processus d'édition de cette publication.

Série	1995			1996		
	Numéros	Pages	Pages/ numéro/ langue	Numéros	Pages	Pages/ numéro/ langue
JO L	335	198 736	54	345	215 688	57
JO C	357	152 120	39	395	246 996	57
JO S	250	749 802	273	252	703 395	254
Journal officiel de l'OHMI	3	680	226	11	1 900	172
Bulletin officiel de l'OCVV	2	244	122	6	388	63
<b>Total</b>	<b>947</b>	<b>1 101 582</b>	<b>106</b>	<b>1 009</b>	<b>1 168 367</b>	<b>105</b>

**Tableau 1 — Évolution du nombre de pages par série du Journal officiel pour la période 1989-1996 (toutes versions linguistiques confondues)**

Série	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
JO L	183 348	173 664	189 792	198 252	194 796	240 896	198 736	215 688
JO C	104 058	141 704	127 392	155 400	151 652	189 216	152 120	246 996
JO S	170 136	157 248	163 992	215 928	291 336	437 000	749 802	703 395
Journal officiel de l'OHMI	—	—	—	—	—	—	680	1 900
Bulletin officiel de l'OCVV	—	—	—	—	—	—	244	388
<b>Total</b>	<b>457 542</b>	<b>472 616</b>	<b>481 176</b>	<b>569 580</b>	<b>637 784</b>	<b>867 112</b>	<b>1 101 582</b>	<b>1 168 367</b>

**Tableau 2 — Évolution du nombre de documents publiés au JO S pour la période 1989-1996**

Année	Nombre de documents
1989	31 385
1990	34 233
1991	36 578
1992	52 693
1993	67 192
1994	96 340
1995	127 770
1996	140 576

#### 1.1.2.2. Documents budgétaires

L'Office a assuré la publication des avant-projet et projet de budget, dont le nombre de pages toutes langues confondues (onze langues) s'élève, respectivement, à 20 768 et à 16 896.

Une nouvelle présentation a permis de contenir le nombre de pages total malgré l'introduction de deux nouvelles versions linguistiques, puisque l'augmentation du volume global n'est que de 6 %, alors qu'on aurait normalement dû constater une hausse de 22 %.

Tableau 3 — Répartition par pays des avis de marchés publiés en 1996

Avis	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	CE	EEE	États-Unis	Japon	Autres	Total
<b>Commission</b>	741	13	28	6	14	43	7	69	281	4		1	1		4	1 212	4	1			1 217
GEIE	28		9	1	8	10	2	6	5	7	1		1	4	6	88					88
FED	67														3	70				152	222
PHARE, TACIS, PECO	33		8	3		1		8		1					8	62				150	212
BEI			3			1			2						3	9		1		152	162
BERD			1				1	1							79	82				92	174
Informations générales	1															1					1
<b>Communauté européenne</b>																					
<i>Travaux:</i>																					
— préinformations	38	21	1 460	5	43	165	46	32	38	43	99	16	12	14	284	2 316	21				2 337
— procédures ouvertes	106	19	7 508	121	430	865	55	141	49	63	1 173	190	7	59	12	10 798	222				11 020
— procédures restreintes	16	47	591	11	17	580	31	186	4	93	43	2	54	43	601	2 319	19				2 338
— procédures restreintes accélérées	5	8	291		4	25	2	74		4	3		7	7	74	504	13				517
— procédures négociées	2		37			67				3			3	1	126	239	2				241
— procédures négociées accélérées			11					1			5		1		6	24					24
— avis de concession	2		1	5	1	9		36		1		4			14	73					73
— avis de concessionnaire						2		12								14					14
— marchés passés	44	28	4 027	26	234	889	43	228	30	60	504	29	25	66	273	6 506	239				6 745
— informations générales			4													4					4
<b>Total travaux</b>	<b>213</b>	<b>123</b>	<b>13 930</b>	<b>168</b>	<b>729</b>	<b>2 602</b>	<b>177</b>	<b>710</b>	<b>121</b>	<b>267</b>	<b>1 827</b>	<b>241</b>	<b>109</b>	<b>190</b>	<b>1 390</b>	<b>22 797</b>	<b>516</b>				<b>23 313</b>
<i>Fournitures:</i>																					
— préinformations	14	36	73	3	174	80	66	141	3	17	20	6	32	79	193	937	15				952
— procédures ouvertes	343	146	1 362	660	1 946	4 411	212	1 035	19	255	446	685	486	1 120	1 611	14 737	439	10 025	6 047	56	31 304
— procédures restreintes	68	254	408	220	38	1 089	47	1 105	2	151	7	20	33	61	2 404	5 907	53		233	53	6 246
— procédures restreintes accélérées	15	17	295	21	15	27	15	1 139		24	8	1	19	26	316	1 938	6				1 944
— procédures négociées		1	35	1	1	286	2	18	1		9			12	28	394	7				401
— procédures négociées accélérées			76			6		1		1	1			2	10	97	6				103
— marchés passés	152	354	1 067	34	973	2 880	149	1 687	23	288	304	68	399	901	2 663	11 942	335	3 061	7 615	119	23 072
— informations générales											1				1	1					1
— avis de présélection																		5	925		930
<b>Total fournitures</b>	<b>592</b>	<b>808</b>	<b>3 316</b>	<b>939</b>	<b>3 147</b>	<b>8 779</b>	<b>491</b>	<b>5 126</b>	<b>48</b>	<b>736</b>	<b>795</b>	<b>780</b>	<b>969</b>	<b>2 201</b>	<b>7 226</b>	<b>35 953</b>	<b>861</b>	<b>13 091</b>	<b>14 820</b>	<b>228</b>	<b>64 953</b>

Tableau 3 (suite) — Répartition par pays des avis de marchés publiés en 1996

Avis	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	CE	EEE	États-Unis	Japon	Autres	Total
<i>Services:</i>																					
— avis de concours	2	26	94	1	26	330	2	60	2	1	11	43	1	2	17	618	18				636
— résultats de concours		4	21	2	6	60	2	29			1	2	2	2	10	141	8				149
— préinformations	15	28	133	1	97	63	51	52	2	37	15	1	15	51	742	1 303	18				1 321
— procédures ouvertes	138	139	365	143	1 501	2 006	60	864	4	152	125	206	80	641	381	6 805	180				6 985
— procédures restreintes	65	351	187	31	35	1 251	37	886	3	236	19	8	29	76	2 986	6 200	54			2	6 256
— procédures restreintes accélérées	24	21	89		17	45	3	1 111	1	15	18	3	8	8	341	1 704	10				1 714
— procédures négociées	9	21	278	6	76	166	31	30	10	57	58		16	49	560	1 367	12				1 379
— procédures négociées accélérées	1		192		17	8	2	19	1	3	12		2	2	74	333	8				341
— marchés passés	93	322	384	12	727	1 379	42	1 383	10	307	87	27	75	527	2 471	7 846	144				7 990
— informations générales			5	1				3		1	1				1	12					12
<b>Total services</b>	<b>347</b>	<b>912</b>	<b>1 748</b>	<b>197</b>	<b>2 502</b>	<b>5 308</b>	<b>230</b>	<b>4 437</b>	<b>33</b>	<b>809</b>	<b>347</b>	<b>290</b>	<b>228</b>	<b>1 358</b>	<b>7 583</b>	<b>26 329</b>	<b>452</b>			<b>2</b>	<b>26 783</b>
<i>Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications:</i>																					
— systèmes de qualification	23	38	163	1	10	56	10	258	1	20	37	2	1	40	368	1 028	32			1	1 061
— avis de concours		3	1		1	26	1	3						2		37					37
— résultats de concours						8								1		9					9
— avis périodiques	101	106	514	4	1	472	35	160	18	24	65		15	35	330	1 880	28				1 908
— procédures ouvertes	82	12	724	108	35	222	29	175	3	27	119	20	43	58	21	1 678	43				1 721
— procédures restreintes	36	59	275	24	2	387	27	648	1	70	10	1	17	8	253	1 818	31				1 849
— procédures négociées	147	189	1 189	1		412	97	339	2	122	173		53	193	739	3 656	168				3 824
— marchés passés	212	227	1 796	6	4	1 733	101	1 810	22	136	281	2	89	159	1 372	7 950	535				8 485
— informations générales	1	1				4				43						49		2			51
<b>Total EETT</b>	<b>602</b>	<b>635</b>	<b>4 662</b>	<b>144</b>	<b>53</b>	<b>3 320</b>	<b>300</b>	<b>3 393</b>	<b>47</b>	<b>442</b>	<b>685</b>	<b>25</b>	<b>218</b>	<b>496</b>	<b>3 083</b>	<b>18 105</b>	<b>837</b>	<b>2</b>		<b>1</b>	<b>18 945</b>
Informations et avis divers			4							1					1	6		1		9	16
Indications complémentaires et rectificatifs	205	141	633	256	326	672	34	727	3	155	122	201	13	184	739	4 411	73	1		5	4 490
<b>Total général 1996</b>	<b>2 829</b>	<b>2 632</b>	<b>24 342</b>	<b>1 714</b>	<b>6 779</b>	<b>20 736</b>	<b>1 242</b>	<b>14 477</b>	<b>540</b>	<b>2 422</b>	<b>3 777</b>	<b>1 538</b>	<b>1 539</b>	<b>4 433</b>	<b>20 125</b>	<b>109 125</b>	<b>2 743</b>	<b>13 097</b>	<b>14 820</b>	<b>791</b>	<b>140 576</b>
<b>Total 1994</b>	<b>2 283</b>	<b>3 057</b>	<b>22 284</b>	<b>1 415</b>	<b>3 800</b>	<b>15 873</b>	<b>1 027</b>	<b>13 281</b>	<b>388</b>	<b>2 243</b>	<b>2 232</b>	<b>1 153</b>	<b>1 377</b>	<b>4 391</b>	<b>20 483</b>	<b>95 287</b>	<b>2 497</b>	<b>16 384</b>	<b>12 895</b>	<b>707</b>	<b>127 770</b>
<b>Croissance 1996/1995 (en %)</b>	<b>23,92</b>	<b>-13,90</b>	<b>9,24</b>	<b>21,13</b>	<b>78,39</b>	<b>30,64</b>	<b>20,93</b>	<b>9,01</b>	<b>39,18</b>	<b>7,98</b>	<b>69,22</b>	<b>33,39</b>	<b>11,76</b>	<b>0,96</b>	<b>-1,75</b>	<b>14,52</b>	<b>9,85</b>	<b>-20,06</b>	<b>14,93</b>	<b>11,88</b>	<b>10,02</b>



---

## 1.2. Publications

### 1.2.1. Orientations générales

Les recrutements réalisés en 1996, aux niveaux tant des équipes de fabrication que des équipes de correction, permettent de faire face à une production sans cesse croissante dans des délais toujours plus serrés.

Un effort particulier de formation des agents de fabrication (en particulier leur familiarisation aux nouvelles technologies informatiques) a permis, notamment, de rendre le nouveau personnel rapidement opérationnel et de renforcer les connaissances de l'équipe existante. L'utilisation progressive du courrier électronique entre les auteurs et l'OPOCE, avec routage automatique des manuscrits vers leurs destinataires, a permis un traitement plus rapide des documents et un meilleur suivi des phases de production.

La production pour les nouveaux médias Internet et CD-ROM a été mise en place, ce nouveau type de production prenant une extension significative.

D'ultimes mises au point ont été apportées au *Code de rédaction interinstitutionnel*, nouvelle version du *Vade-mecum de l'éditeur*, et c'est ainsi que la version française sera mise en production au milieu de l'année 1997. Les concertations interinstitutionnelles sont encore en cours pour les autres versions linguistiques.

La parution du premier *Répertoire des groupes d'intérêt*, généré à partir d'une base de données, a complété la série d'annuaires multilingues, visant à améliorer la transparence des activités de la Commission. Pour les besoins internes des institutions (Conseil et Commission), la production d'organigrammes en onze langues a été établie à raison de deux fois par an.

Conformément à la décision du comité de direction, l'*Annuaire interinstitutionnel* n'est paru qu'une seule fois en 1996 dans les onze langues. Par contre, la version télématique de l'annuaire interinstitutionnel, la base IDEA, est maintenant mise à jour deux fois par mois (voir point 1.3.2).

### 1.2.2. Production

La tendance aux demandes de production rapide s'est encore accrue en 1996.

L'année 1996 a été caractérisée par de nombreuses opérations «éclair», qui ont requis de la part de l'Office une planification soignée pour respecter les délais initialement prévus.

Globalement, le volume des publications est en très nette progression par rapport à 1995.

Volume produit	1995	1996	Évolution (en %)
Nombre de parutions	4 802	7 017	+ 46
Nombre de pages corrigées	260 127	296 809	+ 14
Nombre de pages non corrigées (notamment pages <i>camera ready</i> )	233 631	357 878	+ 53

### 1.2.3. Analyse de la production

Tableau 4 — Répartition de la production par ordinateur

Institution	Pages corrigées			Pages non corrigées		
	1995	1996	Variation (en %)	1995	1996	Variation (en %)
Parlement européen	3 992	1 233	- 69	15 532	38 134	+ 146
Conseil	17 630	8 584	- 51	7 553	7 095	- 6
Commission (1)	135 805	141 130	+ 4	182 411	252 310	+ 38
Cour de justice	92 954	135 852	+ 46	21 115	53 070	+ 151
Cour des comptes	3 374	5 164	+ 53	1 119	347	- 69
CES/CdR	3 206	2 726	- 15	0	851	—
BEI	319	100	- 69	430	0	—
Cedefop	2 847	1 157	- 59	5 471	5 573	+ 2
Agences décentralisées	0	863	—	0	498	—
<b>Total</b>	<b>260 127</b>	<b>296 809</b>	<b>+ 14</b>	<b>233 631</b>	<b>357 878</b>	<b>+ 53</b>

(1) Dans ces chiffres sont incluses 1 102 pages corrigées et 526 pages non corrigées pour la Fondation européenne de Dublin ainsi que 642 pages corrigées et 883 pages non corrigées pour l'Institut universitaire européen de Florence.

Tableau 5 — Ventilation par langue du nombre de pages corrigées

Langue	1995	1996	Variation (en %)
ES	25 898	23 463	- 10
DA	21 974	28 347	+ 29
DE	29 451	33 113	+ 12
EL	22 626	30 350	+ 34
EN	33 232	42 605	+ 28
FR	31 324	29 279	- 7
GA	1 519	5	- 99
IT	25 740	27 924	+ 8
NL	26 784	24 531	- 9
PT	29 124	27 271	- 6
FI	5 739	15 054	+ 162
SV	6 014	14 645	+ 143
<b>Total</b>	<b>259 425 (1)</b>	<b>296 587 (2)</b>	<b>+ 14</b>

(1) Non compris 702 pages en hongrois, en norvégien, en polonais, en roumain, en russe, en tchèque, etc.

(2) Non compris 222 pages en hongrois, en norvégien, en polonais, en roumain, en russe, en tchèque, etc.

### 1.2.4. Documents officiels

La publication des documents officiels (COM finaux, rapports du PE, avis du CES, avis du CdR) met à la disposition du public la chaîne d'élaboration des textes officiels. Les rapports du PE sont uniquement disponibles sur microfiche. Le nombre de documents officiels publiés par langue est resté assez stable (1 367 en 1996, 1 370 en 1995).

---

## 1.3. Bases de données et produits électroniques dérivés

### 1.3.1. CELEX

Le lecteur trouvera à la fin de ce Rapport une annexe détaillée concernant l'activité CELEX.

L'interface conviviale d'interrogation dite «par formulaire», inaugurée le 1<sup>er</sup> septembre 1995 en trois versions linguistiques, a été ouverte en 1996 dans toutes les versions linguistiques. Depuis le 15 octobre 1996, une interface *World-Wide Web* (WWW) est à la disposition des utilisateurs internes, en quatre versions linguistiques, sur le serveur Europa-team comme préalable à l'ouverture publique.

Le secteur 5, correspondant aux textes des travaux préparatoires, a été chargé avec:

- les propositions de la Commission,
- les positions communes du Conseil,
- les avis du Comité économique et social,
- les avis du Comité des régions,
- les rapports du Parlement européen,
- les procès-verbaux du Parlement européen,

publiés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

La couverture linguistique des secteurs 1 à 4 est, pour les neuf versions linguistiques existant avant le dernier élargissement de l'Union, de 97,3 % en moyenne, avec des écarts de - 2 % à + 0,8 %. Les bases finlandaise et suédoise ont été ouvertes, et les textes complets publiés depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1996 sont chargés.

La notice analytique a été complétée avec la référence aux textes consolidés chargés dans EUDOR (voir point 1.3.3.5).

### 1.3.2. IDEA (Interinstitutional Directory of European Administration)

Grâce aux améliorations successives de l'environnement de production de l'*Annuaire interinstitutionnel* et à sa stabilité depuis le troisième trimestre de 1996, les mises à jour de la base IDEA sur Internet ont pu être faites toutes les deux semaines. On a enregistré 1 500 consultations en moyenne par mois de la version accessible au grand public sur le serveur Europa, toutes langues confondues (DE, EN, FR). La version interne, sur Europa-plus, a été utilisée quotidiennement, entre autres, par les services de traduction, puisqu'elle permet de vérifier et de réviser rapidement les textes. Le mécanisme pour générer les demandes de traduction fonctionne depuis peu de manière satisfaisante, et le passage de trois à onze langues est programmé pour le début de l'année 1997. L'accès à IDEA est actuellement gratuit.

### 1.3.3. Publications documentaires

#### 1.3.3.1. Tables, répertoire et catalogues

Les *Tables alphabétiques* et les *Tables méthodologiques* ont été publiées au même rythme que l'année précédente: onze éditions mensuelles et une édition annuelle.

En 1996, les vingt-sixième et vingt-septième éditions du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* ont été produites.

En ce qui concerne le Catalogue des publications, trois éditions trimestrielles et une autre cumulative (en onze langues) ont été publiées.

Le catalogue des documents est paru sous forme de onze listes mensuelles. L'édition annuelle (juillet 1995-juin 1996) ne sera disponible qu'au début de 1997.

La production des catalogues et des tables se fait à partir des notices stockées dans la base de données Crenot.

### Contenu de la base Crenot

	Cumulatif au 31 décembre 1996	Accroissement en 1996
Notice JO (CREJO)	583 462	120 853
Notices de publications (Crepub)	31 984	5 603
Notices d'autres documents (Credoc)	136 891	12 452

Le catalogue des textes consolidés a été publié onze fois.

### Volume publié (en pages)

Publication	1995	1996	Évolution (en %)
Tables alphabétiques:			
— mensuelles (de novembre à octobre)	7 570	7 875	+ 4
— annuelles	4 320	4 700	+ 8,8
Tables méthodologiques:			
— mensuelles	3 540	4 147	+ 17,1
— annuelles	3 850	3 200	- 16,9
Répertoire (26 <sup>e</sup> et 27 <sup>e</sup> éditions)	24 948	23 832	- 4,5
Catalogue des publications:			
— 3 trimestriels	1 614	2 744	+ 70
— cumulatif	3 227	4 090	+ 26,7
Catalogue des documents:			
— listes mensuelles	1 064	1 406	+ 32,1
— édition annuelle	1 681	2 857	+ 70
<b>Total</b>	<b>51 814</b>	<b>54 851</b>	<b>+ 5,9</b>

#### 1.3.3.2. *Minicatalogue*

En 1996, le *Minicatalogue* a été publié en huit versions linguistiques (en moyenne 160 pages par langue).

#### 1.3.3.3. *Thésaurus Eurovoc*

L'édition électronique du thésaurus *Eurovoc* a été préparée. L'Office sera ainsi en mesure d'offrir, dès 1997, un CD-ROM (neuf langues) et des fichiers HTML de ce thésaurus.

#### 1.3.3.4. *Codification de la législation communautaire*

Dès 1994, l'Office des publications a mis en production le système automatisé de consolidation des actes législatifs (Consleg).

Dans le cadre de ces activités, 60 familles ont été traitées en vue d'une consolidation documentaire et 38 familles, dans le cadre de la codification constitutive.

En fin d'exercice 1996, les textes de 228 actes consolidés étaient stockés dans EUDOR et, ainsi, disponibles pour une diffusion publique.

### 1.3.3.5. Archive électronique (EUDOR)

Le nouveau système électronique d'archivage et de diffusion de documents EUDOR a été ouvert au public le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Son contenu étant surtout axé sur la législation au départ, le chargement des décisions sur les concentrations (MTF), de documents publiés par l'Office statistique et des textes résultant des travaux de la consolidation documentaire a élargi le nombre de collections disponibles.

À la fin de l'exercice 1996, la situation se présente comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

	Nombre de pages chargées			Évolution 1996/1995 (en %)
	Cumulatif au 31 décembre 1996	1995	1996	
JO L	2 145 958	222 476	215 918	- 2,9
JO C	1 008 461	129 630	238 883	+ 84,2
JO P (1)	1 826	—	1 826	—
Documents COM	1 098 000	86 674	207 660	+ 139,6
Droit dérivé	87 375	13 859	594	—
Consleg	38 931	—	38 931	—
MTF	1 315	—	1 315	—
Eurostat	41 916	—	41 916	—
<b>Total</b>	<b>4 423 782</b>	<b>452 639</b>	<b>747 043</b>	<b>+ 65</b>
Nombre de commandes		60 488	42 733	- 29,4
Nombre de pages livrées		353 482	442 290	+ 25,1

(1) JO publiés entre le 24 avril 1958 et le 31 décembre 1967.



---

## **2. Rapport sur la politique de vente et résultats obtenus**

**2.1. Organisation générale**

**2.2. Promotion des ventes**

**2.3. Actions d'information**

**2.4. Support à la clientèle**

**2.5. Résultats des ventes**





---

## 2.1. Organisation générale

### 2.1.1. Réseaux de vente

#### 2.1.1.1. Publications traditionnelles

Au cours de l'année 1996, le réseau de vente des publications traditionnelles a été marqué par la nomination de bureaux en Slovénie et en Corée du Sud ainsi que par le remplacement du bureau polonais.

Au 31 décembre 1996, le réseau était composé de:

- 44 agents officiels dans le monde (32 en Europe, dont 19 dans l'Union européenne);
- 60 eurolibrairies sur le territoire communautaire;
- 7 agents spécialisés en *document delivery*.

La réunion annuelle des bureaux de vente a eu lieu à Copenhague les 30 et 31 mai 1996. Les points essentiels abordés ont été les suivants:

- analyse de l'évolution des ventes;
- évolution des réseaux et possibilités de développer la «capillarité», en particulier avec les euro-info-centres;
- publications des nouvelles agences;
- Internet;
- évolution du projet EUDOR pour le *document delivery*;
- collaboration en matière de promotion (catalogues, *EUR-OP News*);
- observatoire/Bourse des éditeurs;
- utilisation de la base CATEL;
- facturation des abonnements;
- présentation de l'Agence européenne pour l'environnement.

#### 2.1.1.2. Publications électroniques

Le réseau de *gateways* (17) est opérationnel, et le transfert des abonnés s'est poursuivi, avec toutefois un certain retard dans le cas de TED. Il est à noter que le *gateway* irlandais a été contraint d'arrêter ses activités.

Le nombre de contrats de licences était, au 31 décembre 1996, de 76 (dont 61 pour les seules bases TED et CELEX) (voir point 2.5.2.1).

Le réseau de vente de produits *off-line* comptait 16 agents et 34 distributeurs.

#### 2.1.1.3. Document delivery

L'Office a commencé à commercialiser le nouveau produit EUDOR en avril 1996, par l'intermédiaire de ceux de ses agents du réseau de *document delivery* ou de vente des publications traditionnelles qui disposaient des moyens techniques pour le faire et au travers d'outils de recherche de type CATEL. C'est ainsi que de nouveaux fonds documentaires ont été rendus disponibles, en particulier les textes législatifs consolidés et les décisions de la task-force «Concentrations».

L'Office développera la commercialisation propre d'EUDOR en s'appuyant sur les structures de diffusion existantes (Eurobases, *gateways*, licences), afin d'utiliser au mieux toutes les synergies potentielles. Le réseau d'agents de *document delivery* (*brokers*) est en cours de remaniement.

#### 2.1.1.4. Forum des éditeurs

La nouvelle stratégie de collaboration avec les éditeurs s'est concrétisée par la progression de la mise en place des structures du forum des éditeurs.

Pour rappel, cette initiative se caractérise par le souci de mettre à la disposition des éditeurs, dans le cadre d'une politique de transparence tarifaire et d'égalité de traitement, une matière brute leur permettant de réaliser des produits à valeur ajoutée.

Les dispositions tarifaires n'ont pas encore été définitivement arrêtées, mais la recherche de matière à publier a commencé. Une *Newsletter* servira d'outil d'information des éditeurs.

Le forum des éditeurs est appelé à se réunir deux fois par an: au printemps, à Luxembourg, et en automne, en marge de la Foire de Francfort.

À la fin de 1996, 217 éditeurs avaient exprimé le souhait de participer au forum.

#### 2.1.2. Facturation

Le transfert de la grande majorité de clients directs aux *gateways* a eu pour effet de réduire le nombre total de factures envoyées en 1996 à 17 539 (- 31 % par rapport à 1995), pour un total de 22 891 125 écus (+ 11,3 % par rapport à 1996). Les remises consenties à ces intermédiaires ont naturellement réduit le montant des recettes nettes perçues pour les produits électroniques (dont la part dans les recettes nettes tombe de 19 % en 1995 à 14 % en 1996).

#### 2.1.3. Gestion des stocks et traitement des commandes

Dans un souci de minimiser les coûts de production et de stockage, l'EUR-OP a mené une action particulière pour rationaliser le calcul des tirages et a continué à prendre en charge les retirages de différentes publications de toutes les institutions lorsque la demande de la clientèle le justifiait.

Le mécanisme de reproduction à la demande unitaire est automatisé et très rapide; 188 publications ont été reproduites à l'aide de ce mécanisme.

#### 2.1.4. Diffusion aux relais d'information

À la fin de 1996, le nombre des divers relais desservis par l'Office était le suivant:

- centres de documentation complets: 311 (+ 55) (ce chiffre inclut 29 Info-Points Europe servis comme CDE complets);
- centres de documentation spécialisés: 209 (+ 9) (ce chiffre inclut 19 Info-Points Europe servis comme CDE spécialisés);
- centres de référence européenne: 185 (- 6) (ce chiffre inclut 1 Info-Point Europe servi comme CRE);
- Info-Points Europe: 57, dont 29 servis comme CDE complets, 19 servis comme CDE spécialisés, 1 servi comme CRE, 8 servis directement par la représentation de leur pays (seulement publications DG X de la Commission);
- bibliothèques dépositaires: 91 (+ 5);
- bibliothèques dépositaires réduites: 16 (inchangé);
- carrefours d'initiatives rurales: 89 (+ 30);
- euro-info-centres (euroguichets): 232 (inchangé).

---

L'Office sert aussi, depuis la fin de 1994, les UK Public Information Relays, créés à la demande conjointe de la DG X de la Commission et du bureau de représentation de Londres. De 151 à la fin de 1995, ils sont maintenant passés à 280. D'autres réseaux similaires étant en cours de création dans plusieurs bureaux de la Commission dans les États membres, la politique de diffusion à ces divers relais est en cours de révision.

À noter que:

- 1) la palette des publications diffusées automatiquement se veut de plus en plus large, notamment en ce qui concerne les publications gratuites éditées par les divers services de la Commission ou de certaines institutions;
- 2) le nombre de publications diffusées suit l'accroissement du nombre de publications produites par l'EUR-OP et les institutions, et donc s'accroît constamment (en 1996, augmentation d'environ 35 %).

L'Office continue, par ailleurs, de gérer la *diffusion gratuite du Journal officiel* tant par envoi systématique que par envoi au numéro (par exemple, envois supplémentaires des JO contenant les avis de concours à travers toute l'Europe des Quinze, notamment à l'occasion des nombreux concours organisés pour les citoyens des nouveaux États membres).

## **2.2. Promotion des ventes**

### **2.2.1. Foires et expositions**

L'Office a participé à 49 manifestations, dont:

- 8 participations directes à des foires du livre;
- 7 participations directes au stand commun de la Commission (salons informatiques);
- 3 participations à divers congrès et symposiums;
- 31 participations indirectes (en faisant intervenir une structure tierce) à des foires électroniques et à des salons du livre.

### **2.2.2. Actions de promotion**

L'Office a diffusé plusieurs types de catalogues:

- publications: 215 000 exemplaires, dont le catalogue cumulatif (53 000 exemplaires), le *Minicatalogue* (202 000 exemplaires), le catalogue Eurostat (54 000 exemplaires) et la liste des publications du Cedefop de Salonique (17 000 exemplaires);
- documents: 13 500 exemplaires; listes mensuelles: 150 600;
- autres catalogues, à savoir: le catalogue des textes consolidés (40 500 exemplaires), le catalogue vidéo (7 500 exemplaires) et le répertoire des bases de données (1 800 exemplaires).

## Répartition des abonnements aux catalogues

Publication	1995	1996
Catalogue Eurostat	53 900	53 300
Minicatalogue	199 000	197 000
Catalogue des publications	53 900	53 300
Catalogue des documents	9 600	12 550
Vidéocatalogue	8 100	7 500
Cedefop	53 900	53 300
Publication (SCAD)	4 200	3 950
Fondation européenne de Dublin	674	—
Catalogue Consleg	—	3 360
Répertoire des bases de données	—	1 250
<b>Total</b>	<b>383 274</b>	<b>385 510</b>

Hormis les travaux qui entrent dans le cadre de la politique de subsidiarité (annonces réalisées par les bureaux de vente, à la demande de l'Office et avec la mise à disposition des éléments nécessaires à leur réalisation), huit annonces ont été produites directement par les soins de l'Office des publications. Elles sont essentiellement liées à des manifestations/ expositions où l'Office était présent avec un stand.

### 2.2.3. Opérations de marketing

Les opérations suivantes ont été conduites:

- étude générale auprès des bureaux de vente spécialisés, des *gateways* et des réseaux de vente des produits *off-line*;
- étude sur l'ordre thématique où les travaux de consolidation devront être réalisés en priorité;
- étude sur la ventilation de la publication *Recueil de la jurisprudence de la Cour et du Tribunal de première instance* sur la base de différentes listes de *mailing* selon que les abonnés payent ou reçoivent gracieusement l'ouvrage;
- étude sur l'évolution des ventes pour la publication *Panorama de l'industrie communautaire*.

### 2.2.4. EUR-OP News

#### 2.2.4.1. Distribution

En 1996, l'impression totale d'*EUR-OP News* s'est stabilisée à 312 000 copies. Un accord a été conclu avec la chambre de commerce de Cuneo, en Italie, permettant à celle-ci d'imprimer et de distribuer localement 50 000 copies de la version italienne à leurs propres frais. Le nombre de langues dans lesquelles est distribué *EUR-OP News* est passé de huit à neuf avec l'apparition de la version grecque. Les versions finnoise et suédoise sont à l'étude avec le service de traduction, qui ne dispose pas encore de la capacité nécessaire pour les réaliser.

À la fin de 1995, le nombre de copies envoyées était de 200 191. Ce nombre a atteint 242 839 en 1996. Cette hausse est due à une augmentation du nombre d'abonnements de 131 693 à 167 184, cela étant lié à l'action d'entreprises de publicité visant à rendre le citoyen européen plus conscient de la diversité des publications de l'Office. Les autres modes principaux de diffusion d'*EUR-OP News* restent les envois en vrac aux bureaux de vente et les distributions dans les foires ou expositions spécialisées.

#### 2.2.4.2. L'Office des publications sur Internet

Les informations offertes par l'Office sur Internet via le site Europa (<http://www.europa.eu.int>) ont connu un succès énorme, puisque plus de 1,25 million d'«interrogations» ont été enregistrées en 1996. Les différentes pages ont été mises à jour sur une base hebdomadaire. Pendant l'année, *EUR-OP News* était disponible en anglais seulement, mais huit autres langues sont en préparation.

### 2.3. Actions d'information

En 1996, l'Office des publications a organisé 26 opérations d'information dans ses locaux (38 en 1994) pour 599 visiteurs (668 en 1995). En outre, il a participé à 45 opérations de formation ou séminaires et a traité un volume important de demandes d'information.

Tableau 6 — Visites officielles à l'EUR-OP en 1996

Caractère et nombre de visiteurs (¹)	Origine
Enseignants/conférenciers universitaires (30)	Autriche
Fonctionnaires (71)	Suède Espagne
Étudiants (90)	Autriche États européens
Politiciens (55)	Allemagne Bulgarie Portugal Palestine Slovaquie
Journalistes (40)	Pologne
Bibliothécaires et documentalistes (99)	Europe de l'Est États européens Palestine Philippines
Personnes travaillant pour les organisations culturelles (60)	Diverse
Industriels/syndicalistes (49)	Allemagne Suède Danemark

(¹) Cette liste n'est pas exhaustive, étant donné que certains groupes étaient de nationalité ou de profession variée.

**Tableau 6 bis — Présentations externes en 1996  
(comprenant les produits électroniques)**

Auditoire	Emplacement
Bibliothécaires et documentalistes	Bruxelles (x 5) Trieste Paris Francfort Bonn
Agents de ventes	Copenhague Zürich
Membres de relais d'information	Newcastle Londres Itzehoe
Nouveaux fonctionnaires	Bruxelles (x 8) Luxembourg
Utilisateurs de bases de données	Vienne Bruxelles (x 3) Rotterdam Paris
Spécialistes de l'information	Londres
Lobbyistes	Luxembourg (x 2)
Organisations culturelles	Lisbonne
Agents d'administration publique	Rome
Étudiants, enseignants, fonctionnaires locaux	Marbella Maastricht
Avocats	Maastricht Bruxelles
Journalistes, rédacteurs	Scheveningen
Visiteurs de l'Europe de l'Est	Bruxelles (x 4)
Conférences	Montpellier Bruxelles

**Tableau 6 ter — Demande d'informations et visiteurs**

Lieu	Demandes/visiteurs
Info-Point (Grand-Rue)	2 150 visiteurs par an
Info-Point (rue Mercier)	9 300 visiteurs par an
Renseignements téléphoniques	± 7 000 réponses
Renseignements par courrier	± 3 000 réponses
Transmissions	17 000 lettres en direction: <ul style="list-style-type: none"> <li>— de bureaux de vente (65 %)</li> <li>— de réseaux de bureaux d'information (20 %),</li> <li>— d'autres institutions et agences (10 %)</li> <li>— de divers destinataires (5 %)</li> </ul>

## 2.4. Support à la clientèle

### 2.4.1. Cours de formation et service «Help-desk»

Le tableau figurant ci-après reprend les chiffres d'activité et de facturation des cours de formation des utilisateurs de bases de données.

#### Formation des bases de données Eurobases à Bruxelles

Base	Nombre de formations		Nombre d'inscriptions		Facturation (en écus)	
	1995	1996	1995	1996	1995	1996
ABEL		2		11		1 155
APC		3		10		1 650
CELEX EN	7	6	45	34	19 800	11 220
CELEX FR	2	2	12	7	3 300	2 310
CELEX IT	1		9			
ECLAS		2		11		1 815
RAPID	3	4	9	16	998	1 680
SCAD/INFO 92	4	4	13	16	2 145	2 640
Sesame	1		2		210	
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>23</b>	<b>90</b>	<b>105</b>	<b>26 453</b>	<b>22 470</b>

L'expérience de sous-traitance du help-desk a débuté au mois d'avril 1996.

Le nombre total des interventions a été de 1 139 pour 811 appels (1,4 intervention/appel).

### 2.4.2. Documentation

Les produits documentaires suivants ont été réalisés:

- *European Union database directory 1997 — A guide to electronic information services* (35 000 exemplaires en EN);
- *Eurobases Information Bulletin* (newsletter destinée aux utilisateurs des services électroniques):
  - février 1996: «Five good reasons for taking a close look at CELEX in 1996»,
  - mai 1996: «Midday Express on Europa Summaries of press releases from RAPID»,
  - septembre 1996: «Advanced Information Databases Inc.»,
  - décembre 1996: «Web service unleashes the power of CELEX»;
- brochures et dépliants:
  - deux nouvelles brochures sur les produits électroniques *on-line* et *off-line* (DE, EN, FR),
  - dépliant EUR-OP: «Electronic products and services»;
- manuels et guides de l'utilisateur:
  - *CELEX — La recherche guidée*,
  - *CELEX — Aide-mémoire*,
  - *TED User Guide*, nouvelle édition 1996;
- divers:
  - publicité dans *l'Information World Review* (12/1996),
  - article dans *The Law Librarian* (9/1996).

## 2.5. Résultats des ventes

### 2.5.1. Publications non électroniques

#### 2.5.1.1. Périodiques

Le tableau 7 présente une récapitulation générale de l'évolution des abonnements au Journal officiel, aux autres périodiques ainsi qu'aux documents.

Le nombre global d'abonnés est resté sensiblement le même (+ 0,13 %).

Tableau 7 — Récapitulation générale de l'évolution des abonnements

Publication	1995	1996	Évolution (en %)
Journal officiel:			
— séries L + C (papier) <sup>(1)</sup>	15 961	15 330	- 3,95
— série S (papier) <sup>(2)</sup>	14 730	12 418	- 15,70
— séries L + C (microfiches)	1 307	1 275	- 2,45
— série C (concours)	7 509	6 059	- 19,31
Publications autres que le JO	23 389	21 302	- 8,92
Documents	4 562	4 603	+ 0,9
<b>Total</b>	<b>67 458</b>	<b>60 987</b>	<b>- 9,59</b>

<sup>(1)</sup> Y compris 103 abonnements vers les bureaux de vente.

<sup>(2)</sup> Y compris 1 abonnement vers un bureau de vente.

#### a) Journal officiel

Le tableau 8 donne l'évolution par langue des abonnements aux différentes séries du Journal officiel.

Tableau 8 — Évolution des abonnements au Journal officiel

Séries L + C et S sur papier  
Séries L + C sur microfiches

Langue	Séries L + C papier		Série S papier		Séries L + C microfiches	
	1995	1996	1995	1996	1995	1996
ES	2 026	1 988	275	236	169	169
DA	545	505	781	636	42	42
DE	2 256	2 231	3 033	2 922	209	204
EL	365	318	51	38	3	3
EN	2 993	2 832	5 573	4 286	313	303
FR	3 109	2 951	2 286	2 074	353	350
IT	2 470	2 359	1 278	1 008	100	93
NL	1 039	1 025	1 128	1 013	98	92
PT	686	615	154	100	17	15
FI	224	245	15	11	1	2
SV	248	261	156	94	2	2
<b>Total</b>	<b>15 961</b>	<b>15 330</b>	<b>14 730</b>	<b>12 418</b>	<b>1 307</b>	<b>1 275</b>

Une baisse des abonnements aux différents services du Journal officiel doit être constatée. Celle-ci est due, pour une grande part, à la réduction très sensible des abonnements au JO S, dont le contenu est accessible par divers moyens profilés, diffusés par de nombreux intermédiaires. Cette évolution devra être suivie à la lumière de l'expérience de la version CD-ROM.



b) *Autres publications*

Le tableau 9 donne l'évolution des abonnements aux périodiques autres que le Journal officiel.

**Tableau 9 — Évolution des abonnements aux publications autres que le Journal officiel**

Titre	1995	1996	Évolution (en %)
<i>Parlement européen</i>			
Débats (version papier)	309	292	- 5,50
Débats (version microfiches)	54	49	- 9,26
<i>Total</i>	<i>363</i>	<i>341</i>	<i>- 6,06</i>
<i>Commission</i>			
a) Publications générales:			
— Bulletin de l'UE et tous les suppléments	3 747	3 675	- 1,92
— Marchés agricoles — Prix	133	124	- 6,77
— publications récentes sur les CE reçues par la bibliothèque	83	81	- 2,41
— Énergie en Europe (1)	826	793	- 3,40
— Économie européenne et suppléments A et B	2 622	2 405	- 8,28
— «euro abstracts»	348	339	- 2,59
— SCAD Bulletin	74	69	- 6,76
— Europe sociale (trois numéros) et suppléments	1 555	1 530	- 1,61
— Résultats de l'enquête de conjoncture	165	162	- 1,82
— Documentation européenne/Europe en mouvement (2)	2 016	—	—
— Nouvelles universitaires (2)	82	—	—
Total des publications générales	11 651	9 178	- 21,23
b) Publications d'Eurostat:			
— Statistiques rapides	158	163	+ 3,16
— ECU-SME information	304	313	+ 2,96
— Eurostatistiques	1 064	1 044	- 1,88
— Indice des prix à la consommation	299	279	- 6,69
— Comptes nationaux trimestriels SEC	163	155	- 4,91
— Monnaie et finances — Données trimestrielles	216	224	+ 3,70
— Sidérurgie — Statistiques mensuelles	212	205	- 3,30
— Conjoncture services	51	60	+ 17,65
— Commerce extérieur — Statistiques mensuelles	373	354	- 5,09
— Prix agricoles, série sélectionnée de la banque de données Cronos	231	225	- 2,60
— Conjoncture industrielle	263	234	- 11,03
— Énergie — Statistiques mensuelles (1)	396	387	- 2,27
— Production agricole (1)	536	504	- 6,00
— Chômage — Bulletin mensuel	284	287	+ 1,06
— Panorama de l'industrie communautaire	126	156	+ 23,81
— Ecustat	10	34	+ 240,00
— Balance des paiements	66	74	+ 12,12
— Economic Data Pocket book (1)	—	82	—
— Indicateur UE (1)	—	5	—
— Chiffres clés (1)	—	16	—
— Short term employment (1)	—	6	—
Total des publications d'Eurostat	4 752	4 807	+ 1,16
<i>Total des publications de la Commission</i>	<i>16 403</i>	<i>14 326</i>	<i>- 12,66</i>

Tableau 9 (suite) — Évolution des abonnements aux publications autres que le Journal officiel

Titre	1995	1996	Évolution (en %)
<i>Cedefop</i>			
Cedefop — Formation professionnelle	3 016	2 811	- 6,80
<i>Cour de justice</i>			
Fonction publique	22	26	+ 18,18
Recueil de la jurisprudence + Fonction publique	498	502	+ 0,80
Recueil de la jurisprudence	1 661	1 715	+ 3,25
<i>Total</i>	<i>2 181</i>	<i>2 243</i>	<i>+ 2,84</i>
<i>Publications des nouvelles agences</i>			
Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales	348	469	+ 34,77
Journal officiel de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur	1 078	1 453	+ 34,79
<b>Total général</b>	<b>23 389</b>	<b>21 302</b>	<b>- 8,92</b>

(<sup>1</sup>) Nouveaux abonnements en 1996.

(<sup>2</sup>) Devenu gratuit au courant de 1996.

Tableau 10 — Évolution des abonnements aux documents

Titre	1995	1996	Évolution (en %)
<i>Parlement européen (<sup>1</sup>)</i>			
Rapports: abonnements microfiches	123	127	+ 3,25
<i>Commission (<sup>1</sup>)</i>			
Documents COM:			
— abonnements globaux	268	297	+ 10,82
— abonnements sélectifs	2 447	2 380	- 2,74
— abonnements microfiches	187	192	- 2,67
<i>Total</i>	<i>2 902</i>	<i>2 869</i>	<i>- 1,14</i>
<i>Comité économique et social (<sup>1</sup>)</i>			
Avis:			
— abonnements globaux	106	132	+ 24,53
— abonnements sélectifs	1 308	1 222	- 6,58
— abonnements microfiches	123	125	+ 1,63
<i>Total</i>	<i>1 537</i>	<i>1 479</i>	<i>- 3,77</i>
<b>Total général</b>	<b>4 562</b>	<b>4 475</b>	<b>- 1,88</b>

(<sup>1</sup>) Ces chiffres comprennent les abonnements interinstitutionnels.

### 2.5.1.2. Monographies

#### Premières entrées au *Catalogue des publications 1996* (sauf périodiques)

Le nombre de nouveaux titres ajoutés au catalogue pendant l'année 1996 a été de 1 707, soit une augmentation de 20 % par rapport à 1995.

**Tableau 11 — Nombre de titres incorporés au catalogue 1996  
(classés par institution)**

Institution	Nombre
Parlement européen	32
Conseil	13
BEI	8
Université de Florence	6
Comité économique et social	1
Cedefop	19
Cour des comptes	9
Cour de justice	6
Fondation européenne de Dublin	37
Office des publications	24
European Training Foundation	2
OHMI	1
Agence européenne pour l'évaluation des médicaments	1
OCVV	1
Comité des régions	1
Agence européenne pour l'environnement	28
Écoles européennes	1
Agence d'approvisionnement de l'Euratom	1
Toutes institutions	2
Commission	1 514
<b>Total</b>	<b>1 707</b>

Les tableaux 12 et 13 donnent les titres les mieux vendus, respectivement, par nombre d'exemplaires et par chiffre d'affaires.

**Tableau 12 — Les quinze publications les mieux vendues par nombre d'exemplaires**

Classement	Titre	Quantité	Montant (en écus)
1	Europe en chiffres — Quatrième édition (1)	9 547	54 852,60
2	Grille communautaire de classement des carcasses des gros bovins	7 378	1 401,82
3	Annuaire administratif interinstitutionnel — Union européenne — Mars 1996	5 299	32 223,04
4	Rapport général sur l'activité de l'Union européenne — 1995	5 287	66 312,84
5	Annuaire administratif interinstitutionnel — Union européenne — Septembre 1995	4 966	30 459,84
6	Aides et prêts de l'UE — Guide des financements communautaires	4 938	65 686,60
7	Union européenne — Recueil des traités, tome I, vol. I (édition 1995)	4 483	70 657,60
8	Guide de consommateur européen dans le marché unique	4 314	14 753,88
9	Panorama of EU industry — 1995/1996	2 802	138 444,80
10	XXV <sup>e</sup> Rapport sur la politique de concurrence — 1995	2 383	18 110,80
11	EUR 16729 — Les programmes communautaires de recherche	2 050	15 580,00
12	L'ordre juridique communautaire — Nouvelle édition	1 954	11 295,90
13	Europe info — Répertoire des relais et réseaux d'info de l'UE	1 931	5 884,80
14	Eurostat — Annuaire statistique 1995	1 733	20 392,80
15	Union européenne — Recueil des traités, tome I, vol. II (édition 1995)	1 566	13 771,48

(1) Le nombre total d'exemplaires vendus est de 16 611.

Tableau 13 — Les quinze publications les mieux vendues par chiffre d'affaires net réalisé

Classement	Titre	Quantité	Montant (en écus)
1	Panorama of EU industry — 1995/1996	2 802	138 444,80
2	Union européenne — Recueil des traités, tome I, vcl. I (édition 1995)	4 483	70 657,60
3	Rapport général sur l'activité de l'Union européenne — 1995	5 287	66 312,84
4	Aides et prêts de l'UE — Guide des financements communautaires	4 938	65 686,60
5	JO L 319 de 1995 (nomenclature combinée)	1 438	64 479,92
6	JO L 132 de 1996 (inventaire des cosmétiques)	1 434	56 190,62
7	Europe en chiffres — Quatrième édition	9 547	54 852,60
8	Annuaire administratif interinstitutionnel — Union européenne — Mars 1996	5 299	32 223,04
9	JO L 238 de 1996 (nomenclature combinée)	664	31 035,36
10	Annuaire administratif interinstitutionnel — Union européenne — Septembre 1995	4 966	30 459,84
11	Europe's environment — The Dobříš Assessment	1 396	29 279,80
12	Répertoire de la législation communautaire en vigueur (26 <sup>e</sup> édition)	617	25 825,80
13	Échanges commerciaux intra- et extra-UE [CD-ROM avec données historiques (supplément 2/95); vente en isolé]	27	23 732,80
14	Répertoire de la législation communautaire en vigueur (27 <sup>e</sup> édition)	552	23 073,60
15	Regiomap CD (coédition)	32	22 835,25

## 2.5.2. Publications électroniques 2.5.2.1. Évolution de la clientèle

### 1. Clientèle directe

Le tableau 14 présente l'évolution du nombre de contrats gérés directement par l'Office. Cette évolution est, bien entendu, la conséquence du transfert de la clientèle standard vers le réseau des *gateways*. On note, par conséquent, une nette prédominance de la clientèle privilégiée, composée surtout de membres des différents réseaux créés par la Commission.

Tableau 14 — Évolution du nombre de contrats

Clients	1995	1996
<b>Clients ECHO/TED:</b>		
— clients standards (utilisateurs finals)	4 127	288
— EIC	176	185
— clients spéciaux (dont les NAP)	46	64
<b>Total</b>	<b>4 349</b>	<b>537</b>
<b>Clients Eurobases:</b>		
— clients standards (utilisateurs finals)	753	25
— presse (100 % sur la base RAPID)	43	45
— universités (50 % sur toutes les bases)	39	44
— traducteurs externes	17	23
— carrefours d'information et animations rurales	38	59
— fournisseurs de données	5	5
— CDE	223	263
— EIC	181	183
— BC-NET/BRE	25	23
— représentations permanentes	10	10
— forum urbain	7	16
— Info-Point Europe	—	34
— autres	14	10
<b>Total</b>	<b>1 355</b>	<b>740</b>
<b>Total général</b>	<b>5 704</b>	<b>1 277</b>

## 2. Licences

Le nombre de licences actuellement en vigueur pour chaque base est le suivant:

— TED:	42
— CELEX:	19
— RAPID:	2
— SCAD:	5
— INFO 92:	1
— Sesame:	1
— ECLAS:	5
— bases statistiques:	1

### 2.5.2.2. Facturation des produits on-line

Le tableau 15 reprend, pour chaque base commercialisée, le détail de la facturation «directe» (par l'Office aux clients), des «gateways» (par l'Office aux gateways pour la consommation de leurs clients) et des «licences» (facturation des *royalties* annuelles des titulaires de licences).

Ces données appellent les commentaires suivants:

- la facturation des *gateways* comporte un élément «commission» allant de 25 à 40 % en fonction du chiffre d'affaires réalisé, élément qui diminue le montant net et qui n'existait évidemment pas sous un régime de facturation directe. En plus, la facturation des *gateways* étant effectuée à la fin de l'exercice contractuel, elle ne reflète pas nécessairement la consommation par année civile;
- néanmoins, les bases de données «phares» affichent un recul dans la consommation en ligne qui est de l'ordre de 3 à 5 % pour les bases CELEX, qui subissent la concurrence des produits dérivés mis sur le marché par les titulaires de licences. Le déclin dans la consommation de RAPID est attribuable à la diffusion, à titre gratuit, des informations à la presse à travers l'Internet.

Tableau 15 — Facturation des produits électroniques on-line

	1995 (en écus)	1996 (en écus)	Évolution (en %)
<b>1. Facturation Eurobases</b>			
1.1. CELEX			
— directe	269 031,00	142 372,00	
— licences	344 906,35	255 075,90	
— gateways	91 604,01	210 590,68	
Total	705 541,36	608 038,58	- 13,8
1.2. SCAD			
— directe	13 103,00	6 107,00	
— licences	34 994,40	30 352,70	
— gateways	4 309,45	10 004,85	
Total	52 406,85	46 464,55	- 11,3
1.3. INFO 92			
— directe	3 538,00	1 437,00	
— licences	18 463,40	5 910,80	
— gateways	1 495,22	1 679,82	
Total	23 496,62	9 027,62	- 61,6

Tableau 15 (suite) — Facturation des produits électroniques *on-line*

	1995 (en écus)	1996 (en écus)	Évolution (en %)
1.4. ECLAS			
— directe	2 588,00	1 015,00	
— licences	2 887,50	86,80	
— gateways	390,25	2 519,75	
Total	5 865,75	3 621,55	- 38,3
1.5. RAPID			
— directe	215 683,00	91 962,00	
— licences	48 667,00	20 048,90	
— gateways	19 452,82	58 918,38	
Total	283 802,82	170 929,28	- 39,8
1.6. Sesame			
— directe	985,00	394,00	
— licences	3 375,00	4 125,00	
— gateways	615,82	1 172,91	
Total	4 975,82	5 691,91	+ 14,4
1.7. Eurocron			
— directe	1 404,00	771,00	
— gateways	511,45	1 082,85	
Total	1 915,45	1 853,85	- 3,2
1.8. ABEL			
— directe	8 724,00	4 175,00	
— gateways	4 517,19	8 153,40	
— document delivery	986,00	1 083,57	
Total	14 227,19	13 411,97	- 9,5
1.9. OIL			
— directe	515,00	124,00	
— gateways	271,89	545,27	
Total	786,89	669,27	- 14,9
1.10. APC			
— directe <sup>(1)</sup>	565,00	2 853,00	
— gateways	26,25	2 575,05	
Total	591,25	5 428,05	+ 81,8
1.11. REGIO			
— licences	1 720,00	860,00	
1.12. Cronos			
— licences	4 450,00	7 353,00	
1.13. Comext			
— licences	3 100,00	46 100,00	
1.14. Eurostat <i>royalties</i>			
— licences		20 883,50	
1.15. Autres			
— licences	48 500,00		
Total	57 770,00	75 169,50	+ 23,2
Total facturation Eurobases	1 151 380,00	940 333,13	- 18,3
2. Facturation ECHO			
TED <i>on-line</i> <sup>(2)</sup>			
— directe	891 548,00	320 088,00	
— licences	760 167,98	832 544,92	
— gateways	60 998,36	365 190,09	
Total facturation ECHO	1 712 714,34	1 517 823,01	- 11,4
<b>Total général</b>	<b>2 864 094,34</b>	<b>2 458 156,14</b>	<b>- 14,2</b>

<sup>(1)</sup> Base ouverte en octobre 1995 et payante depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1995.

<sup>(2)</sup> Frais d'affichage de documents à l'écran inclus.

### 2.5.2.3. Produits off-line

Le tableau 16 donne le détail de la facturation réalisée pour les produits *off-line*.

**Tableau 16 — Facturation des produits *off-line***

Produit électronique	1995 (en écus)	1996 (en écus)	Évolution (en %)
Comext CD	435 492,00	494 606,90	+ 13,57
Eurostat CD (1)	24 348,80	31 784,30	+ 30,53
JO sur support électronique	20 309,50	4 951,00	- 75,63
Listings Business Consumers and Survey Results DG II (2)	350,00	33 934,00	
CORDIS CD-ROM	92 229,50	47 191,00	- 48,84
CD Panorama of EU industry 1994	21 432,00	1 908,00	
CD Panorama of EU industry 1995/1996	—	18 186,00	
Eurofarm-CD	550,00	3 938,00	
Thésaurus Eurovoc sur bande magnétique	3 450,00	4 270,00	+ 23,76
Regiomap CD (coédition; ventes par l'EUR-OP) (3)	—	22 835,25	
Statistical yearbook CD (3)	—	11 127,60	
EBTI CD-ROM (3)	—	11 085,00	
Produits combinés (3)	—	5 459,10	
ECICS sur disquette (3)	—	416,07	
<b>Total</b>	<b>598 161,80</b>	<b>691 692,00</b>	<b>+ 15,63</b>

(1) Le CD-ROM Eurostat n'était plus publié en 1995 ni en 1996. Les chiffres de vente concernent l'offre de compensation offerte aux clients qui ont commandé un abonnement en 1995 avant la décision d'interrompre la publication.

(2) Facturation pour 1995 et 1996 faite en 1996.

(3) Nouveaux produits en 1996.





---

## **3. Coédition et copyright**

### **3.1. Introduction**

### **3.2. Coédition**

### **3.3. Copyright**

### **3.4. Paiements fixes et *royalties***



---

### 3.1. Introduction

La généralisation de l'utilisation des supports électroniques pour la diffusion de l'information ainsi que de la mise en réseau tend à modifier profondément l'activité de l'Office, notamment l'activité de coédition et de copyright. Au cours des dernières années, l'Office a suivi de près l'évolution des pratiques en matière de dissémination de l'information sous ces nouvelles formes et a recherché des solutions visant à satisfaire les besoins des institutions désireuses de voir leurs textes largement diffusés ou rediffusés tout en garantissant la plus stricte protection de leur propriété intellectuelle.

En matière de copyright, le nombre de demandes a subi une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente. Des licences de reproduction intégrale ont été octroyées pour près de cent ouvrages, permettant ainsi de répondre à un besoin d'information sans que les institutions aient à en supporter les frais. L'Office constate également une forte augmentation des demandes de droits de traduction provenant, pour une large part, des pays de l'Europe de l'Est. Le nombre d'avis que l'Office a donnés en cours d'année démontre, entre autres, que les services institutionnels ont pu être rendus attentifs à la nécessité d'une gestion rigoureuse des droits de propriété intellectuelle et font appel à l'expertise de l'Office en la matière.

Dans le domaine de la coédition, l'année a été caractérisée par la négociation et la rédaction de contrats très complexes, certains par la nature des ouvrages en cause, d'autres par le volume de la matière à publier. Les dossiers ouverts dans le cadre de la coédition couvrent une grande diversité de sujets, par exemple l'environnement, le droit du travail et les relations industrielles, la technologie, la concurrence, les substances dangereuses, le marché unique, l'agriculture, etc.

Parmi les onze ouvrages parus en coédition en 1996, il y a lieu de signaler la publication en collaboration avec SilverPlatter d'une nouvelle édition d'*EINECS plus-CD*. La préparation de cet ouvrage sur CD-ROM, doté d'un manuel de l'utilisateur détaillé, a nécessité de la part des deux partenaires un investissement considérable en termes de traitement de données multilingues complexes, de connaissances théoriques et techniques dans le domaine des substances dangereuses et de la législation afférente ainsi que de compétences en matière éditoriale. Le CD-ROM a été mis en vente au dernier trimestre de 1996 et a trouvé un très bon accueil sur le marché.

### 3.2. Coédition

Onze coéditions ont paru en 1996, contre dix-neuf en 1995. Onze contrats de coédition ont été signés en 1996, et treize étaient en négociation au 31 décembre.

### 3.3. Copyright

Licences concédées	1992	1993	1994	1995	1996
Reproduction intégrale					
— cartes	14	8	10	9	2
— logos/emblèmes	—	—	6	2	5
— photos	—	—	8	9	14
— publications	31	46	51	42	96
Droits de traduction	21	13	16	16	27
<i>Sous-total 1</i>	<i>66</i>	<i>67</i>	<i>91</i>	<i>78</i>	<i>144</i>
Reproduction partielle	153	207	148	148	132
<i>Sous-total 2</i>	<i>219</i>	<i>274</i>	<i>239</i>	<i>226</i>	<i>276</i>
Avis/informations	67	144	165	180	232
<b>Total général</b>	<b>286</b>	<b>418</b>	<b>404</b>	<b>406</b>	<b>508</b>

### 3.4. Paiements fixes et *royalties*

En 1996, les paiements fixes et les *royalties* ont donné lieu à facturation pour un montant de 113 825 écus (94 953 écus en 1995).

---

## **4. Rapport sur l'activité du bureau comptable**

**4.1. Comptabilité budgétaire**

**4.2. Comptabilité commerciale**



## 4.1. Comptabilité budgétaire

En 1996, le total des dépenses budgétaires s'élève à 53 044 453,89 écus. Par rapport aux crédits disponibles (54 052 000 écus), les dépenses globales représentent une exécution de 98,13 %, qui se décompose comme suit:

- 88,62 % (47 901 390,58 écus) en crédits de paiement;
- 9,51 % (5 143 063,31 écus) en crédits reportés de 1996 à 1997.

Le pourcentage global d'exécution est variable selon les titres, comme le montre le tableau suivant.

	Crédits disponibles	Dépenses 1996					
		Dépenses au 31 décembre 1996	%	Crédits reportés	%	Total	%
Titre 1	32 453 200	30 266 737,32	93,26	1 197 474,04	3,69	31 464 211,36	96,95
Titre 2	19 903 800	16 688 937,02	83,85	3 197 716,74	16,06	19 886 653,76	99,91
Titre 3	1 695 000	945 716,24	55,79	747 872,53	44,12	1 693 588,77	99,91
<b>Total</b>	<b>54 052 000</b>	<b>47 901 390,58</b>	<b>88,62</b>	<b>5 143 063,31</b>	<b>9,51</b>	<b>53 044 453,89</b>	<b>98,13</b>

L'exécution 1996 bénéficie largement de l'effet positif que constitue la mise à disposition de l'Office, pour la première fois depuis de nombreuses années, de l'intégralité de son budget dès sa signature. En effet, les titres 2 et 3 enregistrent plus de 99 % d'exécution. Seul le titre 1 («Dépenses de personnel») est en deçà de ce pourcentage: cette exécution moindre est imputable en très grande partie aux contraintes externes que constituent, pour 1996, l'évolution du taux de change de l'écu par rapport au franc luxembourgeois et le taux retenu par l'autorité budgétaire pour l'adaptation salariale. Comme par ailleurs les crédits de personnel représentent environ 60 % de l'ensemble du budget de l'Office, leur poids dans l'exécution globale est déterminant.

Par ailleurs, il convient de remarquer l'amélioration du taux global d'exécution des paiements en dépit d'une exécution plus que modeste du titre 3.

Enfin, ce budget 1996 a fait l'objet de sept virements de crédits, dont la plupart ne constituaient qu'une adaptation technique. Il faut surtout retenir le renforcement du poste A0 2200 («Premier équipement en matériel et installations techniques») à partir, essentiellement, du poste A0 2202 («Location de matériel et d'installations techniques») dans l'optique de la réalisation du plan d'investissement dans les ateliers d'impression de l'Office, adopté par le comité de direction.

Le tableau 17 rappelle les dépenses de l'Office en 1995 et détaille l'exécution des dépenses du budget de l'exercice 1996.

Le tableau 18 indique la répartition des dépenses de l'Office en 1996 entre les différents services.

Le tableau 19 représente la facturation *pro forma* des prestations fournies par les différents services de l'Office aux institutions.

Tableau 17 — Exécution du budget (exercice 1996)

(en écus)

Poste	Intitulé	Crédits 1996			Dépenses 1996			Dépenses 1995
		Crédits initiaux	Virements	Crédits définitifs	Dépenses au 31.12.1996	Crédits reportés	Dépenses totales	
1100	Traitements de base	21 930 000	- 932 300	20 997 700	20 776 196,56	0,00	20 776 196,56	18 460 958,56
1101	Allocations familiales	2 465 000	0	2 465 000	2 255 801,05	0,00	2 255 801,05	2 048 982,41
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	2 863 000	0	2 863 000	2 784 191,03	0,00	2 784 191,03	2 443 556,78
1103	Indemnité de secrétariat	195 000	0	195 000	190 078,57	0,00	190 078,57	176 488,84
	Total article 110	27 453 000	- 932 300	26 520 700	26 006 267,21	0,00	26 006 267,21	23 129 986,59
1110	Agents auxiliaires	300 000	160 000	460 000	446 325,79	0,00	446 325,79	2 667 463,29
1120	Perfectionnement professionnel	90 000	70 000	160 000	85 355,55	51 741,39	137 096,94	252 000,01
1130	Risques de maladie	746 000	0	746 000	713 017,50	0,00	713 017,50	632 883,97
1131	Risques d'accident	150 000	15 000	165 000	161 479,53	0,00	161 479,53	141 799,70
1132	Risques de chômage	2 000	15 000	17 000	14 446,87	0,00	14 446,87	3 352,78
	Total article 113	898 000	30 000	928 000	888 943,90	0,00	888 943,90	778 036,45
1140	Allocation de naissance/décès	500	0	500	205,86	0,00	205,86	10 210,09
1141	Frais de voyage annuels	324 000	75 000	399 000	391 446,49	0,00	391 446,49	347 428,30
1147	Indemnités pour service continu	12 200	14 600	26 800	26 506,36	0,00	26 506,36	16 866,14
	Total article 114	336 700	89 600	426 300	418 158,71	0,00	418 158,71	374 502,53
1150	Heures supplémentaires	55 000	- 600	54 400	53 738,17	0,00	53 738,17	49 807,26
	Total article 115	55 000	- 600	54 400	53 738,17	0,00	53 738,17	49 807,26
1174	Correcteurs <i>free-lance</i>	1 590 000	120 000	1 710 000	1 120 417,27	589 582,73	1 710 000,00	1 770 000,00
1175	Prestations extérieures	70 000	30 000	100 000	77 048,36	22 951,64	100 000,00	168 000,00
	Total article 117	1 660 000	150 000	1 810 000	1 197 465,63	612 534,37	1 810 000,00	1 938 000,00
1181	Frais de voyage	40 000	0	40 000	7 906,78	32 093,22	40 000,00	21 000,00
1182	Indemnités d'installation	60 000	100 000	160 000	139 800,86	20 199,14	160 000,00	69 000,00
1183	Frais de déménagement	160 000	- 20 000	140 000	45 187,86	94 812,14	140 000,00	70 000,00
1184	Indemnités journalières temporaires	232 000	205 000	437 000	324 705,26	112 294,74	437 000,00	399 000,00
	Total article 118	492 000	285 000	777 000	517 600,76	259 399,24	777 000,00	559 000,00



1190	Coefficients correcteurs	124 000	20 000	144 000	138 680,64	0,00	138 680,64	138 665,31
1191	Crédit provisionnel	345 000	0	345 000	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total article 119	469 000	20 000	489 000	138 680,64	0,00	138 680,64	138 665,31
	Total chapitre 11	31 753 700	- 128 300	31 625 400	29 752 536,36	923 675,00	30 676 211,36	29 887 461,44
1300	Frais de mission	310 000	0	310 000	245 186,91	64 813,09	310 000,00	302 000,00
	Total chapitre 13	310 000	0	310 000	245 186,91	64 813,09	310 000,00	302 000,00
1400	Frais de fonctionnement cantine	10 000	- 4 000	6 000	3 462,60	2 537,40	6 000,00	4 000,00
1401	Frais de transformation cantine	5 000	10 000	15 000	9 020,04	5 979,96	15 000,00	26 000,00
1402	Frais de transformation exceptionnels	0	0	0	0,00	0,00	0,00	483 409,50
	Total chapitre 14	15 000	6 000	21 000	12 482,64	8 517,36	21 000,00	513 409,50
1520	Nationaux affectés temporairement	40 000	97 000	137 000	34 610,06	62 589,94	97 200,00	38 000,00
	Total chapitre 15	40 000	97 000	137 000	34 610,06	62 589,94	97 200,00	38 000,00
1610	Relations sociales entre le personnel	23 200	0	23 200	18 529,84	4 670,16	23 200,00	40 200,00
1620	Autres interventions sociales	2 100	300	2 400	2 350,29	49,71	2 400,00	1 884,64
1630	Centre de la petite enfance	305 000	25 000	330 000	198 816,60	131 183,40	330 000,00	305 000,00
	Total chapitre 16	330 300	25 300	355 600	219 696,73	135 903,27	355 600,00	347 084,64
1701	Frais de réception et de représentation	4 200	0	4 200	2 224,62	1 975,38	4 200,00	4 000,00
	Total chapitre 17	4 200	0	4 200	2 224,62	1 975,38	4 200,00	4 000,00
	Total titre 1	32 453 200	0	32 453 200	30 266 737,32	1 197 474,04	31 464 211,36	31 091 955,58
2000	Loyers	4 688 000	- 607 500	4 080 500	4 005 892,91	73 880,58	4 079 773,49	4 214 176,65
2010	Assurances	12 700	- 7 000	5 700	3 651,52	2 048,48	5 700,00	14 225,00
2020	Eau, gaz, etc.	572 000	- 18 000	554 000	461 387,59	92 612,41	554 000,00	541 941,00
2030	Nettoyage et entretien	635 000	0	635 000	394 518,71	240 481,29	635 000,00	669 999,79
2040	Aménagement des locaux	140 000	140 000	280 000	23 176,72	256 822,58	279 999,30	349 913,94
2050	Sécurité et surveillance des immeubles	650 000	148 000	798 000	619 133,41	178 866,59	798 000,00	644 999,98
2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	118 000	27 000	145 000	95 506,72	49 493,28	145 000,00	138 496,74
	Total chapitre 20	6 815 700	- 317 500	6 498 200	5 603 267,58	894 205,21	6 497 472,79	6 573 753,10

Tableau 17 (suite) — Exécution du budget (exercice 1996)

(en écus)

Poste	Intitulé	Crédits 1996			Dépenses 1996			Dépenses 1995
		Crédits initiaux	Virements	Crédits définitifs	Dépenses au 31.12.1996	Crédits reportés	Dépenses totales	
2100	Exploitation au centre informatique	2 230 000	0	2 230 000	2 024 791,45	205 207,95	2 229 999,40	2 226 472,11
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique	1 970 000	100 000	2 070 000	1 062 084,32	1 007 914,90	2 069 999,22	358 780,00
2140	Travaux d'analyse et de programmation par des tiers	0	0	0	0	0,00	0,00	1 411 760,00
	Total chapitre 21	4 200 000	100 000	4 300 000	3 086 875,77	1 213 122,85	4 299 998,62	3 997 012,11
2200	Premier équipement technique	261 800	364 000	625 800	50 281,53	575 518,47	625 800,00	404 816,92
2202	Location des installations techniques	667 000	- 323 000	344 000	263 838,59	80 068,45	343 907,04	471 966,43
2203	Entretien des installations techniques	293 000	- 30 000	263 000	173 960,91	81 704,10	205 665,01	269 041,53
2204	Matériel bureautique	5 000	- 2 000	3 000	1 743,25	1 256,75	3 000,00	4 999,72
	Total article 220	1 226 800	9 000	1 235 800	488 824,28	738 547,77	1 227 372,05	1 150 824,60
2210	Premier équipement de mobilier	61 000	7 000	68 000	59 920,30	8 079,70	68 000,00	154 192,37
2213	Entretien du mobilier	2 000	0	2 000	1 583,00	400,00	1 983,00	1 000,00
	Total article 221	63 000	7 000	70 000	61 503,30	8 479,70	69 983,00	155 192,37
2230	Achat de matériel de transport	25 000	- 7 616	17 384	17 384,00	0,00	17 384,00	8 220,00
2231	Renouvellement du matériel de transport	0	0	0	0,00	0,00	0,00	37 860,00
2232	Location de matériel de transport	35 000	1 500	36 500	28 573,67	7 754,13	36 327,80	33 965,72
2233	Entretien du matériel de transport	27 000	116	27 116	17 418,10	9 605,10	27 023,20	26 999,98
	Total article 223	87 000	- 6 000	81 000	63 375,77	17 359,23	80 735,00	107 045,70
2250	Fonds de bibliothèque, achat de livres	9 200	0	9 200	5 449,34	3 750,66	9 200,00	10 200,00
2251	Matériel de bibliothèque, documentation	1 500	0	1 500	0,00	1 431,40	1 431,40	15,97
2252	Abonnements aux journaux et aux périodiques	4 500	0	4 500	3 527,93	972,07	4 500,00	4 270,00
2253	Abonnements aux agences de presse	1 200	100	1 300	1 232,99	0,00	1 232,99	1 129,29
2254	Frais de reliure, etc.	6 400	3 000	9 400	5 100,00	4 275,00	9 375,00	7 890,00
2255	Abonnements aux informations rapides sur écran	400	- 100	300	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total article 225	23 200	3 000	26 200	15 310,26	10 429,13	25 739,39	23 505,26
	Total chapitre 22	1 400 000	13 000	1 413 000	629 013,61	774 815,83	1 403 829,44	1 436 567,93

2300	Papeterie et fournitures de bureau	900 000	0	900 000	777 406,16	122 593,84	900 000,00	869 999,43
2330	Frais de contentieux	1 000	0	1 000	0,00	0,00	0,00	0,00
2350	Assurances diverses	3 300	- 3 000	300	0,00	0,00	0,00	0,00
2351	Tenues de service	15 000	3 000	18 000	14 361,67	3 638,33	18 000,00	17 000,00
2352	Frais de réunions	3 300	0	3 300	2 468,07	831,93	3 300,00	3 250,00
2353	Travaux de manutention et de déménagement	15 000	7 500	22 500	13 284,56	9 207,59	22 492,15	22 000,00
2359	Autres dépenses de fonctionnement	500	0	500	283,96	16,04	300,00	0,00
	Total article 235	37 100	7 500	44 600	30 398,26	13 693,89	44 092,15	42 250,00
	Total chapitre 23	938 100	7 500	945 600	807 804,42	136 287,73	944 092,15	912 249,43
2400	Affranchissement de la correspondance	6 100 000	200 000	6 300 000	6 239 607,00	60 393,00	6 300 000,00	5 510 000,00
2410	Téléphone, etc.	400 000	0	400 000	293 788,62	106 206,21	399 994,83	420 000,00
	Total chapitre 24	6 500 000	200 000	6 700 000	6 533 395,62	166 599,21	6 699 994,83	5 930 000,00
2500	Réunions et convocations	50 000	- 3 000	47 000	28 580,02	12 685,91	41 265,93	41 959,43
	Total chapitre 25	50 000	- 3 000	47 000	28 580,02	12 685,91	41 265,93	41 959,43
	Total titre 2	19 903 800	0	19 903 800	16 688 937,02	3 197 716,74	19 886 653,76	18 891 542,00
3410	Publications à caractère général	10 000	0	10 000	3 718,92	6 281,00	9 999,92	9 853,00
3412	Vulgarisation et promotion des publications	206 000	0	206 000	75 536,93	130 463,06	205 999,99	198 000,00
	Total article 341	216 000	0	216 000	79 255,85	136 744,06	215 999,91	207 853,00
3430	Diffusion de bases de données	50 000	0	50 000	46 352,74	2 941,72	49 294,46	64 365,00
3431	CELEX	1 329 000	0	1 329 000	736 819,13	592 027,77	1 328 846,90	2 190 565,35
3432	Production de bases de données	100 000	0	100 000	83 288,52	16 158,98	99 447,50	0
	Total article 343	1 479 000	0	1 479 000	866 460,39	611 128,47	1 477 588,86	2 254 930,35
	Total chapitre 34	1 695 000	0	1 695 000	945 716,24	747 872,53	1 693 588,77	2 462 783,35
	Total titre 3	1 695 000	0	1 695 000	945 716,24	747 872,53	1 693 588,77	2 462 783,35
	Total général	54 052 000	0	54 052 000	47 901 390,58	5 143 063,31	53 044 453,89	52 446 280,93

Tableau 18 — Comptabilité analytique — Dépenses de l'Office en 1996

(en écus)

Poste	Intitulé	Direction/ Secrétariat	OP/1				OP/2			
			Staff	Gestion des contrats	Planning	Services généraux	Correction	Méthodes et dévelop- pement	Fabrication	Staff
1100	Traitements de base	459 154	280 479	1 543 671	203 607	1 038 810	2 287 459	135 045	1 263 193	249 314
1101	Allocations familiales	49 853	30 453	167 606	22 107	112 790	248 364	14 663	137 153	27 070
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	61 531	37 587	206 865	27 285	139 210	306 539	18 097	169 279	33 410
1103	Indemnités de secrétariat	5 493	2 376	22 410	3 650	6 672	3 022	1 197	4 847	2 376
	Total article 110	576 031	350 895	1 940 553	256 648	1 297 481	2 845 385	169 003	1 574 471	312 170
1110	Agents auxiliaires	94 889		20 754		54 943	17 407		13 836	
	Total article 111	94 889		20 754		54 943	17 407		13 836	
1120	Perfectionnement professionnel	1 700	1 124	8 144	260	178	34 672	3 455	14 066	192
	Total article 112	1 700	1 124	8 144	260	178	34 672	3 455	14 066	192
1130	Risques de maladie	15 758	9 626	52 977	6 988	35 651	78 503	4 635	43 351	8 556
1131	Risques d'accidents	3 569	2 180	11 998	1 582	8 074	17 779	1 050	9 818	1 938
1132	Risques de chômage, agents temporaires									
	Total article 113	19 326	11 806	64 975	8 570	43 725	96 282	5 684	53 169	10 494
1140	Allocations de naissance/décès	5	3	15	2	10	23	1	13	2
1141	Congés annuels	8 651	5 285	29 084	3 836	19 572	43 098	2 544	23 800	4 697
1144	Indemnités forfaitaires de déplacement									
1147	Indemnités pour service continu									
	Total article 114	8 656	5 287	29 100	3 838	19 583	43 121	2 546	23 812	4 700
1150	Heures supplémentaires					44 248				
	Total article 115					44 248				
1174	Correcteurs <i>free-lance</i>						443 403		181 089	
1175	Prestations extérieures	11 080		17 700		17 540	1 940			
	Total article 117	11 080		17 700		17 540	445 343		181 089	
1181	Frais de voyage	884	540	2 972	392	2 000	4 404	260	2 432	480
1182	Indemnités d'installation	3 536	2 160	11 888	1 568	8 000	17 616	1 040	9 728	1 920
1183	Frais de déménagement	3 094	1 890	10 402	1 372	7 000	15 414	910	8 512	1 680
1184	Indemnités journalières temporaires	9 658	5 900	32 469	4 283	21 850	48 114	2 841	26 570	5 244
	Total article 118	17 172	10 490	57 731	7 615	38 850	85 548	5 051	7 242	9 324
1190	Coefficients correcteurs	3 065	1 872	10 304	1 359	6 934	15 269	901	8 432	1 664
	Total article 119	3 065	1 872	10 304	1 359	6 934	15 269	901	8 432	1 664
	Total chapitre 11	731 918	381 473	2 149 261	278 291	1 523 482	3 583 026	186 639	1 916 118	338 544
1300	Frais de mission, de déplacement	18 848	7 192	13 268	1 209	15 066	13 454	3 472	11 904	7 626
	Total chapitre 13	18 848	7 192	13 268	1 209	15 066	13 454	3 472	11 904	7 626
1400	Fonctionnement cantine	145	75	415	54	297	694	37	372	67
1401	Renouvellement cantine	362	188	1 043	135	742	1 735	92	930	167
1402	Frais de transformation exceptionnels									
	Total chapitre 14	507	263	1 461	189	1 039	2 429	128	1 302	234
1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux détachés									
	Total chapitre 15									
1610	Relations sociales entre le personnel	560	290	1 614	209	1 148	2 684	142	1 439	258
1620	Autres interventions sociales	58	30	167	22	119	278	15	149	27
1630	Centre de la petite enfance	7 970	4 126	22 956	2 967	16 332	38 177	2 018	20 466	3 675
	Total chapitre 16	8 588	4 446	24 736	3 197	17 599	41 139	2 175	22 054	3 960
1701	Frais de réception et de représentation									
	Total chapitre 17									
	Total titre 1	759 861	393 374	2 188 726	282 885	1 557 186	3 640 048	192 414	1 951 378	350 364
2000	Loyers	98 527	51 006	283 799	36 680	201 911	471 983	24 949	253 023	45 430
2010	Assurances	138	71	397	51	282	659	35	354	63
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	13 379	6 926	38 538	4 981	27 418	64 091	3 388	34 359	6 169
2030	Nettoyage et entretien	15 335	7 939	44 172	5 709	31 427	73 462	3 883	39 382	7 071
2040	Aménagement des locaux	6 762	3 501	19 477	2 517	13 857	32 393	1 712	17 365	3 118
2050	Sécurité et surveillance des immeubles	19 272	9 977	55 511	7 175	39 494	92 319	4 880	49 491	8 886
2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	3 502	1 813	10 087	1 304	7 176	16 775	887	8 993	1 615
	Total chapitre 20	156 914	81 233	451 980	58 417	321 564	751 683	39 734	402 967	72 351

Poste	Intitulé	Direction/ Secrétariat	OP/1				OP/2			
			Staff	Gestion des contrats	Planning	Services généraux	Correction	Méthodes et dévelop- pement	Fabrication	Staff
2100	Exploitation au centre informatique									
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique									
2130	Travaux d'exploitation informatique									
2140	Travaux d'analyse et de programmation									
	Total chapitre 21									
2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	15 113	7 824	43 532	5 626	30 971	72 398	3 827	38 811	6 968
2201	Renouvellement de matériel et installations techniques									
2202	Location de matériel et installations techniques	8 305	4 300	23 923	3 092	17 020	39 786	2 103	21 329	3 830
2203	Entretien, utilisation et réparation des installations techniques	6 150	3 184	17 715	2 290	12 604	29 462	1 557	15 794	2 836
2204	Matériel bureautique	72	38	209	27	148	347	18	186	33
	Total article 220	29 641	15 345	85 379	11 035	60 744	141 993	7 506	76 120	13 667
2210	Premier équipement de mobilier	1 642	850	4 730	611	3 365	7 867	416	4 217	757
2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	48	25	138	18	98	229	12	123	22
	Total article 221	1 690	875	4 868	629	3 464	8 096	428	4 340	779
2230	Achat de matériel de transport									
2231	Renouvellement du matériel de transport									
2232	Location de matériel de transport									
2233	Entretien, exploitation et réparation du matériel de transport									
	Total article 223									
2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	9 200								
2251	Matériel de bibliothèque, documentation	1 431								
2252	Abonnements aux journaux et aux périodiques	4 500								
2253	Abonnements aux agences de presse									
2254	Frais de reliure et de conservation									
	Total article 225	15 131								
	Total chapitre 22	46 463	16 220	90 247	11 664	64 207	150 089	7 934	80 461	14 446
2300	Papeterie et fournitures de bureau	2 981	2 552	16 192	2 123	14 498	21 318	1 287	12 375	2 123
	Total article 230	2 981	2 552	16 192	2 123	14 498	21 318	1 287	12 375	2 123
2351	Tenues de service, vêtements de travail					10 800				
2352	Frais divers de réunions internes	3 300								
2353	Travaux de manutention et de déménagement					22 492				
2359	Autres dépenses de fonctionnement					300				
	Total article 235	3 300				33 592				
	Total chapitre 23	6 281	2 552	16 192	2 123	48 090	21 318	1 287	12 375	2 123
2400	Affranchissement de la correspondance									
2410	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	8 840	5 400	29 720	3 920	20 000	44 039	2 600	24 320	4 800
	Total chapitre 24	8 840	5 400	29 720	3 920	20 000	44 039	2 600	24 320	4 800
2500	Réunions et convocations en général									3 095
	Total chapitre 25									3 095
	Total titre 2	218 498	105 405	588 139	76 124	453 862	967 130	51 555	520 122	96 816
3410	Publications à caractère général									
3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications									
	Total article 341									
3430	Diffusion de bases de données									
3431	CELEX									
3432	Production de bases de données									
	Total article 343									
	Total chapitre 34									
	Total titre 3									
	Total général	978 359	498 779	2 776 865	359 010	2 011 047	4 607 178	243 969	2 471 500	447 180

Tableau 18 (suite) — Comptabilité analytique — Dépenses de l'Office en 1996

(en écus)

Poste	Intitulé	OP/3				OP/4 Vente	OP/5 Coédition	OP/6			
		Correction	Méthodes et dévelop- pement	Planning	Services généraux			Imprimerie	Diffusion	Gestion des fichiers	Staff
1100	Traitements de base	2 125 405	259 702	1 383 695	155 821	2 387 185	442 533	1 192 554	1 028 422	272 168	529 790
1101	Allocations familiales	230 768	28 198	150 236	16 919	259 192	48 049	129 483	111 662	29 551	57 520
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	284 823	34 802	185 427	20 881	319 904	59 303	159 813	137 817	36 473	70 997
1103	Indemnités de secrétariat	1 197		9 067	3 022	49 687	3 022	9 694	8 420	1 197	8 510
	Total article 110	2 642 194	322 702	1 728 425	196 644	3 015 967	552 907	1 491 543	1 286 322	339 390	666 820
1110	Agents auxiliaires	1 919	38 205			84 802		50 167			20 930
	Total article 111	1 919	38 205			84 802		50 167			20 930
1120	Perfectionnement professionnel	3 345	1 275	6 869		6 649	3 304	1 700	1 289	548	1 577
	Total article 112	3 345	1 275	6 869		6 649	3 304	1 700	1 289	548	1 577
1130	Risques de maladie	72 942	8 913	47 487	5 348	81 926	15 187	40 927	35 294	9 341	18 180
1131	Risques d'accidents	16 519	2 018	10 755	1 211	18 554	3 440	9 269	7 993	2 115	4 110
1132	Risques de chômage, agents temporaires					2 889		2 889		8 668	
	Total article 113	89 461	10 931	58 242	6 559	103 369	18 627	53 086	43 288	20 124	22 300
1140	Allocations de naissance/décès	21	3	14	2	24	4	12	10	3	5
1141	Congés annuels	40 045	4 893	26 070	2 936	44 977	8 338	22 469	19 377	5 128	9 980
1144	Indemnités forfaitaires de déplacement										
1147	Indemnités pour service continu										
	Total article 114	40 066	4 896	26 084	2 937	45 001	8 342	22 481	19 387	5 131	9 980
1150	Heures supplémentaires							7 088	2 402		
	Total article 115							7 088	2 402		
1174	Correcteurs <i>free-lance</i>	522 234		138 852		14 877					
1175	Prestations extérieures		11 770		6 780	11 360		13 130	2 120		
	Total article 117	522 234	11 770	138 852	6 780	26 237		13 130	2 120		
1181	Frais de voyage	4 092	500	2 664	300	4 596	852	2 296	1 980	524	1 020
1182	Indemnités d'installation	16 368	2 000	10 656	1 200	18 384	3 408	9 184	7 920	2 096	4 080
1183	Frais de déménagement	14 322	1 750	9 324	1 050	16 086	2 982	8 036	6 930	1 834	3 570
1184	Indemnités journalières temporaires	44 705	5 463	29 104	3 278	50 211	9 308	25 084	21 632	5 725	11 144
	Total article 118	79 487	9 713	51 748	5 828	89 277	16 550	44 600	38 462	10 179	19 814
1190	Coefficients correcteurs	14 187	1 734	9 236	1 040	15 934	2 954	7 960	6 865	1 817	3 530
	Total article 119	14 187	1 734	9 236	1 040	15 934	2 954	7 960	6 865	1 817	3 530
	Total chapitre 11	3 392 893	401 226	2 019 455	219 787	3 387 236	602 684	1 691 755	1 400 133	377 188	744 974
1300	Frais de mission, de déplacement	1 860	2 697	39 277	24 118	71 300	10 571	1 333	2 852	1 798	2 077
	Total chapitre 13	1 860	2 697	39 277	24 118	71 300	10 571	1 333	2 852	1 798	2 077
1400	Fonctionnement cantine	655	78	397	47	679	118	327	271	73	144
1401	Renouvellement cantine	1 638	195	993	118	1 697	296	817	677	183	360
1402	Frais de transformation exceptionnels										
	Total chapitre 14	2 293	273	1 391	185	2 376	414	1 144	948	256	504
1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux détachés					57 202					
	Total chapitre 15					57 202					
1610	Relations sociales entre le personnel	2 533	301	1 536	182	2 625	458	1 264	1 047	283	550
1620	Autres interventions sociales	262	31	159	19	272	47	131	108	29	50
1630	Centre de la petite enfance	36 036	4 288	21 854	2 589	37 341	6 510	17 972	14 893	4 023	7 930
	Total chapitre 16	38 831	4 620	23 549	2 790	40 237	7 015	19 367	16 048	4 335	8 540
1701	Frais de réception et de représentation					1 932					
	Total chapitre 17					1 932					
	Total titre 1	3 435 878	408 816	2 083 672	246 860	3 560 284	620 684	1 713 598	1 419 981	383 577	756 101
2000	Loyers	445 509	53 009	270 177	32 009	461 460	80 480	222 192	184 120	49 736	98 030
2010	Assurances	622	74	377	45	645	112	310	257	69	137
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	60 497	7 198	36 688	4 347	62 687	10 929	30 172	25 002	6 754	13 310
2030	Nettoyage et entretien	69 342	8 251	42 052	4 982	71 852	12 526	34 583	28 658	7 741	15 250
2040	Aménagement des locaux	30 576	3 638	18 543	2 197	31 683	5 523	15 249	12 636	3 413	6 720
2050	Sécurité et surveillance des immeubles	87 141	10 368	52 846	6 261	90 296	15 742	43 461	36 014	9 728	19 170
2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	15 834	1 884	9 602	1 138	16 407	2 860	7 807	6 544	1 768	3 484
	Total chapitre 20	709 521	84 422	430 286	50 977	735 211	128 174	353 864	293 231	79 210	156 130

Poste	Intitulé	OP/3				OP/4 Vente	OP/5 Coédition	OP/6			
		Correction	Méthodes et dévelop- pement	Planning	Services généraux			Imprimerie	Diffusion	Gestion des fichiers	Staff
2100	Exploitation au centre informatique										
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique										
2130	Travaux d'exploitation informatique										
2140	Travaux d'analyse et de programmation										
	Total chapitre 21										
2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	68 337	8 131	41 443	4 910	70 811	12 345	34 082	28 242	7 629	15 038
2201	Renouvellement de matériel et installations techniques										
2202	Location de matériel et installations techniques	37 554	4 468	22 775	2 698	38 914	6 784	18 730	15 521	4 193	8 264
2203	Entretien, utilisation et réparation des installations techniques	27 809	3 309	16 865	1 998	28 816	5 024	13 870	11 493	3 105	6 120
2204	Matériel bureautique	328	39	199	24	339	59	163	135	37	72
	Total article 220	134 028	15 947	81 281	9 630	138 841	24 212	66 845	55 391	14 963	29 494
2210	Premier équipement de mobilier	7 426	884	4 503	534	7 694	1 341	3 703	3 069	829	1 634
2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	217	26	131	16	224	39	108	89	24	48
	Total article 221	7 642	909	4 635	549	7 919	1 381	3 811	3 158	853	1 682
2230	Achat de matériel de transport							17 384			
2231	Renouvellement du matériel de transport										
2232	Location de matériel de transport							36 328			
2233	Entretien, exploitation et réparation du matériel de transport							27 023			
	Total article 223							80 735			
2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres										
2251	Matériel de bibliothèque, documentation										
2252	Abonnements aux journaux et aux périodiques										
2253	Abonnements aux agences de presse							1 233			
2254	Frais de reliure et de conservation							9 375			
	Total article 225							10 608			
	Total chapitre 22	141 671	16 857	85 915	10 179	146 800	25 592	161 999	58 550	15 816	31 176
2300	Papeterie et fournitures de bureau	19 624	2 123	13 640	1 287	25 157	3 839	701 315	14 069	3 410	5 533
	Total article 230	19 624	2 123	13 640	1 287	25 157	3 839	701 315	14 069	3 410	5 533
2351	Tenues de service, vêtements de travail							7 200			
2352	Frais divers de réunions internes										
2353	Travaux de manutention et de déménagement										
2359	Autres dépenses de fonctionnement										
	Total article 235							7 200			
	Total chapitre 23	19 624	2 123	13 640	1 287	25 157	3 839	708 515	14 069	3 410	5 533
2400	Affranchissement de la correspondance								6 300 000		
2410	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	40 919	5 000	26 640	3 000	45 959	8 520	22 960	19 800	5 240	10 200
	Total chapitre 24	40 919	5 000	26 640	3 000	45 959	8 520	22 980	6 319 800	5 240	10 200
2500	Réunions et convocations en général					38 171					
	Total chapitre 25					38 171					
	Total titre 2	911 735	108 402	556 481	65 443	991 299	166 125	1 247 338	6 685 650	103 676	203 047
3410	Publications à caractère général					5 000	5 000				
3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications					206 000					
	Total article 341					211 000	5 000				
3430	Diffusion de bases de données					49 294					
3431	CELEX										
3432	Production de bases de données										
	Total article 343					49 294					
	Total chapitre 34					260 294	5 000				
	Total titre 3					260 294	5 000				
	Total général	4 347 613	517 218	2 640 153	312 303	4 811 878	791 809	2 960 936	8 105 631	487 253	959 148

Tableau 18 (suite) — Comptabilité analytique — Dépenses de l'Office en 1996

(en écu)

Poste	Intitulé	OP/7				OP/8					
		Production	Staff	Produits dérivés	CELEX	Staff	Réseau	Gestion de projets	Contrôle et sécurité	Centre de calcul	Support utilisateurs
1100	Traitements de base	430 067	340 730	421 757	282 556	143 356	93 493	521 483	93 493	270 091	317 871
1101	Allocations familiales	46 695	36 995	45 793	30 679	15 565	10 151	56 621	10 151	29 325	34 514
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	57 633	45 661	56 519	37 865	19 211	12 529	69 883	12 529	36 194	42 599
1103	Indemnités de secrétariat	4 847	1 825	1 197	1 825	1 197		1 825		6 044	10 359
	Total article 110	539 242	425 210	525 266	352 925	179 329	116 173	649 811	116 173	341 655	405 341
1110	Agents auxiliaires			16 693						7 007	
	Total article 111			16 693						7 007	
1120	Perfectionnement professionnel	2 509	6 005	7 650	4 456		644	10 063	7 294	2 701	3 266
	Total article 112	2 509	6 005	7 650	4 456		644	10 063	7 294	2 701	3 266
1130	Risques de maladie	14 759	11 693	14 474	9 697	4 920	3 209	17 897	3 209	9 269	10 909
1131	Risques d'accidents	3 343	2 648	3 278	2 196	1 114	727	4 053	727	2 099	2 477
1132	Risques de chômage, agents temporaires										
	Total article 113	18 102	14 342	17 752	11 893	6 034	3 935	21 950	3 935	11 368	13 386
1140	Allocations de naissance/décès	4	3	4	3	1	1	5	1	3	4
1141	Congés annuels	8 103	6 420	7 946	5 324	2 701	1 762	9 825	1 762	5 089	5 989
1144	Indemnités forfaitaires de déplacement										
1147	Indemnités pour service continu									26 506	
	Total article 114	8 107	6 423	7 951	5 326	2 702	1 762	9 830	1 762	31 598	5 993
1150	Heures supplémentaires										
	Total article 115										
1174	Correcteurs <i>free-lance</i>	409 545									
1175	Prestations extérieures										
	Total article 117	409 545									
1181	Frais de voyage	828	656	812	544	276	180	1 004	180	520	612
1182	Indemnités d'installation	3 312	2 624	3 248	2 176	1 104	720	4 016	720	2 080	2 441
1183	Frais de déménagement	2 898	2 296	2 842	1 904	966	630	3 514	630	1 820	2 141
1184	Indemnités journalières temporaires	9 046	7 167	8 871	5 943	3 015	1 967	10 969	1 967	5 681	6 681
	Total article 118	16 084	12 743	15 773	10 567	5 361	3 497	19 503	3 497	10 101	11 881
1190	Coefficients correcteurs	2 871	2 274	2 851	1 886	957	624	3 481	624	1 803	2 122
	Total article 119	2 871	2 274	2 851	1 886	957	624	3 481	624	1 803	2 122
	Total chapitre 11	996 460	466 997	593 900	387 053	194 384	126 635	714 638	133 285	406 233	441 993
1300	Frais de mission, de déplacement	434	20 646	3 720	4 774	1 643	341	13 392	3 596	3 348	551
	Total chapitre 13	434	20 646	3 720	4 774	1 643	341	13 392	3 596	3 348	551
1400	Fonctionnement cantine	192	95	115	76	38	25	141	26	79	81
1401	Renouvellement cantine	481	236	288	189	95	61	351	66	198	214
1402	Frais de transformation exceptionnels										
	Total chapitre 14	673	331	404	265	132	86	492	92	277	295
1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux détachés										
	Total chapitre 15										
1610	Relations sociales entre le personnel	744	366	446	292	146	95	543	102	306	331
1620	Autres interventions sociales	77	38	46	30	15	10	56	11	32	34
1630	Centre de la petite enfance	10 582	5 200	6 344	4 159	2 081	1 348	7 728	1 453	4 348	4 691
	Total chapitre 16	11 403	5 604	6 836	4 482	2 242	1 452	8 328	1 566	4 685	5 066
1701	Frais de réception et de représentation		2 268								
	Total chapitre 17		2 268								
	Total titre 1	1 008 970	495 846	604 860	396 574	198 402	128 515	736 849	138 539	414 543	447 911
2000	Loyers	130 827	64 293	78 428	51 421	25 726	16 664	95 543	17 963	53 751	58 071
2010	Assurances	183	90	110	72	36	23	133	25	75	81
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	17 765	8 731	10 650	6 983	3 493	2 263	12 974	2 439	7 299	7 881
2030	Nettoyage et entretien	20 363	10 007	12 207	8 004	4 004	2 594	14 871	2 796	8 366	9 041
2040	Aménagement des locaux	8 979	4 413	5 383	3 529	1 766	1 144	6 557	1 233	3 689	3 981
2050	Sécurité et surveillance des immeubles	25 590	12 576	15 341	10 058	5 032	3 259	18 688	3 514	10 514	11 366
2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	4 650	2 285	2 787	1 828	914	592	3 396	638	1 910	2 066
	Total chapitre 20	208 356	102 394	124 906	81 894	40 971	26 539	152 162	28 609	85 605	92 491



Poste	Intitulé	OP/7				OP/8					
		Production	Staff	Produits dérivés	CELEX	Staff	Réseau	Gestion de projets	Contrôle et sécurité	Centre de calcul	Support utilisateurs
2100	Exploitation au centre informatique									2 229 999	
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique									2 069 999	
2130	Travaux d'exploitation informatique										
2140	Travaux d'analyse et de programmation										
	Total chapitre 21									4 299 999	
2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	20 068	9 862	12 030	7 888	3 946	2 556	14 655	2 755	8 245	8 909
2201	Renouvellement de matériel et installations techniques										
2202	Location de matériel et installations techniques	11 028	5 420	6 611	4 335	2 169	1 405	8 054	1 514	4 531	4 896
2203	Entretien, utilisation et réparation des installations techniques	8 166	4 013	4 896	3 210	1 606	1 040	5 964	1 121	3 355	3 625
2204	Matériel bureautique	96	47	58	38	19	12	70	13	40	43
	Total article 220	39 358	19 342	23 595	15 470	7 739	5 013	28 743	5 404	16 171	17 472
2210	Premier équipement de mobilier	2 181	1 072	1 307	857	429	278	1 592	299	896	968
2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	64	31	38	25	13	8	46	9	26	28
	Total article 221	2 244	1 103	1 345	882	441	286	1 639	308	922	996
2230	Achat de matériel de transport										
2231	Renouvellement du matériel de transport										
2232	Location de matériel de transport										
2233	Entretien, exploitation et réparation du matériel de transport										
	Total article 223										
2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres										
2251	Matériel de bibliothèque, documentation										
2252	Abonnements aux journaux et aux périodiques										
2253	Abonnements aux agences de presse										
2254	Frais de reliure et de conservation										
	Total article 225										
	Total chapitre 22	41 603	20 445	24 940	16 352	8 181	5 299	30 382	5 712	17 093	18 469
2300	Papeterie et fournitures de bureau	4 268	2 552	3 839	2 552	1 287	858	4 697	858	2 981	3 839
	Total article 230	4 268	2 552	3 839	2 552	1 287	858	4 697	858	2 981	3 839
2351	Tenues de service, vêtements de travail										
2352	Frais divers de réunions internes										
2353	Travaux de manutention et de déménagement										
2359	Autres dépenses de fonctionnement										
	Total article 235										
	Total chapitre 23	4 268	2 552	3 839	2 552	1 287	858	4 697	858	2 981	3 839
2400	Affranchissement de la correspondance										
2410	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	8 280	6 560	8 120	5 440	2 760	1 800	10 040	1 800	5 200	6 120
	Total chapitre 24	8 280	6 560	8 120	5 440	2 760	1 800	10 040	1 800	5 200	6 120
2500	Réunions et convocations en général										
	Total chapitre 25										
	Total titre 2	262 506	131 951	161 805	106 238	53 198	34 496	197 281	36 979	4 410 877	120 923
3410	Publications à caractère général										
3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications										
	Total article 341										
3430	Diffusion de bases de données										
3431	CELEX				1 328 847						
3432	Production de bases de données	99 448									
	Total article 343	99 448			1 328 847						
	Total chapitre 34	99 448			1 328 847						
	Total titre 3	99 448			1 328 847						
	Total général	1 370 924	627 797	766 664	1 831 659	251 600	163 010	934 131	175 518	4 825 420	568 834

**Tableau 18 (suite) — Comptabilité analytique — Dépenses de l'Office en 1996**  
(en écus)

Poste	Intitulé	OP/9			Exécution ( <sup>1</sup> )
		Budget et administration	Personnel et comptabilité	Staff	
1100	Traitements de base	353 195	224 383	45 708	20 776 197
1101	Allocations familiales	38 349	24 363	4 963	2 255 801
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	47 331	30 069	6 125	2 784 191
1103	Indemnités de secrétariat	9 694	5 398		190 079
	Total article 110	448 569	284 213	56 796	26 006 267
1110	Agents auxiliaires	21 781	2 990		446 326
	Total article 111	21 781	2 990		446 326
1120	Perfectionnement professionnel	2 166			137 097
	Total article 112	2 166			137 097
1130	Risques de maladie	12 121	7 701	1 569	713 018
1131	Risques d'accidents	2 745	1 744	355	161 480
1132	Risques de chômage, agents temporaires				14 447
	Total article 113	14 866	9 445	1 924	888 944
1140	Allocations de naissance/décès	3	2	0	206
1141	Congés annuels	6 655	4 228	861	391 446
1144	Indemnités forfaitaires de déplacement				
1147	Indemnités pour service continu				26 506
	Total article 114	6 658	4 230	862	418 159
1150	Heures supplémentaires				53 738
	Total article 115				53 738
1174	Correcteurs <i>free-lance</i>				1 710 000
1175	Prestations extérieures		6 580		100 000
	Total article 117		6 580		1 810 000
1181	Frais de voyage	680	432	88	40 000
1182	Indemnités d'installation	2 720	1 728	352	160 000
1183	Frais de déménagement	2 380	1 512	308	140 000
1184	Indemnités journalières temporaires	7 429	4 720	961	437 000
	Total article 118	13 209	8 392	1 709	777 000
1190	Coefficients correcteurs	2 358	1 498	305	138 681
	Total article 119	2 358	1 498	305	138 681
	Total chapitre 11	509 607	317 347	61 596	30 676 211
1300	Frais de mission, de déplacement	1 488	5 704	434	310 000
	Total chapitre 13	1 488	5 704	434	310 000
1400	Fonctionnement cantine	106	63	12	6 000
1401	Renouvellement cantine	265	157	30	15 000
1402	Frais de transformation exceptionnels				
	Total chapitre 14	371	220	42	21 000
1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux détachés	37 995	2 002		97 200
	Total chapitre 15	37 995	2 002		97 200
1610	Relations sociales entre le personnel	410	243	46	23 200
1620	Autres interventions sociales	42	25	5	2 400
1630	Centre de la petite enfance	5 829	3 450	658	330 000
	Total chapitre 16	6 281	3 718	710	355 600
1701	Frais de réception et de représentation				4 200
	Total chapitre 17				4 200
	Total titre 1	555 742	328 991	62 781	31 464 211
2000	Loyers	72 060	42 658	8 140	4 079 773
2010	Assurances	101	60	11	5 700
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	9 785	5 793	1 105	554 000
2030	Nettoyage et entretien	11 216	6 640	1 267	635 000
2040	Aménagement des locaux	4 946	2 928	559	279 999
2050	Sécurité et surveillance des immeubles	14 095	8 344	1 592	798 000
2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	2 561	1 516	289	145 000
	Total chapitre 20	114 763	67 938	12 965	6 497 473

(en écus)

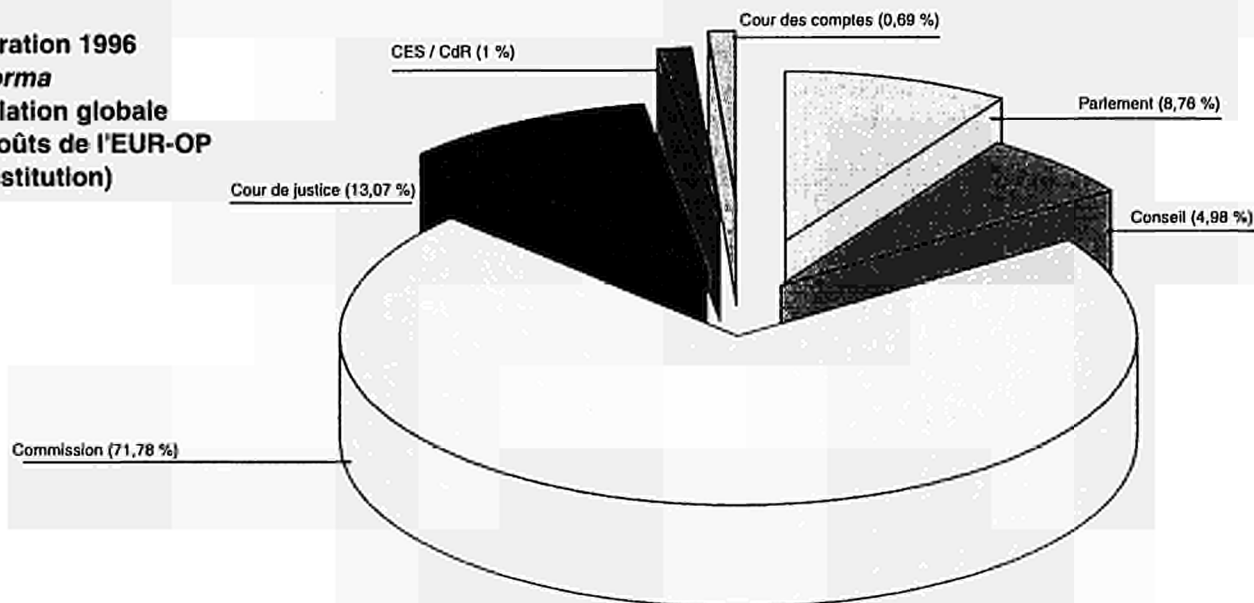
Poste	Intitulé	OP/9			Exécution ( <sup>1</sup> )
		Budget et administration	Personnel et comptabilité	Staff	
2100	Exploitation au centre informatique				2 229 999
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique				2 069 999
2130	Travaux d'exploitation informatique				
2140	Travaux d'analyse et de programmation				
	<b>Total chapitre 21</b>				<b>4 299 999</b>
2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	11 053	6 543	1 249	625 800
2201	Renouvellement de matériel et installations techniques				
2202	Location de matériel et installations techniques	6 074	3 596	686	343 907
2203	Entretien, utilisation et réparation des installations techniques	4 498	2 663	508	254 665
2204	Matériel bureautique	53	31	6	3 000
	<b>Total article 220</b>	<b>21 679</b>	<b>12 833</b>	<b>2 449</b>	<b>1 227 372</b>
2210	Premier équipement de mobilier	1 201	711	136	68 000
2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	35	21	4	1 983
	<b>Total article 221</b>	<b>1 236</b>	<b>732</b>	<b>140</b>	<b>69 983</b>
2230	Achat de matériel de transport				17 384
2231	Renouvellement du matériel de transport				
2232	Location de matériel de transport				36 328
2233	Entretien, exploitation et réparation du matériel de transport				27 023
	<b>Total article 223</b>				<b>80 735</b>
2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres				9 200
2251	Matériel de bibliothèque, documentation				1 431
2252	Abonnements aux journaux et aux périodiques				4 500
2253	Abonnements aux agences de presse				1 233
2254	Frais de reliure et de conservation				9 375
	<b>Total article 225</b>				<b>25 739</b>
	<b>Total chapitre 22</b>	<b>22 915</b>	<b>13 565</b>	<b>2 589</b>	<b>1 403 829</b>
2300	Papeterie et fournitures de bureau	3 839	2 552	429	900 000
	<b>Total article 230</b>	<b>3 839</b>	<b>2 552</b>	<b>429</b>	<b>900 000</b>
2351	Tenues de service, vêtements de travail				18 000
2352	Frais divers de réunions internes				3 300
2353	Travaux de manutention et de déménagement				22 492
2359	Autres dépenses de fonctionnement				300
	<b>Total article 235</b>				<b>44 092</b>
	<b>Total chapitre 23</b>	<b>3 839</b>	<b>2 552</b>	<b>429</b>	<b>944 092</b>
2400	Affranchissement de la correspondance				6 300 000
2410	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	6 800	4 320	880	399 995
	<b>Total chapitre 24</b>	<b>6 800</b>	<b>4 320</b>	<b>880</b>	<b>6 699 995</b>
2500	Réunions et convocations en général				41 266
	<b>Total chapitre 25</b>				<b>41 266</b>
	<b>Total titre 2</b>	<b>148 317</b>	<b>88 375</b>	<b>16 862</b>	<b>19 886 654</b>
3410	Publications à caractère général				10 000
3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications				206 000
	<b>Total article 341</b>				<b>216 000</b>
3430	Diffusion de bases de données				49 294
3431	CELEX				1 328 847
3432	Production de bases de données				99 448
	<b>Total article 343</b>				<b>1 477 589</b>
	<b>Total chapitre 34</b>				<b>1 693 589</b>
	<b>Total titre 3</b>				<b>1 693 589</b>
	<b>Total général</b>	<b>704 059</b>	<b>417 367</b>	<b>79 643</b>	<b>53 044 454</b>

(<sup>1</sup>) Ces chiffres peuvent varier légèrement par rapport aux chiffres du tableau 17 à cause du mécanisme des arrondis.

Tableau 19 — Facturation 1996 *pro forma* (ventilation globale des coûts de l'Office par institution)

Institution	OP/2 — Journal officiel		OP/3 — Publications			OP/6 — Imprimerie			OP/7 — Outils			Exécution (coût, en écus)	%
	Pages produites		Pages produites			Heures	Matières (coût, en écus)	Coût (en écus)	Production (coût, en écus)	CELEX (coût, en écus)	Produits dérivés (coût, en écus)		
	Nombre	Coût (en écus)	Corrigées	Non corrigées	Coût (en écus)								
Parlement européen	85 214	1 343 832	1 233	38 134	1 199 383	0	0	0	311 675	1 793 729	0	4 648 619	8,76
Conseil	70 821	1 116 853	8 584	7 095	477 687	2 179	8 514	306 764	353 963	385 727	0	2 640 994	4,98
Commission	971 142	15 314 996	143 250	258 381	12 236 374	36 782	611 236	5 817 748	1 590 743	859 905	2 255 983	38 075 748	71,78
Cour de justice	6 325	99 746	135 852	53 070	5 755 831	3 036	73 238	511 368	312 197	256 062	0	6 935 204	13,07
Cour des comptes	5 550	87 524	5 164	347	167 902	548	9 486	87 195	18 794	3 369	0	364 785	0,69
CES/CdR	8 960	141 300	2 726	851	108 979	10	13	1 372	22 971	104 480	0	379 103	0,71
<b>Total</b>	<b>1 148 012</b>	<b>18 104 252</b>	<b>296 809</b>	<b>357 878</b>	<b>19 946 156</b>	<b>42 555</b>	<b>702 487</b>	<b>6 724 447</b>	<b>2 610 343</b>	<b>3 403 273</b>	<b>2 255 983</b>	<b>53 044 454</b>	<b>100,00</b>

Facturation 1996 *pro forma* (ventilation globale des coûts de l'EUR-OP par institution)



---

## 4.2. Comptabilité commerciale

### 4.2.1. Résultats d'exploitation

#### 4.2.1.1. Bilan au 31 décembre 1996 (tableau 20)

##### a) Actif

Au 31 décembre 1996, les montants disponibles sur les comptes bancaires s'élevaient à 5 714 834,44 écus (en 1995: 13 293 303,61 écus), dont 2,6 millions d'écus sur des placements à terme (en 1995: 7 653 489,62 écus), 1 459 829,30 écus sur des comptes bancaires libellés en devises (en 1995: 4 288 494,68) et 1 655 005,14 écus sur des comptes libellés en écus (en 1995: 1 351 319,31 écus).

Les créances restant à encaisser s'élèvent à 4 740 660,36 écus (en 1995: 5 209 243,42 écus). Ce chiffre représente 20,71 % du montant de la facturation nette en 1996, contre 25 % en 1995. Durant l'exercice 1996, l'Office a encaissé un montant de 23 793 361,94 écus de recettes nettes (dont 55 185,12 écus d'avances), contre 25 673 297 écus en 1995. Les recettes encaissées représentent 103,94 % du chiffre d'affaires net (contre 124,87 % en 1995).

##### b) Passif

Les préparations comptabilisées en comptes d'attente s'élèvent à 69 825,04 écus (en 1995: 91 477,73 écus). Les acomptes reçus de notre réseau de vente s'élèvent à 191 122,51 écus (en 1995: 560 753,16 écus). Un poste nouveau distingue les avances contractuelles encaissées de nos *gateways* des autres préparations pour un montant de 55 185,12 écus.

Le montant du résultat des ventes à verser aux institutions s'élevait, au terme de l'exercice 1996, à 5 355 568,47 écus (en 1995: 12 607 608,96 écus).

#### 4.2.1.2. Compte de résultat au 31 décembre 1996 (tableau 21)

En 1996, la vente brute facturée est en progression de 12 %: 33 726 088,32 écus (30 094 349,82 écus en 1995), alors que le produit net facturé a augmenté d'un peu plus de 11 %: 22 891 125,87 écus (20 559 426,14 en 1995).

Les frais commerciaux inscrits sous «charges» se chiffrent à 11 328 105,26 écus, ce qui représente 33 % du chiffre d'affaires brut de 1996 (en 1995: 33 %; en 1994: 24 %).

Le montant indiqué sous «clients insolubles» est porté à 151 229,96 écus pour l'exercice 1996 (0,66 % du chiffres d'affaires en 1996), contre 17 213,71 écus en 1995 (0,08 % en 1994). Le poste bilantaire «Créances douteuses» d'un montant de 718 731,03 écus (3,13 % du chiffre d'affaires de 1996) recouvre, pour la première fois dans le cadre de ce rapport, l'intégralité des créances, et non pas seulement celles dont le fait générateur remonte à plus de deux ans. Par ailleurs, le chiffre comporte à la fois les créances sur clientèle particulière et celles sur le réseau de vente.

Tableau 20 — Bilan au 31 décembre 1996

(en écus)

Actif			Passif		
Intitulé	1995	1996	Intitulé	1995	1996
<b>Valeurs réalisables:</b>			<b>Dettes à court terme:</b>		
— clients	3 653 662,45	3 800 587,40	— clients: avances et acomptes	560 753,16	191 122,51
— débiteurs divers	1 401 763,71	221 341,93	— comptes d'attente	91 477,73	69 825,04
— créances douteuses	153 817,26	718 731,03	— débours non identifiés	33 463,76	43 133,30
	5 209 243,42	4 740 660,36	— avances <i>gateways</i>		55 185,12
				685 694,65	359 265,97
<b>Placements à terme:</b>			<b>Recettes restant à encaisser au 31 décembre pour le compte des institutions</b>		
— en écus	7 653 489,62	2 600 000,00		5 209 243,42	4 740 660,36
<b>Comptes à vue:</b>			<b>Résultats des ventes à verser aux institutions</b>		
— en écus	1 351 319,31	1 655 005,14		12 607 608,96	5 355 568,47
— en devises	4 288 494,68	1 459 829,30			
	13 293 303,61	5 714 834,44			
<b>Total</b>	<b>18 502 547,03</b>	<b>10 455 494,80</b>	<b>Total</b>	<b>18 502 547,03</b>	<b>10 455 494,80</b>

Tableau 21 — Compte de résultat au 31 décembre 1996

(en écus)

Charges			Produits		
Intitulé	1995	1996	Intitulé	1995	1996
Remises facturées	9 684 852,66	11 106 193,35	Ventes brutes facturées	30 094 349,82	33 726 088,32
Clients insolubles	17 213,71	151 229,96	Recettes diverses	6 664,68	8 453,00
Pertes de change	88 437,70	50 820,18	Bénéfices de change	265 371,22	113 781,34
Réajustement des comptes bancaires	158 282,42		Réajustement des comptes bancaires	0,00	133 660,62
Frais bancaires	28 982,03	19 861,77	Intérêts actifs	504 090,40	399 669,96
			Intérêts facturés	61 534,12	45 623,31
			Frais et avances facturés	88 394,86	225 607,59
Recettes restant à encaisser au 31 décembre pour le compte des institutions	5 209 243,42	4 740 660,36			
Avances <i>gateways</i>		55 185,12	Recettes restant à encaisser au 1 <sup>er</sup> janvier pour le compte des institutions	9 839 903,84	5 209 243,42
Résultat des ventes à reverser aux institutions	25 673 297,00	23 738 176,82			
<b>Total</b>	<b>40 860 308,94</b>	<b>39 862 127,56</b>	<b>Total</b>	<b>40 860 308,94</b>	<b>39 862 127,56</b>

Tableau 22 — Subdivision des recettes de vente du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996

(en écus)

Ordonnateur	Recettes encaissées au 31 décembre 1996					Prélèvements au titre du poste budgétaire 2400			Prélèvements au titre de la diffusion gratuite du JO	Total des prélèvements	Montant disponible pour 1996				
	Journal officiel	Autres périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total	Journal officiel	Autres périodiques	Total			Journal officiel	Autres périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total
Parlement européen	1 851 207,12	123 376,32		4 147,25	1 978 730,69	635 516,73	1 062,00	636 578,73	193 226,98	829 805,71	1 022 463,41	122 314,32		4 147,25	1 148 924,98
Conseil	1 413 314,43			12 124,49	1 425 438,92	447 526,80		447 526,80	8 059,09	455 586,09	957 728,34			12 124,49	969 852,83
Cour de justice	132 527,07	270 612,09		55 009,46	458 148,62	43 350,84	76 110,00	119 460,84		119 460,84	89 176,23	194 502,09		55 009,46	338 687,78
Cour des comptes	158 316,83			- 21,46	158 295,37	47 630,70		47 630,70		47 630,70	110 686,13			- 21,46	110 664,67
CES	215 949,21	69 682,50		1 045,22	286 676,93	53 163,72	23 187,00	76 350,72	85 026,95	161 377,67	77 758,54	46 495,50		1 045,22	125 299,26
Cedefop		34 114,46		25 941,01	60 055,47		5 841,00	5 841,00		5 841,00		28 273,46		25 941,01	54 214,47
Fondation européenne de Dublin				21 883,72	21 883,72									21 883,72	21 883,72
OHMI		245 327,42		10 394,92	255 722,34		17 995,00	17 995,00		17 995,00		227 332,42		10 394,92	237 727,34
OCVV		8 406,70		279,73	8 686,43		1 770,00	1 770,00		1 770,00		6 636,70		279,73	6 916,43
Institut universitaire européen de Florence				573,25	573,25									573,25	573,25
Agence européenne pour l'environnement				14 768,62	14 768,62									14 768,62	14 768,62
OPOCE		122,69	972 477,46	252 465,87	1 225 066,02							122,69	972 477,46	252 465,87	1 225 066,02
Commission	12 160 994,86	2 060 119,05	2 296 231,43	1 326 785,10	17 844 130,44	4 082 811,21	464 035,00	4 546 846,21	50 114,75	4 596 960,96	8 028 068,90	1 596 084,05	2 296 231,43	1 326 785,10	13 247 169,48
<b>Total</b>	<b>15 932 309,52</b>	<b>2 811 761,23</b>	<b>3 268 708,89</b>	<b>1 725 397,18</b>	<b>23 738 176,82</b>	<b>5 310 000,00</b>	<b>590 000,00</b>	<b>5 900 000,00</b>	<b>336 427,97</b>	<b>6 236 427,97</b>	<b>10 285 881,55</b>	<b>2 221 761,23</b>	<b>3 268 708,89</b>	<b>1 725 397,18</b>	<b>17 501 748,85</b>

(en %)

Ordonnateur	Recettes encaissées au 31 décembre 1996					Prélèvements au titre du poste budgétaire 2400			Prélèvements au titre de la diffusion gratuite du JO	Total des prélèvements	Montant disponible pour 1996				
	Journal officiel	Autres périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total	Journal officiel	Autres périodiques	Total			Journal officiel	Autres périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total
Parlement européen	11,62	4,39		0,24	8,34	11,97	0,18	10,79	57,43	13,31	9,94	5,51		0,24	6,56
Conseil	8,87			0,70	6,00	8,43		7,59	2,40	7,31	9,31			0,70	5,54
Cour de justice	0,83	9,62		3,19	1,93	0,82	12,90	2,02		1,92	0,87	8,75		3,19	1,94
Cour des comptes	0,99			0,00	0,67	0,90		0,81		0,76	1,08			0,00	0,63
CES	1,36	2,48		0,06	1,21	1,00	3,93	1,29	25,27	2,59	0,76	2,09		0,06	0,72
Cedefop		1,21		1,50	0,25		0,99	0,10		0,09		1,27		1,50	0,31
Fondation européenne de Dublin				1,27	0,09									1,27	0,13
OHMI		8,73		0,60	1,08		3,05	0,31		0,29		10,23		0,60	1,36
OCVV		0,30		0,02	0,04		0,30	0,03		0,03		0,30		0,02	0,04
Institut universitaire européen de Florence				0,03	0,00									0,03	0,00
Agence européenne pour l'environnement				0,86	0,06									0,86	0,08
OPOCE		0,00	29,75	14,63	5,16							0,01	29,75	14,63	7,00
Commission	73,33	73,27	70,25	76,90	75,17	76,89	78,65	77,07	14,90	73,71	78,05	71,84	70,25	76,90	75,69
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

**4.2.2. Répartition  
des recettes de vente  
(tableau 22)**

Les recettes de vente nettes distribuables aux institutions s'élèvent, pour 1996, à 23 738 176,82 écus. Ce montant se décompose de la façon suivante:

*(en écus)*

Montant net des factures établies en 1996	22 891 125,87
Montant net des factures à encaisser:	
— au 1 <sup>er</sup> janvier 1996	5 209 243,42
— au 31 décembre 1996	4 740 660,36
Total des recettes de vente encaissées au 31 décembre 1996	23 359 708,93
Clients insolvable en 1996	151 229,96
Charges	70 681,95
Produits	655 564,92
Avances <i>gateways</i> encaissées	55 185,12
Total des recettes de vente nettes perçues en 1996	23 738 176,82

**4.2.3. Répartition par genre  
de publication**

**Montant net des factures établies en 1994, en 1995 et en 1996**

	1994		1995		1996	
	Écus	%	Écus	%	Écus	%
Isolés	2 555 635,37	12,89	1 139 001,39	5,54	1 487 370,97	6,50
Journal officiel L, C et S	11 278 074,90	56,87	12 542 863,12	61,01	15 074 119,65	65,85
Autres périodiques	2 204 319,57	11,12	2 185 732,57	10,63	2 884 737,06	12,60
Produits électroniques	3 749 852,90	18,91	4 630 144,32	22,52	3 399 274,88	14,85
Divers	41 898,57	0,21	61 684,74	0,30	45 623,31	0,20
<b>Total</b>	<b>19 829 781,31</b>	<b>100,00</b>	<b>20 559 426,14</b>	<b>100,00</b>	<b>22 891 125,87</b>	<b>100,00</b>

**Montant net des recettes de vente perçues en 1994, en 1995 et en 1996**

	1994		1995		1996	
	Écus	%	Écus	%	Écus	%
Isolés	2 646 296,68	14,55	1 555 472,23	6,06	1 725 397,18	7,27
Journal officiel L, C et S	10 393 689,78	57,14	16 568 669,39	64,54	15 903 476,94	67,00
Autres périodiques	2 331 454,68	12,82	2 668 793,63	10,40	2 811 761,23	11,84
Produits électroniques	2 770 524,79	15,23	4 880 361,75	19,01	3 268 708,89	13,77
Divers	47 582,37	0,26	0,00	0,00	28 832,58	0,12
<b>Total</b>	<b>18 189 548,30</b>	<b>100,00</b>	<b>25 673 297,00</b>	<b>100,00</b>	<b>23 738 176,82</b>	<b>100,00</b>



---

## **5. Rapport sur l'activité des services techniques**

**5.1. Services généraux**

**5.2. Ateliers**

**5.3. Stock et diffusion**

**5.4. Informatique**



---

## 5.1. Services généraux

### 5.1.1. Bâtiments

Les travaux visant à aménager la nouvelle cantine au rez-de-chaussée de l'immeuble Mercier ont pu être menés à bien, et l'ouverture de cette dernière a eu lieu en septembre 1996. Les transformations entreprises au huitième étage permettront d'aménager dix-sept bureaux supplémentaires sur la surface libérée par l'ancienne cantine.

En matière de politique immobilière, les négociations ont été entamées avec le propriétaire en vue du renouvellement du contrat de bail ainsi que de la rénovation de l'ancienne partie de l'immeuble Mercier, datant de 1973.

Au niveau de la surveillance des immeubles, des équipements nouveaux ont été installés dans les différents immeubles occupés par l'Office, afin d'améliorer encore la sécurité des personnes et des biens. À l'instar des années précédentes, des exercices d'évacuation des immeubles ont été organisés et se sont parfaitement déroulés.

### 5.1.2. Rénovation de la cantine

La réalisation d'une cantine autonome permettant la préparation de l'ensemble des plats chauds sur place, dans des locaux plus spacieux et avec un équipement approprié, a remporté un franc succès auprès du personnel tant de l'Office que d'autres services installés à proximité (Cour des comptes, Commission). Preuve de ce succès, le nombre de plats servis a doublé, pour atteindre en moyenne 350 couverts par jour.

### 5.1.3. Standard téléphonique

Le flux des communications téléphoniques sortant de l'OPOCE s'est élevé à 378 963 appels, ceux vers la Commission non inclus.

### 5.1.4. Bureau du courrier/ huissiers/chauffeurs

Le nombre de lettres expédiées et enregistrées par numérotage a régressé de 8 % (de 16 300 à 14 917 pour les originaux et de 48 900 à 44 751 pour les copies). L'impact du courrier électronique pourrait expliquer cette variation, mais, par contre, le nombre de lettres entrées et enregistrées par horodateur a augmenté de près de 9 % (de 93 500 à 101 864).

Le nombre d'enveloppes affranchies et remises à la poste a diminué de 31 % (de 45 000 à 31 000).

### 5.1.5. Inventaire physique des biens

Un nouveau système d'inventaire a exigé un contrôle physique de l'ensemble des biens en cours d'exercice. Par la suite, l'Office sera le centre de gestion de son propre inventaire.

## 5.2. Ateliers

Au cours de l'année 1996, les premières commandes ont été signées dans le cadre du plan quinquennal d'investissement des ateliers. La livraison de certains nouveaux équipements lourds n'interviendra qu'au premier semestre de 1997.

La production, dans la configuration actuelle des ateliers, a enregistré une hausse de plus de 22 % par rapport à 1995 et de 50 % par rapport à 1994.

De même, la reproduction par photocopie (LOD) est en hausse significative, avec une augmentation de 21,7 % par rapport à 1995 et de 95,9 % par rapport à 1994. La Commission demeure, et de très loin, le principal utilisateur des services des ateliers (81 % des heures de travail).

La hausse de la production s'explique par l'optimisation de l'utilisation des équipements, par la mise en œuvre de procédures administratives permettant des interventions quasi immédiates en cas de panne et par l'affectation systématique du personnel sur les équipements les plus productifs.

**Tableau 23 — Productivité des ateliers pour l'année 1996**

Section	1995	1996	Variation (en %)
Photocomposition (pages photocomposées à l'heure)	7,03	7,92	12,66
Montage (pages imposées à l'heure)	16,63	18,01	8,30
Photographie (films + contacts à l'heure)	3,32	4,09	23,19
Offset (pages A4 à l'heure)	15 727,00	17 201,00	9,37
Confection (cahiers 16 pages A1 pliés à l'heure)	2 199,00	2 506,00	13,96
LOD (reproduction sur demande) (photocopies à l'heure)	5 284,00	5 473,00	3,58

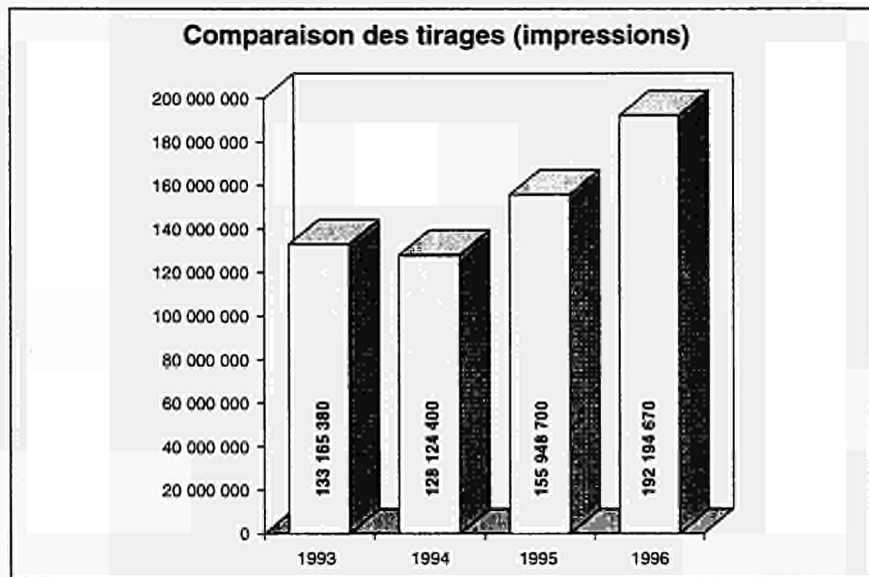
**Tableau 24 — Répartition des heures de travail dans les ateliers par institution pour 1996**

Institution	Planning/ compta- bilité	Photo- compo- sition	Montage	Photo	Offset	Confection	LOD	Contrôle de qualité	Total	%
Conseil	285	741	170	89	434	262	11	187	2 179	5,1
Commission	4 127	2 120	1 560	771	8 991	11 212	3 318	2 350	34 449	81
Cour de justice	412	89	152	61	637	539	851	295	3 036	7,2
Cour des comptes	83	1	24	68	279	41	13	39	548	1,3
Comité économique et social	1	0	6	0	0	0	2	1	10	0
Centre de traduction	2	2	3	0	0	0	8	1	16	0
Institut universitaire européen de Florence	313	164	160	110	803	510	0	202	2 262	5,3
Agence européenne pour l'environnement	3	5	5	3	31	6	0	2	55	0,1
<b>Total</b>	<b>5 226</b>	<b>3 122</b>	<b>2 080</b>	<b>1 102</b>	<b>11 175</b>	<b>12 570</b>	<b>4 203</b>	<b>3 077</b>	<b>42 555</b>	<b>100</b>

Tableau 25 — Comparaison des tirages (impressions) (1)

Année	Format			Total ramené au format A4
	A1	A2	A3	
1993	14 414 700	1 066 170	6 791 550	133 165 380
1994	13 633 800	1 675 100	6 176 800	128 124 400
1995	15 812 300	2 509 050	9 707 050	155 948 700
1996	18 537 050	4 044 510	13 860 115	192 194 670

(1) Y compris un coefficient pour tirages couleur et recto verso.



### 5.3. Stock et diffusion

#### 5.3.1. Relations entre services

En 1996, plusieurs séances de présentation du fonctionnement de la diffusion et des moyens mis à la disposition des services par l'Office ont été organisées. Ces séances, où l'occasion est donnée de rencontrer les fonctionnaires en charge des dossiers, peuvent s'accompagner d'une visite du centre de diffusion et de ses installations techniques, afin de mieux faire comprendre les processus de distribution des publications et ses implications. Enfin, une brochure complète cette présentation, et celle-ci a d'ailleurs fait l'objet d'une diffusion plus large auprès des interlocuteurs habituels de l'Office.

#### 5.3.2. Contrats

En cours d'année ont été élaborées les spécifications en vue du renouvellement, par appel d'offres, du contrat de stockage auprès d'un prestataire externe. Compte tenu des volumes concernés (6 000 à 8 000 palettes) et des flux importants d'articles, le mécanisme à mettre en œuvre doit être particulièrement souple pour s'adapter aux exigences de l'Office.

D'autre part, l'Office a procédé au lancement d'un appel d'offres pour le renouvellement du contrat de fourniture de film d'emballage, dont la consommation annuelle s'élève à environ 80 tonnes.

---

### 5.3.3. Équipements

Une troisième ligne de conditionnement rapide, en configuration minimale, a été installée au centre de distribution de Gasperich. Destinée, à titre principal, à assurer le *back-up* des deux premières lignes, elle est entièrement compatible avec les différents modules de celles-ci et, même en version de base, elle est couramment utilisée pour le conditionnement de produits simples.

La perspective de diffuser, en 1997, le JO S sous forme de CD-ROM a nécessité la recherche de matériel de conditionnement adapté à ce produit. Un nouveau type de margeur et un module d'encollage ont été retenus pour cette application.

Par ailleurs, le matériel de manutention a été partiellement rénové par l'acquisition de cinq transpalettes (trois électriques et deux manuels).

### 5.3.4. Gestion des fichiers

Le travail effectué par l'Office dans le domaine de la gestion des fichiers connaît une amplification constante. Le capital d'adresses gérées par l'Office pour le compte des institutions est en effet passé de 393 500 en 1994 à 601 000 en 1995, pour atteindre 769 000 en 1996.

En 1996, l'Office a notamment repris la gestion des fichiers d'adresses des DG XI, XII, XVI et XXII de la Commission ainsi que d'une partie des *mailings* du Bulletin du PE (versions allemande et italienne).

L'Office procède également à des enquêtes d'intérêt auprès d'une clientèle effective ou potentielle. À ce titre, dix enquêtes ponctuelles pour le compte du secrétariat général ainsi que des DG II, V, VIII, XI, XIII, XVI et XXII de la Commission ont été réalisées.

Il s'y est ajouté une nouvelle enquête de grande envergure à la demande de la DG X de la Commission, portant sur 8 millions d'exemplaires. En fin d'exercice, 40 000 réponses ont été dépouillées et ont donné lieu à l'encodage d'autant d'adresses nouvelles.

Enfin, il a été procédé à la recherche de 60 000 adresses au sein de l'Union européenne en vue de la diffusion d'une *Newsletter* sur l'euro, la monnaie unique.

Les outils dont s'est doté l'Office permettent désormais de constituer, à la demande des services auteurs, des *mailing-lists* ciblées selon les thèmes d'intérêts, la profession ou le champ d'activité des abonnés.

Des capacités de gestion ont également été mises en place pour l'établissement des plans de diffusion des publications en collaboration avec les services auteurs ainsi que pour l'intégration dans l'application SAGAP des fichiers d'adresses électroniques fournis à l'Office.

### 5.3.5. Diffusion

L'année 1996 a été marquée par la diffusion de trois guides *Citizens First* à la demande de la task-force «Actions prioritaires d'information» de la Commission. La distribution, concentrée sur les mois de novembre et de décembre 1996, a porté sur 8 millions d'exemplaires, sous forme tant d'envois en masse que d'envois individuels sur la base de fichiers d'adresses, à travers l'Union européenne. Cette vaste opération a demandé la mise en place d'une logistique spécialement adaptée, d'autant plus qu'elle ne pouvait entraîner d'effets négatifs sur la bonne exécution des travaux habituels de diffusion des publications et du Journal officiel, qui restent soumis au respect de délais stricts.

Tableau 26 — Évolution du volume des opérations de gestion des fichiers

	1995	1996	Évolution (en %)
Nombre de fichiers	838	827	- 1,3
Nombre d'adresses	601 628	769 376	27,9
Nombre d'abonnements	1 072 081	1 205 763	12,5

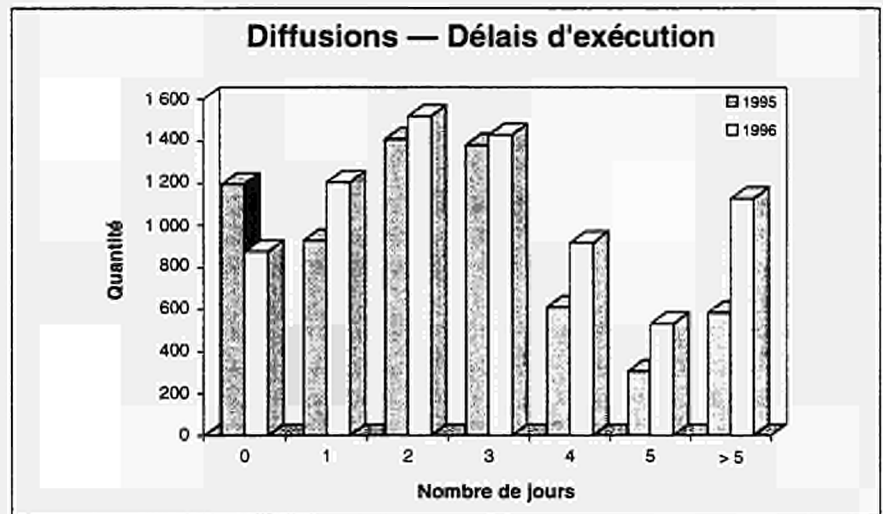
Tableau 27 — Évolution du volume des opérations de diffusion

	1995	1996	Évolution (en %)
<b>Nombre de titres réceptionnés:</b>			
— JO	11 943	12 276	2,79
— autres publications	6 829	8 212	20,25
— documents COM et CES (*)	7 296	8 393	15,04
<b>Total</b>	<b>26 068</b>	<b>28 881</b>	<b>10,79</b>
<b>Nombre de titres diffusés:</b>			
— JO	11 943	12 276	2,79
— autres publications	7 315	9 173	25,40
— documents COM et CES (*)	7 296	8 393	15,04
<b>Total</b>	<b>26 554</b>	<b>29 842</b>	<b>12,38</b>
<b>Nombre d'exemplaires réceptionnés:</b>			
— JO	27 604 036	26 537 535	- 3,86
— autres publications	37 244 750	54 672 736	46,79
— documents COM et CES	1 185 099	1 491 501	25,85
<b>Total</b>	<b>66 033 885</b>	<b>82 701 772</b>	<b>25,24</b>
<b>Nombre d'exemplaires diffusés:</b>			
— JO	22 117 682	21 514 534	- 2,73
— autres publications	23 701 299	37 213 327	57,01
— documents COM et CES	1 077 363	1 355 910	25,85
<b>Total</b>	<b>46 896 344</b>	<b>60 083 771</b>	<b>28,12</b>

(\*) Ces chiffres représentent les titres stricto sensu, sans tenir compte du groupage de plusieurs titres par thème d'intérêt.

## Sommaire des délais d'exécution des diffusions en 1995 et en 1996

Nombre de jours	Nombre de diffusions	
	1995	1996
0	1 194	874
1	928	1 204
2	1 410	1 518
3	1 382	1 430
4	611	917
5	307	533
> 5	585	1 127



Bien que le Journal officiel ait augmenté en nombre de pages, il a affiché une certaine stabilité au cours des trois derniers exercices quant au volume à expédier.

En ce qui concerne les autres publications, alors que l'année 1995 constituait un retour à la normale, des hausses significatives ont été enregistrées en 1996, même en neutralisant l'effet des guides *Citizens First* sur les statistiques.

Les délais de diffusion restent performants: 3 596 diffusions ont été faites dans les 48 heures de leur arrivée en 1996, contre 3 532 en 1995. Le nombre d'articles restant en attente de diffusion pendant plus de trois jours est cependant en augmentation.

Ce constat reflète plusieurs aspects:

- les ressources en personnel et les moyens techniques ont atteint un niveau très difficile à dépasser sans recours à une troisième équipe pour une diffusion 24 heures sur 24;
- certains dossiers doivent attendre des compléments d'information avant diffusion (attente d'instructions, malfaçon d'ouvrages, livraisons échelonnées, etc.).

Certaines améliorations pourraient être apportées par une généralisation de l'établissement de plans de diffusion (voir point 5.3.4, «Gestion des fichiers»), et l'Office encourage les services auteurs à prévoir de tels plans dès la rédaction de la demande d'édition.



### 5.3.6. Exécution des commandes

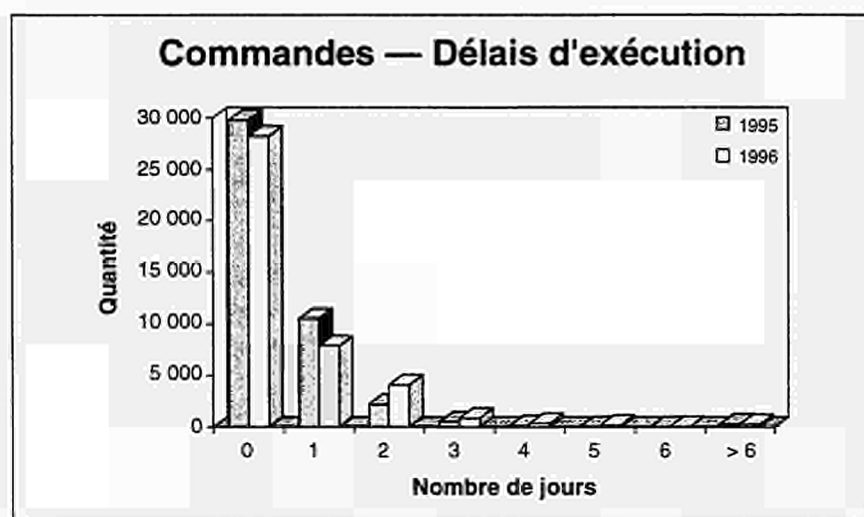
Si le nombre de commandes est assez stable sur les trois derniers exercices, le nombre de lignes de commandes, quant à lui, est en baisse.

Seules les publications autres que le Journal officiel accusent un nombre d'exemplaires en hausse spectaculaire: le chiffre réalisé en 1992 est à présent doublé.

Les délais d'exécution de commandes restent très satisfaisants, avec 95,8 % des commandes traitées dans les 24 heures et 98,7 % dans les 72 heures.

#### Sommaire des délais d'exécution des commandes éditées en 1995 et en 1996

Nombre de jours	Nombre de commandes	
	1995	1996
0	29 747	28 185
1	10 498	7 844
2	2 215	4 071
3	520	855
4	134	359
5	32	172
6	20	62
> 6	292	273



### 5.3.7. Stockage

Le nombre d'exemplaires en stock passe de près de 15 millions en 1995 à plus de 22 millions en 1996, et cela malgré une pratique de déstockage systématique des ouvrages périmés.

Tableau 28 — Évolution du volume des opérations du secteur «Gestion des entrepôts»

	1995	1996	Évolution (en %)
<i>Exécution des commandes</i>			
Nombre de commandes:			
— JO	13 615	12 102	- 11,11
— autres publications	23 588	24 550	4,08
— documents COM et CES	274	296	8,03
<b>Total</b>	<b>37 477</b>	<b>36 948</b>	<b>- 1,41</b>
Nombre de lignes de commandes:			
— JO	209 327	161 680	- 22,76
— autres publications	114 212	114 402	0,17
— documents COM et CES	1 077	798	- 25,91
<b>Total</b>	<b>324 616</b>	<b>276 880</b>	<b>- 14,71</b>
Nombre d'exemplaires expédiés:			
— JO	365 577 <sup>(1)</sup>	321 768	- 11,98
— autres publications	1 694 734	2 960 605	74,69
— documents COM et CES	4 055	1 005	- 75,22
<b>Total</b>	<b>2 064 366</b>	<b>3 283 378</b>	<b>59,05</b>
<i>Stockage</i>			
Nombre de titres en stock:			
— JO	12 864	15 580	21,11
— autres publications	21 308	22 759	6,81
<b>Total</b>	<b>34 172</b>	<b>38 339</b>	<b>12,19</b>
Nombre d'exemplaires en stock <sup>(2)</sup>			
— JO	2 131 508	2 835 305	33,02
— autres publications	12 845 521	19 442 503	51,36
<b>Total</b>	<b>14 977 029</b>	<b>22 277 808</b>	<b>48,75</b>

(<sup>1</sup>) Ces chiffres correspondent au nombre de JO isolés ayant fait l'objet de commandes. Il convient d'y ajouter les JO assemblés sous forme de collections rétroactives et qui sont envoyés aux clients souscrivant un abonnement en cours d'année. Les collections ainsi expédiées en un an représentent environ 350 000 exemplaires, à ajouter aux chiffres du tableau.

(<sup>2</sup>) Ces chiffres représentent une valeur indicatrice du nombre d'exemplaires en stock au 31 décembre. Il convient d'y ajouter certains articles, tels que les collections JO, les collections du Recueil de la jurisprudence, qui comportent chacune un nombre variable d'exemplaires mis en collection au fur et à mesure de leur parution.

### 5.3.8. Microfiches

L'Office prépare des solutions électroniques dans le but, à terme, de remplacer les microfiches comme outil d'archivage. Toutefois, en 1996, seule la production *interne* de microfiches est en baisse, en raison du vieillissement du matériel, dont le renouvellement ne serait pas justifié au vu des tarifs de production qui sont maintenant proposés à l'extérieur.

Les travaux de diffusion sont en hausse de 10 %; quant à l'exécution de commandes, si le chiffre est en recul par rapport à 1995, il reste cependant en légère hausse par rapport à 1994.

Tableau 29 — Évolution du volume des opérations du secteur «Micromation»

	1995	1996	Évolution (en %)
Nombre de microfiches produites en interne et en externe à partir de fiches mères:			
— JO (production interne)	217 152	82 656	- 61,94
— JO (production externe)	2 248 957	3 050 155	35,63
— documents CES	27 985	33 512	19,75
— documents COM	610 020	624 914	2,44
— rapport PE	414 477	509 550	22,94
— débats PE	17 076	59 056	245,84
<b>Total</b>	<b>3 535 667</b>	<b>4 359 843</b>	<b>23,31</b>
Nombre de microfiches visionnées (nouveaux articles livrés)	21 665	22 994	6,13
Nombre de pages microfilmées	1 624 720	1 663 255	2,37
Nombre de microfiches diffusées:			
— JO	1 687 416	1 815 789	7,61
— autres publications	824 679	955 077	15,81
<b>Total</b>	<b>2 512 095</b>	<b>2 770 866</b>	<b>10,30</b>
Nombre de microfiches expédiées sur la base de commandes	1 110 732	844 986	- 23,93

### 5.3.9. Secteur «Vidéo»

Le nombre d'exemplaires de vidéocassettes réceptionnées n'est pas très significatif: si une partie est destinée à répondre à la demande immédiate, l'autre sert à la constitution d'un stock volontairement restreint, s'agissant de produits à durée de vie limitée.

Le nombre d'exemplaires expédiés, par contre, est le reflet de ventes moins importantes en 1996, bien que le catalogue propose plus de 70 titres (en plusieurs versions linguistiques, soit 458 articles différents).

Tableau 30 — Volume des opérations du secteur «Vidéo»

	1995	1996	Évolution (en %)
Nombre d'exemplaires réceptionnés	2 373	1 707	- 28,07
Nombre de commandes exécutées	246	256	4,07
Nombre d'exemplaires expédiés	1 089	930	- 14,60

---

## 5.4. Informatique

En 1996, l'unité «Informatique» a continué ses investissements aux niveaux tant des infrastructures et des équipements informatiques et téléphoniques que des applicatifs informatiques, afin de mieux répondre aux besoins des services utilisateurs, qui se sont sensiblement accrus pendant la période écoulée.

Au 31 décembre 1996, les équipements techniques en exploitation dans les différents sites à Luxembourg et à Bruxelles reprennent:

- trois *mainframes* sous BS2000, dont deux Siemens H-90 et un Siemens C-80F;
- cinq serveurs Lan Manager (devenu Advanced Server), système d'exploitation de notre réseau local;
- six serveurs de courrier électronique supportant le produit Route 400;
- plus d'une vingtaine de serveurs d'application ou données en configuration multiprocesseur;
- presque 180 stations de travail sous *Unix*, utilisées majoritairement au sein des ateliers de production dans les domaines éditoriaux et documentaires;
- 575 PC, dont la plupart en tant que poste bureautique, quasiment tous reliés au réseau local;
- presque une dizaine de stations Macintosh, qui desservent les utilisateurs des outils de conception graphique;
- plus de 400 imprimantes, dont la majorité en configuration laser en mode local ou connectées directement sur le réseau;
- plus de 600 postes téléphoniques, dont au moins 30 % en configuration digitale;
- plus d'une quarantaine de télécopieurs;
- presque une trentaine de photocopieurs.

L'ensemble de ces équipements recouvre une capacité de stockage dépassant largement le téraoctet.

Les différents sites à Luxembourg sont reliés par des lignes privées supportant à la fois les besoins de l'informatique et ceux de la téléphonie. Le RNIS accessible à partir des différents bâtiments est utilisé pour la liaison du central téléphonique de l'Office au réseau téléphonique public et comme solution de *back-up* aux liaisons fixes susmentionnées ainsi que pour faire face à des périodes de pointe.

Des liaisons fixes assurent aussi l'interface avec les réseaux locaux de la Commission, qui permettent aussi l'accès aux réseaux locaux d'autres institutions (le Parlement, le Conseil, la Cour de justice et la Cour des comptes).

Ces infrastructures desservent plus de 600 utilisateurs «internes», auxquels il faut ajouter au moins une centaine au sein des différentes institutions de l'Union européenne qui utilisent les applications de l'Office.

Un certain nombre d'importantes réalisations/actions ont été assurées pendant l'année 1996.

#### 5.4.1. Gestion des projets

Le volume d'adresses gérées sous SAGAP a amené l'Office à établir un prototype de Datawarehouse sous Oracle, pour permettre un traitement statistique des informations sans interrompre les travaux de diffusion.

L'analyse d'une nouvelle version de Planning a mis en évidence l'intérêt d'un changement d'environnement de production vers un système ouvert. En parallèle, les fonctions relatives au suivi financier des travaux réalisés sous le couvert du budget ordonnateur seront transférées vers le nouveau système GDC (gestion des contrats), qui reprendra les fonctionnalités jusque-là du ressort des applications «devis, firmes et contrats». Une première version de GDC a été réalisée sous forme d'un prototype.

Le système Annuaire (IDEA) a été stabilisé dans son nouvel environnement client/serveur avec PowerBuilder.

La révision de la chaîne de production du Bulletin a aussi commencé en 1996. La nouvelle version tiendra compte des derniers outils mis à disposition par les auteurs et les traducteurs et poussera plus loin l'utilisation du standard general mark-up language (SGML).

Le système SEI-BUD (préparation des documents budgétaires) a connu des développements en 1996 pour permettre l'élargissement de ses capacités, et il a été étendu à la Cour de justice, à la Cour des comptes, au Conseil économique et social et au Comité des régions.

Le prototype de catalogue de diffusion, réalisé sous le nom de Catdiff, a permis de confirmer le grand intérêt d'une approche Intranet/Internet pour toute la problématique de la diffusion.

#### 5.4.2. Études et méthodes

En matière de projets d'infrastructure, l'Office a concentré ses efforts sur quatre axes principaux.

##### 5.4.2.1. Qualité

Une étude a démarré en vue de la mise en place d'un vade-mecum «qualité». Ce document deviendra obligatoire pour la réalisation des projets informatiques à l'Office.

##### 5.4.2.2. Sécurité

Un effort particulier a été porté à la préparation d'un vade-mecum «sécurité».

Pour permettre à l'Office de bénéficier du statut de TelecomCenter délocalisé, des mécanismes complémentaires de filtrage et de contrôle ont été mis en place, dont deux *firewalls*.

##### 5.4.2.3. Procédures de travail

Les familles de procédures ont été adaptées pour mieux refléter les problèmes de la question informatique dans un milieu de production.

##### 5.4.2.4. Outils d'administration du système

Sous le nom SMS, une étude a été entamée pour permettre le choix et la mise en place d'outils d'administration et de gestion des ressources systèmes dans le but d'automatiser une partie des activités dans ce domaine.

#### 5.4.3. Centre de calcul

Un fort accroissement des activités d'exploitation s'est fait connaître pendant l'année 1996, notamment dans le domaine des systèmes ouverts, et plus particulièrement pour tout ce qui concerne les systèmes de production éditoriale et documentaire SEI-BUD, ARCEL, DB-REF et CELEX.

Pour mieux répondre à cette progression d'activités, l'Office a continué ses investissements en serveurs multiprocesseurs.

La grande sensibilité de certaines productions a rendu nécessaire la mise en place des dispositifs de *back-up* d'exploitation permettant de garantir des taux de disponibilité très proches de 100 % et des solutions alternatives (en mode dégradé) en cas de défaillance.

#### 5.4.4. Réseau

L'usage des différents services du réseau a fortement augmenté en 1996. Des serveurs du réseau local ont été délocalisés sur les sites de l'Office à Bruxelles ainsi que dans les locaux à la galerie Kons.

Le nombre de messages échangés entre les différents postes de travail ou avec les serveurs ne cesse de progresser à un rythme presque exponentiel, tant dans les activités de type bureautique que dans les domaines de production. En vue d'une meilleure organisation des différents flux, des serveurs Route 400 ont été spécialisés entre bureautique et production. À l'heure actuelle, trois sont exclusivement dédiés à la bureautique, trois autres interviennent en permanence à côté des activités de production.

#### 5.4.5. Contrôle et sécurité

L'importance de l'outil informatique pour l'Office implique un investissement important dans la qualité et la sécurité de l'ensemble des services assurés par l'unité «Informatique».

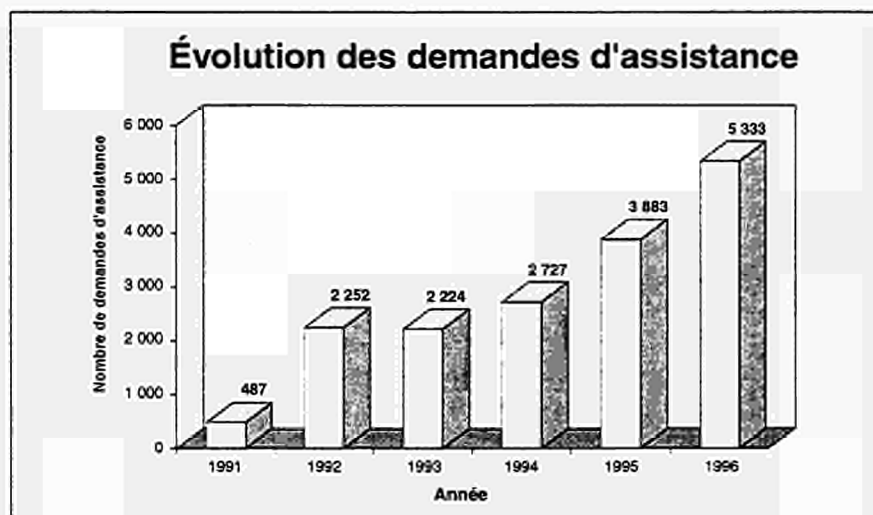
Le contrôle de qualité des applications s'est intensifié et les applications SEI-BUD, SEI-CAT, CELEX, EUDOR ont fait l'objet de contrôles au moment de la réception, l'objectif étant de faire intervenir ces procédures de façon systématique pour l'ensemble des projets informatiques.

L'analyse du niveau de sécurité des systèmes informatiques de l'Office semble confirmer une amélioration constante.

#### 5.4.6. Support utilisateur

L'augmentation du nombre de postes de travail ainsi que des logiciels utilisés, le nombre d'applications accessibles et les limites de la configuration logicielle standard des stations de travail PC ont tous contribué à un recours croissant au help-desk. L'organisation du help-desk a dû être modifiée pour faire face à cette situation.

Ainsi, un nouveau logiciel de gestion de demandes d'assistance est entré en production (ELS).



---

De plus, un système de rappel automatique aux intervenants du help-desk, utilisant le courrier électronique Route 400, a été greffé sur ce logiciel et a permis de diminuer les délais d'intervention des sociétés extérieures en envoyant automatiquement des messages Internet à leur help-desk et de réduire le nombre moyen de demandes en cours de 170 à 50.

Le nombre de demandes d'assistance enregistrées a augmenté annuellement de plus ou moins 40 % depuis 1994.

Le nombre de demandes d'accès enregistrées a atteint 1 030 en 1996 par rapport à 875 en 1995 (17 %).

La mise en place du logiciel ELS a permis d'améliorer fondamentalement la gestion des équipements informatiques. L'Office a ainsi étiqueté 2 364 équipements informatiques et téléphoniques au cours de l'exercice.





---

## **6. Rapport sur la consultation des marchés et la gestion des contrats conclus par l'Office pour son compte et pour le compte des institutions**

### **6.1. Introduction**

### **6.2. Activités par secteur**

### **6.3. Contrats de prestations et de fournitures imputables à l'Office**



## 6.1. Introduction

L'activité technico-administrative est le reflet de l'appel des différentes institutions aux capacités de l'Office.

La forte progression des activités de gestion des contrats et de planning constatée ces dernières années s'est même renforcée au cours de 1996.

Les éléments les plus significatifs (publications autres que le JO) de cette évolution par rapport à 1995 sont les suivants:

- nombre de dossiers ouverts: 2 998, soit + 18 %;
- nombre de devis/d'estimations: 3 920, soit + 19 %;
- nombre de bons de commande: 3 246, soit + 38 %;
- nombre de factures: 3 824, soit + 47 %.

L'année 1996 a permis le lancement des procédures de consultation et la conclusion de deux contrats particulièrement importants pour l'Office des publications dans le domaine des publications électroniques. Il s'agit:

- 1) du contrat en vue de la réalisation du JO S sur CD-ROM;
- 2) du contrat-cadre relatif à la réalisation de publications électroniques multimédias (essentiellement Internet et CD-ROM).

Des développements informatiques ont été entamés en vue de disposer, dans le courant de 1997, d'une nouvelle version de l'application «devis, firmes, contrats».

## 6.2. Activités par secteur

### 6.2.1. Journal officiel et produits annexes

En 1996, l'attribution des commandes des numéros isolés a donné lieu à l'établissement de 698 devis, selon le principe du choix du contractant-cadre ponctuellement le moins-disant.

De plus, 320 bons de commande de produits annexes ont été établis.

Sur le plan de la facturation, 2 849 factures (- 8,6 %) ont été contrôlées. Ce contrôle a donné lieu à la réception de 105 notes de crédit (+ 14 %), pour un montant de 591 854 écus.

Bons de commande		Factures		
		Traitées	Payées	Redressées
Édition papier	p.m.	1 071 (- 1,5 %)	983 (+ 3,3 %)	46 (+ 142 %)
Produits divers	320 (+ 15,1 %)	1 778 (+ 14,1 %)	1 446 (- 15,1 %)	18 (- 61,8 %)
<b>Total</b>	<b>320 (+ 15,1 %)</b>	<b>2 849 (+ 8,6 %)</b>	<b>2 429 (- 8,5 %)</b>	<b>64 (- 3 %)</b>

NB: Les pourcentages indiquent les variations par rapport à 1995.

---

Le tableau 31 présente, par groupe de produits, la répartition entre les institutions des facturations au titre du Journal officiel pour 1996.

Le tableau 32 donne une statistique détaillée par mois et par série de la production relative au Journal officiel.

Le tableau 33 établit la répartition mensuelle des pages facturées du Journal officiel par institution.

Tableau 31 — Journal officiel 1996 — Prestations facturées

(en écus)

	Parlement européen	Conseil	Commission		Cour de justice	Cour des comptes	Comité économique et social	Comité des régions	Autres	Total
			Poste A-3400	Poste B-5304						
<i>Édition papier</i>										
Série L	2 690 920,30	4 230 484,71	16 709 219,42	0,00	10 447,58	0,00	18 101,45	0,00	53 896,48	23 713 069,94
Série C	2 661 146,16	1 448 723,14	14 353 578,99	0,00	526 377,15	691 856,42	581 689,05	139 492,87	0,00	20 402 863,78
Série S	0,00	0,00	0,00	19 423 328,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 423 328,56
Sous-total 1 (dont report)	5 352 066,46 3 239 605,42	5 679 207,85 1 497 988,69	31 062 798,41 6 440 230,90	19 423 328,56 3 207 702,53	536 824,73 129 454,64	691 858,42 585 870,88	599 790,50 39 604,33	139 492,87 0,00	53 896,48 0,00	63 539 262,28 15 140 457,39
<i>Produits divers</i>										
Travaux de correction et retirage	0,00	0,00	17 457,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 457,27
Transport, conditionnement, expédition	389 412,04	421 624,57	1 683 729,48	654 024,59	25 254,11	32 416,83	26 033,33	0,00	0,00	3 232 494,95
Supports magnétiques	47 122,68	27 772,72	115 463,29	52 298,40	2 994,02	3 667,67	2 313,70	0,00	0,00	251 632,48
JO S	0,00	0,00	0,00	22 963 731,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 963 731,49
Tables	7 902,42	220 990,83	1 307 281,93	0,00	323 874,07	0,00	0,00	0,00	0,00	1 860 049,25
MCM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Documents budgétaires	89 549,41	1 187 388,66	2 259 686,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 401,92	3 543 026,98
Microfilmage	47 584,59	28 665,60	121 005,27	0,00	3 093,76	3 578,43	2 657,09	0,00	0,00	206 584,74
Nimexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CELEX	0,00	0,00	234 016,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 016,54
Eurovoc	313,66	6 904,37	39 459,15	0,00	10 060,82	0,00	0,00	0,00	0,00	56 738,00
Système d'indexation	1 333,68	38 440,41	228 243,89	0,00	56 371,99	0,00	0,00	0,00	0,00	324 389,97
SEI	231 411,04	207 917,76	1 668 226,00	4 247 133,89	9 230,11	10 146,33	8 329,85	0,00	0,00	6 382 394,98
Traités	9 701,40	0,00	13 141,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 842,57
Répertoire	0,00	304 473,83	710 438,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 014 912,75
Formex	78 030,30	43 470,61	748 528,27	0,00	4 664,55	6 009,36	3 129,81	0,00	0,00	883 832,90
Consolidation	2 570,49	171 941,55	2 127 336,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 301 848,44
APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits informatiques divers	1 037 575,98	504 730,42	2 263 809,35	0,00	54 430,90	65 512,04	44 088,03	0,00	0,00	4 006 146,72
Syspub	0,00	0,00	2 443 519,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 443 519,35
Arcdon	43 901,08	27 492,82	117 520,40	0,00	2 975,77	3 366,35	2 767,44	0,00	0,00	198 023,86
Droit dérivé	304,20	1 094 349,09	642 378,41	0,00	17 339,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 754 371,10
EUDOR	903 016,89	530 726,95	2 208 861,67	0,00	57 193,48	69 889,20	44 551,41	0,00	0,00	3 814 239,60
Sous-total 2 (dont report)	2 925 729,86 512 040,00	4 816 890,19 1 678 113,30	18 950 103,75 4 776 857,12	27 917 188,37 5 516 049,80	567 482,98 196 839,75	194 586,21 32 171,44	133 870,66 39 388,05	0,00 0,00	6 401,92 0,00	55 512 253,94 12 751 459,46
<b>Total général</b>	<b>8 277 796,32</b>	<b>10 496 098,04</b>	<b>50 012 902,16</b>	<b>47 340 516,93</b>	<b>1 104 307,71</b>	<b>886 442,63</b>	<b>733 661,16</b>	<b>139 492,87</b>	<b>60 298,40</b>	<b>119 051 516,22</b>
<b>Crédits 1996</b>	<b>4 526 150,90</b>	<b>7 319 996,05</b>	<b>38 795 814,14</b>	<b>38 616 764,60</b>	<b>778 013,32</b>	<b>268 400,31</b>	<b>654 668,78</b>	<b>139 492,87</b>	<b>60 298,40</b>	<b>91 159 599,37</b>
<b>Reports 1995</b>	<b>3 751 645,42</b>	<b>3 176 101,99</b>	<b>11 217 088,02</b>	<b>8 723 752,33</b>	<b>326 294,39</b>	<b>618 042,32</b>	<b>78 992,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 891 916,85</b>

Tableau 32 — Journal officiel 1996 — Répartition mensuelle des pages produites, par institution

## Séries L, C et S

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996	Rappel 1995	Évolution 1996/1995	Évolution relative (en %)
Parlement européen	31 177	5 243	4 801	6 606	4 466	7 075	5 643	308	3 751	9 122	10 090	7 424	95 706	71 004	+ 24 702	+ 34,79
Conseil	1 412	2 816	8 536	2 034	3 344	11 143	6 710	4 308	3 663	14 226	7 702	5 895	71 789	51 285	+ 20 504	+ 39,98
Commission	67 773	74 498	81 663	112 390	72 341	86 871	81 873	81 558	95 892	77 663	72 969	66 531	972 022	964 629	+ 7 393	+ 0,77
Cour de justice	198	484	726	223	663	726	528	550	381	589	840	399	6 307	5 516	+ 791	+ 14,34
Cour des comptes	386	0	0	0	0	33	0	352	264	0	4 339	1 782	7 156	7 103	+ 53	+ 0,75
Comité économique et social	1 520	1 199	1 158	539	737	616	2 288	0	7	880	6	10	8 960	3 697	+ 5 263	+ 142,36
Comité des régions	0	0	14	1 892	594	264	0	0	6	0	798	7	3 575	1 152	+ 2 423	+ 210,33
Autres	0	0	0	726	0	0	0	0	0	0	0	0	728	0	+ 726	—
<b>Total</b>	<b>102 466</b>	<b>84 240</b>	<b>96 898</b>	<b>124 410</b>	<b>82 145</b>	<b>106 728</b>	<b>97 042</b>	<b>87 076</b>	<b>103 964</b>	<b>102 480</b>	<b>96 744</b>	<b>82 048</b>	<b>1 166 241</b>	<b>1 104 386</b>	<b>+ 61 855</b>	<b>+ 5,60</b>

## Série L

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996	Rappel 1995	Évolution 1996/1995	Évolution relative (en %)
Parlement européen	25 664	44	135	275	0	231	209	33	627	11	2 398	484	30 111	11 304	+ 18 807	+ 166,37
Conseil	859	1 892	7 733	1 386	1 826	6 050	3 762	3 003	1 903	12 910	7 304	5 346	53 974	42 084	+ 11 890	+ 28,25
Commission	7 897	8 364	10 384	7 843	7 667	21 241	10 593	9 416	21 362	8 503	9 350	11 770	134 390	145 314	- 10 924	- 7,52
Cour de justice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66	- 66	- 100,00
Cour des comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Comité économique et social	0	0	264	0	11	0	0	0	0	0	0	0	275	0	+ 275	—
Comité des régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Autres	0	0	0	726	0	0	0	0	0	0	0	0	726	0	+ 726	—
<b>Total</b>	<b>34 420</b>	<b>10 300</b>	<b>18 516</b>	<b>10 230</b>	<b>9 504</b>	<b>27 522</b>	<b>14 564</b>	<b>12 452</b>	<b>23 892</b>	<b>21 424</b>	<b>19 052</b>	<b>17 600</b>	<b>219 476</b>	<b>198 768</b>	<b>+ 20 708</b>	<b>+ 10,42</b>

Tableau 32 (suite) — Journal officiel 1995 — Répartition mensuelle des pages produites, par institution

Série C

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996	Rappel 1995	Évolution 1996-1995	Évolution relative (en %)
Parlement européen	5 513	5 199	4 666	6 331	4 466	6 844	5 434	275	3 124	9 111	7 692	6 940	65 595	59 700	+ 5 895	+ 9,87
Conseil	553	924	803	648	1 518	5 093	2 948	1 305	1 760	1 316	398	549	17 815	9 201	+ 8 614	+ 93,62
Commission	3 710	5 370	5 785	43 882	5 010	8 606	7 238	8 496	22 280	9 672	7 057	7 131	134 237	64 041	+ 70 196	+ 109,61
Cour de justice	198	484	726	223	663	726	528	550	381	589	840	399	6 307	5 450	+ 857	+ 15,72
Cour des comptes	386	0	0	0	0	33	0	352	264	0	4 339	1 782	7 156	7 103	+ 53	+ 0,75
Comité économique et social	1 520	1 199	894	539	726	616	2 288	0	7	880	6	10	8 685	3 697	+ 4 988	+ 134,92
Comité des régions	0	0	14	1 892	594	264	0	0	6	0	798	7	3 575	1 152	+ 2 423	+ 210,33
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
<b>Total</b>	<b>11 880</b>	<b>13 176</b>	<b>12 888</b>	<b>53 515</b>	<b>12 977</b>	<b>22 182</b>	<b>18 436</b>	<b>10 978</b>	<b>27 822</b>	<b>21 568</b>	<b>21 130</b>	<b>16 818</b>	<b>243 370</b>	<b>150 344</b>	<b>+ 93 026</b>	<b>+ 61,88</b>

Série S

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996	Rappel 1995	Évolution 1996-1995	Évolution relative (en %)
Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Conseil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Commission	56 166	60 764	65 494	60 665	59 664	57 024	64 042	63 646	52 250	59 488	56 562	47 630	703 395	755 274	- 51 879	- 6,87
Cour de justice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Cour des comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
Comité économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—
<b>Total</b>	<b>56 166</b>	<b>60 764</b>	<b>65 494</b>	<b>60 665</b>	<b>59 664</b>	<b>57 024</b>	<b>64 042</b>	<b>63 646</b>	<b>52 250</b>	<b>59 488</b>	<b>56 562</b>	<b>47 630</b>	<b>703 395</b>	<b>755 274</b>	<b>- 51 879</b>	<b>- 6,87</b>
Nombre d'avis	11 247	11 714	12 955	11 891	11 768	10 863	13 210	12 670	10 737	11 931	11 714	9 876	140 576	127 770	+ 12 806	+ 10,02

8 Tableau 33 — Journal officiel — Pages facturées, exercice 1996 — Reports de production 1995 et production 1996, par institution

Séries L, C et S

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996
Parlement européen	2 700	8 448	965	4 625	21 098	26 070	2 983	4 850	1 904	8 807	9 392	4 081	95 923
Conseil	4 673	77	1 568	16 083	4 018	6 403	8 558	9 152	6 079	4 389	7 095	10 371	78 466
Commission	45 177	28 448	28 002	222 112	76 614	99 974	107 462	26 496	152 123	57 944	134 975	53 603	1 031 930
Cour de justice	539	198	264	704	770	699	1 353	0	1 078	29	457	550	6 641
Cour des comptes	0	0	0	0	14	0	1 854	264	0	6	0	2	2 140
Comité économique et social	0	0	0	0	2 722	1 166	1 265	616	2 288	7	880	2	8 946
<b>Total</b>	<b>53 089</b>	<b>37 171</b>	<b>30 799</b>	<b>243 524</b>	<b>105 236</b>	<b>134 312</b>	<b>123 475</b>	<b>41 378</b>	<b>163 472</b>	<b>71 182</b>	<b>152 799</b>	<b>67 609</b>	<b>1 224 046</b>

Série L

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996
Parlement européen	0	8 448	847	132	17 995	355	0	187	253	3 840	660	33	32 710
Conseil	2 418	77	1 243	12 123	2 706	4 391	7 568	2 376	4 532	3 399	5 247	9 013	55 093
Commission	4 719	13 950	18 722	6 929	5 939	17 204	11 891	11 627	10 615	5 401	22 141	7 744	136 882
Cour de justice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66	66
Cour des comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité économique et social	0	0	0	0	0	264	11	0	0	0	0	0	275
<b>Total</b>	<b>7 137</b>	<b>22 475</b>	<b>20 812</b>	<b>19 184</b>	<b>26 600</b>	<b>22 214</b>	<b>19 470</b>	<b>14 190</b>	<b>15 400</b>	<b>12 640</b>	<b>28 048</b>	<b>16 856</b>	<b>225 026</b>



Tableau 33 (suite) — Journal officiel — Pages facturées, exercice 1996 — Reports de production 1995 et de production 1996, par institution

Série C

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996
Parlement européen	2 700	0	118	4 493	3 143	25 715	2 983	4 663	1 651	4 967	8 732	4 048	63 213
Conseil	2 255	0	325	3 960	1 312	2 012	990	6 776	1 547	990	1 848	1 358	23 373
Commission	2 926	1 958	5 012	10 649	17 655	10 709	10 211	11 503	6 010	8 763	54 754	5 039	145 189
Cour de justice	539	198	264	704	770	699	1 353	0	1 078	29	457	484	6 575
Cour des comptes	0	0	0	0	14	0	1 854	264	0	6	0	2	2 140
Comité économique et social	720	0	0	0	2 722	902	1 254	616	2 288	7	880	2	9 391
<b>Total</b>	<b>9 140</b>	<b>2 156</b>	<b>5 719</b>	<b>19 806</b>	<b>25 616</b>	<b>40 037</b>	<b>18 645</b>	<b>23 822</b>	<b>12 574</b>	<b>14 762</b>	<b>66 671</b>	<b>10 933</b>	<b>249 881</b>

Série S

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 1996
Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission	37 532	12 540	4 268	204 534	53 020	72 061	85 360	3 366	135 498	43 780	58 080	39 820	749 859
Cour de justice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour des comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>37 532</b>	<b>12 540</b>	<b>4 268</b>	<b>204 534</b>	<b>53 020</b>	<b>72 061</b>	<b>85 360</b>	<b>3 366</b>	<b>135 498</b>	<b>43 780</b>	<b>58 080</b>	<b>39 820</b>	<b>749 859</b>

**6.2.2. Publications autres  
que le Journal officiel**

Les publications de ce type transitent par le bureau de planning. Le nombre de dossiers ouverts a évolué comme suit:

Type de dossier	1995	1996
Périodiques	139	207
Petits travaux	73	35
Isolés (y compris documents publiés et documents COM)	2 338	2 756
<b>Nombre total de dossiers</b>	<b>2 550</b>	<b>2 998</b>

Les activités relatives à la gestion administrative et financière de ces publications ont donné les résultats suivants:

Travaux	1995	1996
Appels d'offres:	11	12
— avis de marchés publiés au JO	10	9
— firmes consultées	336	372
— offres exploitées	110	118
Nouveaux contrats (y compris les contrats imputables au JO)	5	44
Rapports CCAM/avis	10	11
Devis/estimations	3 290	3 920
Bons de commande	2 344	3 246
Factures	2 600	3 824
Notes de crédit	49	18
Révisions des prix	85	24

Les 3 824 factures contrôlées correspondent à un montant de 32 344 040,49 écus, qui se répartit entre les institutions comme suit:

Institution	Montant (en écus)	%
Parlement européen	2 025 308,84	6,26
Conseil	273 121,12	0,84
Commission	25 525 503,68	78,92
Cour de justice	3 348 072,59	10,35
Cour des comptes	13 115,04	0,04
Comité économique et social	63 382,48	0,20
Cedefop	211 100,06	0,65
Office des publications	176 548,82	0,55
Divers	707 887,86	2,19
<b>Total</b>	<b>32 344 040,49</b>	<b>100,00</b>

Les dix-huit notes de crédit obtenues portent sur 63 047,29 écus.

Le montant total des factures contrôlées est en augmentation de 27,39 % par rapport à 1995.

### 6.3. Contrats de prestations et de fournitures imputables à l'Office

Le tableau présenté ci-après donne un aperçu de l'activité relative aux prestations et aux fournitures imputables au budget de l'Office des publications.

Travaux	1995	1996
Demandes d'acquisition	394	443
Appels d'offres:	25	22
— avis de marchés publiés au JO S	20	15
— firmes consultées	371	302
— offres exploitées	148	88
Nouveaux contrats et conventions spécifiques	47	50
Rapports CCAM	19	19
Devis/demandes de prix	756	751
Engagements	1 170	1 217
Bons de commande	1 142	1 123
Factures/notes de crédit	3 789	4 434
Révisions des prix	52	16
Ordres de recouvrement	135	147
Attestations d'exonération de TVA	1 103	905



---

## **7. Rapport sur les effectifs de l'Office et les problèmes de gestion du personnel**

**7.1. Fonctionnaires**

**7.2. Temporaires**

**7.3. Auxiliaires**

**7.4. Correcteurs indépendants (*free-lance*)**

**7.5. Formation**

**7.6. Concertation avec la représentation  
du personnel**

**7.7. Concertation avec les organisations  
syndicales et professionnelles**



## 7.1. Fonctionnaires

Le nombre de postes inscrits au tableau des effectifs de l'Office des publications est resté stable par rapport à 1995.

La disponibilité de nouvelles listes de réserve pour correcteurs d'épreuves a permis à l'Office de pourvoir la plupart de ses postes vacants.

Tableau 34 — Effectifs 1996

Catégorie et grade	Emplois permanents
A 1	—
A 2	1 <sup>(1)</sup>
A 3	2
A 4	5
A 5	10
A 6	10
A 7	12
A 8	—
Total	40
B 1	32
B 2	59 <sup>(2)</sup>
B 3	75 <sup>(2)</sup>
B 4	58
B 5	29
Total	253
C 1	29
C 2	32
C 3	38
C 4	38
C 5	18
Total	155
D 1	24
D 2	32
D 3	21
D 4	—
Total	77
<b>Total général</b>	<b>525 <sup>(3)</sup></b>

<sup>(1)</sup> La direction de l'Office est assurée par un fonctionnaire de grade A 1 à titre personnel.

<sup>(2)</sup> Dont deux emplois d'assistant technique et d'assistant de secrétariat.

<sup>(3)</sup> L'occupation à mi-temps de certains emplois peut être compensée par l'engagement d'autres agents dans la limite du solde d'emplois ainsi libérés par catégorie.

En 1996, 60 fonctionnaires sont arrivés à l'Office par voie de recrutement, de mutation et de transfert individuels. Les détails de ces mouvements ainsi que des autres procédures administratives (départs, promotions, etc.) sont donnés dans le tableau 35 ci-après.

Tableau 35 — Procédures administratives

Personnel	Nombre
<b>Fonctionnaires</b>	
<b>A — Arrivées</b>	
1. Nomination de fonctionnaires stagiaires:	
— par voie de concours général	54
— par voie de concours interne	0
2. Mutation vers l'Office	4
3. Transfert vers l'Office	1
4. Mise à la disposition de l'Office	2
5. Détachement à l'Office	0
6. Réintégration:	
— après mise en disponibilité	0
— après congé de convenance personnelle	1
— après service militaire	0
— après détachement au CLP	0
— après détachement	1
<b>B — Départs</b>	
1. Mutation vers une autre DG	12
2. Transfert vers une autre institution	0
3. Congé de convenance personnelle:	
— octroi	4
— prorogation de l'exercice 1995 sur l'exercice 1996	3
4. Congé pour service militaire:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 1995 sur l'exercice 1996	0
5. Mise à la disposition d'une autre DG:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 1995 sur l'exercice 1996	0
6. Détachement de l'Office	2
7. Mise en disponibilité	0
8. Invalidité	4
9. Dégagement	0
10. Mise à la retraite	1
11. Démission	0
12. Retrait d'emploi dans l'intérêt du service	0
13. Licenciement pour insuffisance professionnelle	0
14. Décès	0
<b>C — Divers</b>	
1. Promotions:	
— dans la carrière	29
— hors carrière	27
— vers une autre catégorie:	
● par voie de concours interne	0
● par voie de concours externe	1
2. Nomination	0
3. Intérim:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 1995 sur l'exercice 1996	0
4. Mi-temps et temps partiel:	
— octroi	11
— prorogation de l'exercice 1995 sur l'exercice 1996	22
5. Mobilité au sein de l'Office	20



Personnel	Nombre
<b>Agents temporaires</b>	
<b>A — Arrivées</b>	
1. Engagement à durée déterminée:	
— nouvel engagement	18
— renouvellement	32
2. Engagement à durée indéterminée:	
— nouvel engagement	—
— renouvellement	—
<b>B — Départs</b>	
1. Fin de contrat	21
2. Titularisation, lauréats de concours	16
3. Démission	3
4. Décès	—
<b>Agents auxiliaires</b>	
<b>A — Arrivées</b>	
1. Engagement à durée déterminée:	
— nouvel engagement	23
— renouvellement	4
2. Engagement à durée indéterminée:	
— nouvel engagement	—
— renouvellement	—
<b>B — Départs</b>	
1. Fin de contrat	24
2. Titularisation, lauréats de concours	0
3. Démission	0
4. Décès	—

## 7.2. Temporaires

Dans l'attente de nouvelles listes de réserve pour correcteurs d'épreuves (rendues disponibles à la fin de juillet) et pour couvrir certaines langues pour lesquelles ces listes de réserve se sont avérées insuffisantes, les contrats de 32 agents temporaires ont été reconduits au cours de l'année.

## 7.3. Auxiliaires

Pour couvrir des besoins ponctuels dans le domaine de la correction et des absences de durée moyenne parmi le personnel de commis et de secrétaires (par exemple pour congé de maternité), l'Office a octroyé un total de 23 nouveaux contrats d'auxiliaires au cours de l'exercice.

À la fin de l'année, il restait 12 agents auxiliaires, dont 6 de la catégorie C et 2 dans la catégorie D.

## 7.4. Correcteurs indépendants (*free-lance*)

Le crédit initial inscrit au budget 1996 couvrant les honoraires, les frais de voyage et d'approche, les indemnités de mission, les contributions d'assurance maladie et accident ainsi que les frais de publication d'annonces et d'organisation de tests s'élevait à 1,59 million d'écus.

Ce poste a fait l'objet d'un renforcement de 120 000 écus au cours de l'exercice.

Le total des crédits dépensés pour renforcer les équipes de correction de l'Office s'élève donc à 1,71 million d'écus.

Afin d'alimenter les listes de réserve de correcteurs indépendants dans les onze langues de l'Union, l'Office a organisé, au fil de l'année, plusieurs tests d'aptitude (au total, 2 168 candidatures ont été traitées et 633 candidats ont participé aux tests).

**Tableau 36 — Résultats des tests organisés pour les correcteurs indépendants**

Langues du test	Candidatures introduites	Candidats invités au test	Participants	Réussites
ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV	221	219	149	34
DA (à Copenhague et à Arhus)	158	137	93	11
SV (à Stockholm et à Göteborg)	1 545	265	231	60
ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV	244	242	160	29
<b>Total</b>	<b>2 168</b>	<b>863</b>	<b>633</b>	<b>134</b>

Le taux de réussite s'élève à 21,17 %.

Les problèmes que l'Office a connus pour sélectionner et garder à sa disposition des correcteurs indépendants qualifiés l'ont amené à soustraire des travaux de correction simple pour un total de 386 085 écus (compris dans le montant total des dépenses citées ci-dessus).

## 7.5. Formation

### 7.5.1. Plan de formation

La mise en œuvre du plan de formation 1995-1996 a demandé le lancement de trois appels d'offres pour établir des formations répondant aux besoins spécifiques de l'Office.

L'enquête pour élaborer le plan 1997-1998 a été préparée en tenant compte, notamment, des évolutions dans l'utilisation faite par l'Office de l'informatique.

### 7.5.2. Participation aux formations en 1996

En 1996, 431 fonctionnaires ont participé à 1 762 actions de formation, dont les plus fréquentées étaient les cours linguistiques (154) et informatiques (1 371). En dehors des cours de langues, un total de 169 sujets différents ont été traités dans ces formations. Plus de 85 % de l'effectif a ainsi suivi

---

au moins un cours de formation en 1996. Le nombre d'actions de formation augmente chaque année de plus de 400 (1994: 985; 1995: 1 320; 1996: 1 762).

Sur son propre budget, l'Office a organisé 67 actions de formation répondant spécifiquement à ses besoins, avec une participation de 315 personnes. Parmi ces cours, il faut mentionner:

- SGML;
- HTML (langage utilisé pour l'Internet, notamment);
- agents de fabrication;
- relations avec la clientèle;
- ARTOP, COMOP et Compta (systèmes de gestion commerciale).

L'Office a engagé pour ces actions un montant total de 137 096,94 écus.

## **7.6. Concertation avec la représentation du personnel**

Au cours de l'exercice, huit réunions régulières ont eu lieu entre la représentation du personnel et la direction de l'Office. Ces réunions ont permis, entre autres, de tenir le personnel mieux au courant des problèmes quotidiens auxquels l'Office a dû faire face et des solutions qu'il comptait y apporter. En dehors de ces orientations générales, ces réunions ont permis de répondre à plusieurs inquiétudes et/ou problèmes soulevés par les représentants du personnel (notamment des questions liées au bâtiment et à la politique du personnel).

## **7.7. Concertation avec les organisations syndicales et professionnelles**

Le 29 janvier 1996, la direction de l'Office a rencontré une délégation des organisations syndicales et professionnelles (OSP). L'essentiel de la réunion a été consacré à la discussion de l'état prévisionnel du budget 1997.

### *Questions de personnel*

Les OSP ont soulevé une nouvelle fois le fait que la charge de travail de l'Office augmente rapidement, alors que l'effectif statutaire reste stable. Elles se sont inquiétées du recours fait par l'Office à du personnel non statutaire et ont demandé que l'Office le limite au strict minimum. L'Office a souligné l'importance pour un éditeur de pouvoir faire face à des variations importantes et imprévisibles dans sa charge de travail par le recours au secteur privé.

Les OSP ont soulevé le cas des fonctionnaires lauréats de concours internes de passage de catégorie et ont demandé si l'Office était en mesure de garantir leur nomination. L'Office a souligné que, bien que ses demandes de transformation de postes D en C n'aient pas été acceptées par l'autorité budgétaire depuis quelque temps, l'Office a toujours prêté une attention particulière à son personnel et que, sans pouvoir donner la garantie demandée, il essaierait toujours de régler le cas des lauréats internes.

---

### *Bâtiment*

Les OSP ont demandé si les crédits inscrits pour la gestion de la nouvelle cantine seraient suffisants pour une gestion propre. Elles ont également demandé et reçu confirmation que des contrôles sanitaires de la nouvelle cantine étaient prévus.

L'Office a informé les OSP que les négociations avec le propriétaire de l'immeuble principal avaient commencé en vue du renouvellement du bail à partir d'octobre 1998. Ces négociations portent également sur la rénovation de l'ancienne partie du bâtiment, ce qui devrait permettre de résoudre certains problèmes liés à la vétusté du bâtiment.

---

**8. Rapport sur l'application  
des dispositions en vigueur  
relatives aux traductions  
à moyen et à long terme**



---

En 1996, le groupe thématique G du service de traduction a traduit, pour le compte de l'Office, 10 409 pages (- 4,2 % par rapport à 1995).

Tout comme les années précédentes, *EUR-OP News* s'adjuge une part importante de la charge de travail en provenance de l'Office. À noter que, depuis 1996, cette publication trimestrielle est également disponible en grec.

Par ailleurs, le service de traduction a régulièrement été sollicité pour la traduction d'appels d'offres et a effectué un certain nombre de travaux dans le cadre du contrat de prestation de services dans le domaine de la base de données CELEX.

Enfin, il convient de souligner la collaboration efficace entre l'Office, le service de traduction et d'autres directions générales de la Commission pour la mise en place de systèmes de gestion et d'échange de données textuelles informatisées. Cela permet de réduire, d'une façon substantielle, le temps de publication des grands documents de la Commission, tels que le *Bulletin de l'Union européenne*, le budget et les accords communautaires.





---

# **Annexe**

**CELEX**

**(système interinstitutionnel  
de documentation automatisée  
du droit communautaire)**



<b>Aperçu général</b> . . . . .	107
<b>1. Alimentation — Chargement</b> . . . . .	108
1.1. Production . . . . .	108
1.1.1. Chargement d'unités documentaires . . . . .	108
1.1.2. Chargement de textes . . . . .	108
1.1.3. Extension de la couverture . . . . .	110
1.2. Outils de production . . . . .	110
<b>2. Diffusion</b> . . . . .	111
2.1. Utilisation interne . . . . .	111
2.2. Diffusion externe . . . . .	112
2.2.1. Remarque préalable . . . . .	112
2.2.2. Diffusion des bases de références par Eurobases et les <i>gateways</i> officiels . . . . .	113
2.2.3. Diffusion, sous licence, des versions dérivées de CELEX . . . . .	116
2.3. Formation . . . . .	116
2.4. Documentation . . . . .	116
2.5. Édition du <i>Répertoire de la législation communautaire       en vigueur</i> . . . . .	116
<b>3. Grands projets</b> . . . . .	117
3.1. Mise à niveau . . . . .	117
3.2. Interface «formulaires Mistral» . . . . .	117
3.3. Interface graphique . . . . .	117
3.4. Bases finnoise et suédoise . . . . .	118
<b>4. Ressources</b> . . . . .	118
4.1. Exercice budgétaire 1996 . . . . .	118
4.2. Exercice budgétaire 1997 . . . . .	119



---

## Aperçu général

CELEX (*Communitatis Europae Lex*) est la base de données juridique officielle des institutions de l'Union européenne. Elle couvre:

- la législation communautaire, y compris les travaux préparatoires et les références aux mesures nationales d'exécution;
- la jurisprudence de la Cour de justice;
- les questions parlementaires.

Mise en service au début des années 70 à l'usage interne de la Commission, elle est devenue interinstitutionnelle au cours de ces années pour être convertie, au début des années 80, en un système multilingue, accessible au grand public. Aujourd'hui, CELEX est diffusée par le serveur Eurobases de l'OPOCE ainsi que par une quarantaine d'autres serveurs, *gateways* et distributeurs de CD-ROM en Europe et aux États-Unis.

Durant l'année 1996, l'Office des publications a atteint trois objectifs principaux:

- l'ouverture aux utilisateurs des institutions des versions finnoise et suédoise de CELEX;
- l'augmentation de la couverture par l'ajout de nouveaux types de documents et le chargement de textes des travaux préparatoires;
- l'ouverture sur la plate-forme Web interinstitutionnelle Europa-team d'une interface graphique d'interrogation.

Parallèlement, d'importants travaux ont été menés:

- la poursuite de la révision qualitative de la base CELEX (projet «Mise à niveau»);
- le chargement des références aux mesures nationales d'implémentation des directives pour les nouveaux États membres;
- l'introduction dans les documents CELEX des références aux actes consolidés disponibles dans EUDOR;
- la modification du système de production du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur*.

Les travaux de gestion et de diffusion de CELEX ont été accompagnés et pilotés par le groupe interinstitutionnel CELEX (GIC), qui fonctionne sous la responsabilité du comité de direction de l'Office des publications. Le GIC s'est réuni trois fois (les 31 janvier, 11 juin et 18 novembre) et le groupe «Informatique juridique» du Conseil a tenu deux réunions (les 5 juin et 6 décembre).

# 1. Alimentation — Chargement

## 1.1. Production

Un document CELEX est constitué de deux parties essentielles:

- la partie analytique, contenant les titres, les dates, les descripteurs divers et les liens entre documents, qui est créée par programme pour chaque version linguistique à partir d'une même version codée du document; ce synopsis entre toutes les versions permet de parler, dans ce qui suit, d'unité documentaire pour un document donné;
- la partie textuelle, contenant le texte et les annexes des documents (sauf pour les secteurs 7 et 9 sans texte et le secteur 5 partiellement chargé, voir point 1.1.3); ces textes ont été chargés dans le passé selon leur disponibilité, ce qui explique les différences dans la couverture textuelle.

Ces deux parties sont actuellement chargées dans la base à un rythme hebdomadaire.

### 1.1.1. Chargement d'unités documentaires

**Tableau 37 — Unités documentaires (parties analytiques) chargées en 1995 et en 1996**

Secteur	1995	1996
Travaux préparatoires du Parlement européen	2 032	1 182
Travaux préparatoires du Conseil	65	384
Travaux préparatoires de la Commission	806	935
Cour de justice	1 048	342
Cour des comptes	—	2
Comité économique et social	186	156
Comité des régions	32	39
Traités	376	0
Droit dérivé	2 166	1 997
Droit complémentaire	54	40
Accords internationaux	284	434
Mesures nationales	87	52
Questions parlementaires	5 303	4 602
Documents suites/rectificatifs	333	672
<b>Total</b>	<b>12 772</b>	<b>10 837</b>

### 1.1.2. Chargement de textes

Les efforts réalisés pour le chargement des textes intégraux se trouvent résumés dans les tableaux statistiques présentés ci-après.

a) Textes législatifs

Tableau 38 — Couverture textuelle des secteurs 1 à 4 de CELEX  
(documents en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1993 et depuis) (1)

Version linguistique	Couverture en %		Objectif à atteindre au 1 <sup>er</sup> janvier 1997	Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 1997	
	Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 1996		Documents avec texte	%
ES	82,3	97,8	20 654	20 324	98,4
DA	83,1	97,1	20 654	20 079	97,2
DE	89,4	97,8	20 654	20 198	97,8
EL	76,8	96,1	20 654	20 149	97,5
EN	89,6	97,8	20 654	20 199	97,8
FR	89,8	97,9	20 654	20 224	97,9
IT	82,3	94,7	20 654	19 566	94,7
NL	87,6	97,1	20 654	20 070	97,1
PT	75,8	95,1	20 654	19 904	96,3
<b>Total</b>	<b>84,1</b>	<b>96,8</b>	<b>185 886</b>	<b>180 713</b>	<b>97,2</b>

(1) Documents hors aide alimentaire, pour lesquels le chargement du texte intégral n'est actuellement pas prévu.

b) Textes de jurisprudence

Tableau 39 — Couverture au 15 janvier 1997 — Jurisprudence (secteur 6): décisions et autres documents  
(sauf conclusions des avocats généraux)

Version linguistique	Nombre d'unités documentaires présentes	Objectif de la couverture en texte intégral (1)	Nombre de textes chargés	Taux de couverture au 15 janvier 1997 (en %)	Taux de couverture au 30 avril 1993 (en %) (pour comparaison)
ES	5 522	3 146	2 100	67	0
DA	5 522	4 964	4 094	82	71
DE	5 522	5 522	5 191	94	89
EL	5 522	4 102	2 593	63	35
EN	5 522	5 522	5 235	95	86
FR	5 522	5 522	5 305	96	95
IT	5 522	5 522	5 235	95	86
NL	5 522	5 522	5 075	92	87
PT	5 522	3 146	1 970	63	0
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>42 968</b>	<b>36 798</b>	<b>86</b>	<b>61</b>

(1) Pour DE, EN, FR, IT et NL, publications depuis l'origine; pour DA, publications depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1973; pour EL, publications depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981; pour ES et PT, publications depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986.

**Tableau 40 — Couverture au 15 janvier 1997 — Jurisprudence (secteur 6): conclusions des avocats généraux**

Version linguistique	Nombre d'unités documentaires présentes	Objectif de la couverture en texte intégral (1)	Nombre de textes chargés	Taux de couverture au 15 janvier 1997 (en %)	Taux de couverture au 30 avril 1993 (en %) (pour comparaison)
ES	4 042	1 880	1 183	63	0
DA	4 042	1 880	1 270	68	70
DE	4 042	1 880	1 543	82	76
EL	4 042	1 880	1 137	60	27
EN	4 042	1 880	1 429	76	70
FR	4 042	1 880	1 680	89	90
IT	4 042	1 880	1 606	85	79
NL	4 042	1 880	1 387	74	72
PT	4 042	1 880	1 148	61	0
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>16 920</b>	<b>12 383</b>	<b>73</b>	<b>54</b>

(1) Conclusions publiées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

### 1.1.3. Extension de la couverture

Inauguré avec les avis du Comité économique et social et du Comité des régions, l'effort de mise à disposition des textes des documents du secteur 5 a été poursuivi en 1996. La diffusion des textes a été étendue aux actes préparatoires du Conseil et aux propositions de la Commission publiées au Journal officiel. Afin d'offrir une couverture dans le temps uniforme, un chargement rétroactif a été entrepris permettant l'accès aux textes de tous documents postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Cet effort sera poursuivi en 1997 avec la diffusion des textes des résolutions du Parlement européen.

## 1.2. Outils de production

La refonte du système de production s'est poursuivie pendant l'année 1996; elle a permis notamment:

- le rattrapage du chargement des textes des rectificatifs;
- la saisie des références aux mesures nationales d'exécution des nouveaux États membres;
- la préparation du chargement de nouveaux types de documents, tels que les actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole.



## 2. Diffusion

Ce chapitre regroupe les statistiques de diffusion des bases de références et des versions dérivées de CELEX. L'utilisation des bases de références de CELEX se partage entre les utilisateurs des institutions et les utilisateurs externes (clients d'Eurobases et des *gateways*).

**Tableau 41 — Diffusion des bases de références de CELEX en 1996 et en 1995: accès en ligne des institutions et des utilisateurs externes**

	Nombre d'utilisateurs		Heures de connexion	
	1995	1996	1995	1996
Institutions	4 035	4 239	46 871	50 639
Extérieur	1 426	1 448	10 619	10 289
<b>Total</b>	<b>5 461</b>	<b>5 687</b>	<b>57 490</b>	<b>60 928</b>

Il est à noter que les chiffres relatifs à l'utilisation externe n'incluent ni les accès à CELEX pour des besoins de formations organisées par Eurobases et les *gateways*, ni ceux pour des besoins de vérification (help-desk) et de test. Pour 1996, l'utilisation externe, tous accès confondus, s'élève à 12 427 heures; 1 592 *user ID* ont été actifs.

### 2.1. Utilisation interne

**Tableau 42 — Diffusion de CELEX en 1996: utilisation interne**

Version linguistique		Commission + Office	Cour de justice	Parlement	Conseil	Comité économique et social	Cour des comptes	BEI
ES	U	549	82	85	65	21	12	1
	H	1 640	412	640	178	23	7	1
DA	U	474	78	81	100	18	19	—
	H	2 154	381	153	126	27	8	—
DE	U	847	135	153	91	31	25	2
	H	3 011	704	312	107	41	18	2
EL	U	198	40	3	30	13	3	—
	H	556	92	1	16	8	11	—
EN	U	1 763	164	164	153	50	31	10
	H	6 325	839	326	385	98	63	64
FR	U	2 326	274	213	198	69	50	17
	H	20 369	3 321	1 149	560	271	165	57
IT	U	521	88	78	59	30	8	1
	H	1 626	344	183	108	41	6	4
NL	U	445	85	47	52	11	6	—
	H	1 575	515	60	74	11	2	—
PT	U	344	47	25	32	21	2	1
	H	952	284	33	154	42	3	0,2
Toutes versions confondues	U	3 079	299	378	279	109	75	20
	H	38 208	6 892	2 858	1 707	563	284	127

NB: U = utilisateurs; H = heures de connexion.

## 2.2. Diffusion externe

### 2.2.1. Remarque préalable

À la date du 31 décembre 1996, 38 contrats de distribution de la base CELEX étaient en vigueur.

Il existe deux types de contrats de distribution:

- le contrat de licence, autorisant la diffusion des versions dérivées de CELEX en ligne ou sur CD-ROM: dix-neuf partenaires de diffusion;
- le contrat *gateway*, réglant la diffusion des bases de références CELEX hébergées par le centre de calcul de la Commission européenne (dix-neuf partenaires de diffusion opérationnels au 31 décembre 1996).

L'activité des partenaires est répartie comme indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 43 — Contrats de distribution CELEX

Type d'activité	1996
Serveur en ligne «commercial»	9
Serveur en ligne «administratif»	4
Éditeur CD-ROM	7
<i>Gateway</i>	19
Autre	—
<b>Total</b>	<b>39</b>

*NB:* Un titulaire de licence diffuse une version sur CD-ROM et une version en ligne.  
En 1996, il n'y avait plus de partenaires de distribution travaillant sous le statut d'agent commercial (type d'activité «autre»).

L'unité OP/4 a mené, en juin 1996, une enquête auprès des titulaires de licence CELEX, et ce afin d'obtenir des informations chiffrées concernant l'utilisation des versions dérivées de CELEX (accessibles en ligne et sur CD-ROM) et de vérifier les résultats d'une première enquête menée en janvier 1996.

Des réponses ont été reçues pour douze versions en ligne et huit titres CD-ROM.

Il ressort des résultats de cette enquête que:

- les chiffres recensés pour 1995 n'ont pas été corrects (voir rapport de gestion 1995);
- l'utilisation des bases de références de CELEX (à travers Eurobases et les *gateways*) ne représente qu'une partie minoritaire de l'utilisation totale externe, à savoir, pour la seule utilisation en ligne, 28,5 % du temps de connexion. À cela s'ajoutent, bien entendu, les 1 885 abonnements aux versions dérivées de CELEX sur CD-ROM, identifiés par l'enquête.

2.2.2. Diffusion des bases de références par Eurobases et les gateways officiels

Tableau 44 — Accès en ligne des utilisateurs externes (clients d'Eurobases et des gateways)

Nombre d'utilisateurs		Heures de connexion	
1995	1996	1995	1996
1 426	1 448	10 619	10 289

La diffusion en ligne des bases de références à l'extérieur est assurée par le serveur Eurobases (OP/4.C), l'infrastructure informatique étant fournie par le centre de calcul de la Commission. On distingue deux types d'utilisation:

- utilisation directe: utilisateurs (standards ou privilégiés) ayant conclu un contrat d'accès avec Eurobases;
- utilisation indirecte: utilisateurs ayant conclu un contrat avec un gateway officiel.

En application de la politique de décentralisation, le transfert des clients standard vers le réseau des gateways a continué au cours de l'année 1996 dans six pays. Le réseau des gateways couvrait vingt pays au 31 décembre 1996 (le gateway canadien couvre aussi les États-Unis, tandis que le gateway irlandais est sorti du réseau en août 1996).

Malgré une légère augmentation des clés d'accès actives, une diminution de la consommation de 3,1 % par rapport à l'année précédente peut être constatée.

En raison du transfert de la clientèle payante d'Eurobases vers les gateways, on peut constater une variation fondamentale du rapport entre l'utilisation payante et l'utilisation privilégiée, concernant les contrats directs avec Eurobases au bénéfice de l'utilisation privilégiée. À la date du 31 décembre 1996, Eurobases ne comptait plus que 25 contrats standard (voir tableau XI).

La quote-part des différentes versions linguistiques a été marquée par une redistribution de l'utilisation en faveur des versions espagnole et, dans un moindre degré, portugaise, au détriment de la version française. La version anglaise de CELEX est toujours la plus utilisée, avec 22,6 % d'utilisation, devant la version espagnole avec 17,1 % (en 1995: version anglaise, 22,2 %; version française, 18,3 %; version espagnole, 14,5 %).

La montée remarquable des versions espagnole et portugaise est une confirmation de l'effet de l'ouverture au public des bases le 1<sup>er</sup> septembre 1994. Tandis que la version allemande connaît une légère augmentation, la version italienne a connu un recul considérable (voir aussi tableau 48).

**Tableau 45 — Diffusion externe en ligne des bases de références CELEX en 1996: utilisations directe et indirecte**

Utilisation	1996		Variation 1996/1995	
	Heures	%	Heures	%
Directe <sup>(1)</sup>	6 876	66,8	- 911	- 11,7
Indirecte <sup>(2)</sup>	3 413	33,2	581	20,5
<b>Total</b>	<b>10 289</b>	<b>100,0</b>	<b>- 330</b>	<b>- 3,1</b>

<sup>(1)</sup> Clients d'Eurobases.

<sup>(2)</sup> Clients des *gateways*.

**Tableau 46 — Diffusion externe en ligne des bases de références CELEX en 1996: nombre de contrats Eurobases par pays et par temps de connexion à Eurobases et aux *gateways*)**

Pays	Contrats Eurobases (au 31 décembre 1996)				Temps de connexion [utilisations directe <sup>(1)</sup> et indirecte <sup>(2)</sup> confondues]	
	1996		Variation 1996/1995		1996	
	Nombre	%	Nombre	%	Heures	%
Belgique <sup>(4)</sup>	72	9,7	- 246	- 77,4	1 782	17,2
Danemark <sup>(3)</sup>	32	4,3	0	0	785	7,7
Allemagne <sup>(3)</sup>	89	12	10	12,7	885	8,6
Grèce <sup>(3)</sup>	16	2,2	1	6,7	199	1,8
Espagne <sup>(3)</sup>	68	9,2	7	11,5	1 933	18,9
France <sup>(4)</sup>	68	9,2	- 40	- 3,7	509	5
Irlande <sup>(5)</sup>	22	3	10	83,3	91	0,9
Italie <sup>(3)</sup>	59	8	- 52	- 46,3	1 255	12,2
Luxembourg <sup>(4)</sup>	2	0,3	- 10	- 83,3	31	0,3
Pays-Bas <sup>(4)</sup>	41	5,5	- 33	44,6	512	5
Autriche <sup>(3)</sup>	25		7	38,9	263	2,6
Portugal <sup>(4)</sup>	26	3,5	1	4	654	6,4
Finlande <sup>(4)</sup>	18	2,4	9	100	179	1,7
Suède <sup>(3)</sup>	22	3	11	100	187	1,8
Royaume-Uni <sup>(3)</sup>	97	13,1	12	14,1	434	4,2
Norvège <sup>(3)</sup>	4	0,5	0	0	156	1,5
Suisse <sup>(3)</sup>	8	1,1	0	0	286	2,8
Autres	71	9,6	9	14,5	148	1,4
<b>Total</b>	<b>740</b>	<b>100,0</b>	<b>- 304</b>	<b>- 29,1</b>	<b>10 289</b>	<b>100,0</b>

<sup>(1)</sup> Clients d'Eurobases.

<sup>(2)</sup> Clients des *gateways*.

<sup>(3)</sup> Pays où les contrats standard ont été transférés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

<sup>(4)</sup> Pays où les contrats standard ont été transférés en 1996.

<sup>(5)</sup> Reprise des contrats standard du *gateway* en date du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

L'utilisation marque dans l'ensemble une diminution très modérée (3,1 %), qui s'explique par une baisse de l'utilisation en Belgique, en France et surtout en Italie.

En ce qui concerne les conditions d'accès à CELEX, les contrats Eurobases peuvent être classés comme suit :

- contrat standard à 100 % du prix: tous les utilisateurs, privés ou publics, dans les pays non couverts par un diffuseur *gateway*, à l'exception des types cités ci-dessous;
- contrat semi-privilegié à 50 % du prix: universités dans les États membres de l'UE, membres du réseau Public Information Relays (Royaume-Uni);
- contrat privilégié à 0 % du prix (centres de développement rural, centres de documentation européenne, forums urbains pour le développement durable, Info-Points Europe, représentations permanentes des États membres auprès de l'Union européenne), traducteurs *free-lance* sous contrat de la Commission européenne, voire à 33 % du prix (membres BC-NET, correspondants BRE, euro-info-centres).

**Tableau 47 — Diffusion externe en ligne des bases de références CELEX en 1996: types de contrats Eurobases (utilisation directe)**

Type de contrat	Contrats Eurobases				Temps de connexion			
	1996		Variation 1996/1995		1996		Variation 1996/1995	
	Nombre	%	Nombre	%	Heures	%	Heures	%
Standard	25	3,4	- 417	- 94,3	675	9,8	- 1 538	- 69,5
Semi-privilegié	39	5,3	- 43	- 52,4	26	0,4	- 10	- 27,8
Privilegié	676	91,3	156	30	6 175	89,8	637	11,5
<b>Total</b>	<b>740</b>	<b>100,0</b>	<b>- 304</b>	<b>- 29,1</b>	<b>6 876</b>	<b>100,0</b>	<b>- 911</b>	<b>- 11,7</b>

La diminution du nombre de contrats et du temps de connexion des clients standard s'explique par le transfert des clients normaux dans six pays vers les *gateways*. Le nombre et le temps d'utilisation des clients privilégiés ont été marqués par une augmentation sensible.

**Tableau 48 — Diffusion externe en ligne des bases de références CELEX en 1996: temps de connexion par version linguistique (clients d'Eurobases et des *gateways* confondus)**

Version linguistique	1996		1995
	Heures	%	%
1. EN	2 325	22,6	22,2
2. ES	1 758	17,1	14,5
3. FR	1 540	15	18,3
4. DE	1 336	13	10
5. IT	1 174	11,4	16,6
6. DA	789	7,6	7,1
7. NL	709	6,9	6,8
8. PT	612	5,9	3,7
9. EL	46	0,5	0,8
<b>Total</b>	<b>10 289</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

### 2.2.3. Diffusion, sous licence, des versions dérivées de CELEX

Cette diffusion se réalise à travers les serveurs en ligne et les éditeurs CD-ROM, avec dix-neuf contrats de licence en vigueur. L'enquête citée plus haut a démontré que les chiffres pour 1995 ont été faussés par une erreur de calcul, mais que cette forme de diffusion atteint toujours un public plus nombreux que la diffusion des bases de références hébergées par le centre de calcul de la Commission européenne.

#### 2.2.3.1. Diffusion par les serveurs en ligne

L'enquête menée auprès des titulaires de licence en juin 1996, et à laquelle douze des treize serveurs en ligne ont répondu, a indiqué une consommation annuelle de 25 821 heures.

#### 2.2.3.2. Diffusion sur CD-ROM

La même enquête a montré pour huit des onze titres CD-ROM, dérivés de la base CELEX, un nombre d'abonnements de 1 885. On peut estimer que ce nombre représente environ 5 000 utilisateurs des versions dérivées de CELEX sur CD-ROM.

## 2.3. Formation

Pour les utilisateurs externes, Eurobases a organisé directement huit cours, donnés à Bruxelles par des formateurs sous-traitants, en anglais et en français (41 participants). En application de la politique de décentralisation, les cours dans les autres pays ont été organisés directement par le réseau de *gateways*.

## 2.4. Documentation

La documentation CELEX, disponible en 1996 dans les versions anglaise et française, a rencontré un grand succès auprès des utilisateurs internes et externes.

Titres	Diffusion 1996
Quick reference guide	2 600
Aide-mémoire	400
Menu-driven guide	900
La recherche guidée	400
Tutorial	2 300
User guide	2 400

Les utilisateurs ont été tenus informés des développements et des modifications de la base CELEX par les informations parues dans le bulletin *Eurobases*, et notamment par les éditions de février 1996 et décembre 1996:

- février 1996: «Five good reasons for taking a look at Celex in 1996»;
- décembre 1996: «Web service unleashes the power of CELEX».

## 2.5. Édition du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur*

Les 26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> éditions du Répertoire sont parues, respectivement, en février et en octobre.

---

## 3. Grands projets

### 3.1. Mise à niveau

Le projet de mise à niveau de CELEX a démarré en juin 1995 pour réexaminer et confirmer toutes les données juridiques et bibliographiques dans la base.

Le but principal était de revoir l'analyse des actes en vigueur sous la même perspective et suivant les règles méthodologiques actuelles pour harmoniser les termes employés.

Les juristes et documentalistes de CELEX ont constitué un dossier pour chacun des 14 811 documents des secteurs 3 et 4 qui se trouvaient en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1995. Après la révision des données de CELEX par rapport à la version publiée au Journal officiel, toutes les corrections nécessaires ainsi que de nouvelles informations ont été chargées dans la base.

Les nouvelles données ajoutées permettront, notamment:

- de référencer plus précisément la version papier (pages de début et de fin, annexes);
- de lier facilement l'acte de base et ses modificateurs (famille);
- d'accéder aux actes à partir des descripteurs du thésaurus Eurovoc.

### 3.2. Interface «formulaires Mistral»

L'interface centrale est désormais disponible dans neuf versions linguistiques pour l'ensemble des utilisateurs. Cette interface permet de dialoguer avec CELEX selon une démarche «traditionnelle», c'est-à-dire correspondant à celle utilisée pour la recherche documentaire juridique classique:

- accès par domaine (législation, jurisprudence, etc.);
- filtrage par défaut (par exemple législation en vigueur);
- offre d'une présélection de critères de recherche importants (par exemple «tous les documents ultérieurs citant un texte donné»);
- «masques» pour l'entrée de données formatées, etc.;
- lors de l'affichage, mise en relief (*highlighting*), d'office, des termes de recherche.

Pour l'année 1996, environ 19 % du temps d'interrogation de CELEX est dû à cet outil de recherche qui est employé par plus de 30 % des utilisateurs.

### 3.3. Interface graphique

Poursuivant ses efforts pour améliorer la convivialité de l'accès aux documents CELEX, l'OPOCE a mis au point une interface graphique utilisant la technologie Web. Cette interface est disponible aux utilisateurs sur la plate-forme interinstitutionnelle Europa-team, depuis le 15 octobre 1996.

Cette interface a repris les démarches de recherche mises au point lors de la création des menus (voir point 3.2.) en améliorant les facilités de visualisation des documents. Elle permet aussi une navigation entre les documents liés par le biais d'hyperliens.

### 3.4. Bases finnoise et suédoise

En fin d'année, les bases finnoise et suédoise ont été ouvertes aux institutions. Elles contiennent l'ensemble des données analytiques CELEX, les titres finnois et suédois des documents publiés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995 ainsi que les titres finnois et suédois des documents publiés dans les éditions spéciales.

Elles sont maintenant intégrées dans le processus de chargement courant et font l'objet d'un rattrapage pour le chargement des textes.

## 4. Ressources

### 4.1. Exercice budgétaire 1996

Les dépenses relatives à CELEX engagées par l'Office en 1996 s'élèvent à 3 768 724,15 écus, qui se répartissent comme suit:

- frais de personnel statutaire (titre 1): 1 809 153 écus;
- frais d'infrastructure (titre 2): 292 150 écus;
- poste 3431 «Production» (avec réemploi): 884 470,25 écus;
- poste 3431 «Diffusion»: 19 500 écus;
- poste 3431 «Grands projets»: 763 446,90 écus.

En 1996, l'équipe CELEX de l'Office comptait seize postes: sept postes A, un poste B, sept postes C, un poste D.

Au sein de l'équipe Eurobases, les ressources humaines consacrées à la diffusion sont estimées à trois personnes par an.

Les prestations réalisées par le service de traduction (contrôle linguistique...) sont de l'ordre de deux personnes par an.

Les ressources humaines consacrées par les autres institutions à l'alimentation de CELEX en 1996 se répartissent comme suit:

- Parlement européen: 1,5 personne par an;
- Conseil: 1 personne par an;
- Cour de justice: 3 personnes par an;
- Comité économique et social: 0,5 personne par an.

Les recettes CELEX sont résumées dans le tableau 49.

Tableau 49 — Recettes CELEX

	Montants facturés du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996	Recettes encaissées du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996	Réemploi du poste 3431 sur recettes 1996
Royalties et licences	255 075,90	266 815,10	232 170,34
Consultation ( <i>Enduser</i> )	352 962,68	360 710,29	166 232,97
Formation	13 530,00	11 880,00	11 880,00
<b>Total</b>	<b>621 568,58</b>	<b>639 405,39</b>	<b>410 283,31</b>
Montant disponible en 1996			331 650,20



## 4.2. Exercice budgétaire 1997

Le projet de budget CELEX pour 1997 prévoit:

- poste 3431 «Production» (avec réemploi): 700 000 écus;
- poste 3431 «Diffusion»: 250 000 écus;
- poste 3431 «Grands projets»: 450 000 écus.

À partir de 1997, les frais de personnel et d'infrastructure sont intégrés dans le budget général 1997 de l'Office des publications.

Tableau 53 — Dépenses 1996 et prévisions 1997

(en écus)

Poste 3431 CELEX	Synthèse CELEX au 7 février 1997			
	Dépenses 1996			Prévisions 1997
	Prévues	Engagées	Facturées	
<b>I — Production</b>	389 000	545 900	545 899,88	300 000
<i>Sous-total</i>	389 000	545 900	545 899,88	300 000
<b>II — Diffusion</b>				
1. Documentation	50 000	19 500	0	100 000
2. Interface d'interrogation	150 000	0	0	150 000
<i>Sous-total</i>	200 000	19 500	0	250 000
<b>III — Grands projets</b>				
1. Mise à niveau qualitative	200 000	451 905	451 904,98	100 000
2. Textes consolidés				
2 a) Textes courants	40 000	0	0	50 000
2 b) Textes historiques	100 000	100 000	45 581,33	0
3. Amélioration de l'accès au droit communautaire	0	89 275	50 955	0
4. CELEX 2000				
4 a) Celex version 2	200 000	0	0	0
4 b) Modernisation des méthodes	200 000	122 266,90	48 024,50	300 000
<i>Sous-total</i>	740 000	763 446,90	596 465,81	450 000
<b>Total</b>	<b>1 329 000</b> <sup>(1)</sup>	<b>1 328 846,90</b> <sup>(2)</sup>	<b>1 142 365,69</b>	<b>1 000 000</b> <sup>(1)</sup>
Réemploi	300 000	338 570,25	338 570,15	550 000
<b>Total-général</b>	<b>1 629 000</b>	<b>1 667 417,15</b>	<b>1 480 935,84</b>	<b>1 550 000</b>

<sup>(1)</sup> Chiffre estimé.

<sup>(2)</sup> Chiffre réel.





JX-03-96-070-FR-C



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-0525-5



9 789282 805251 >